

RAPPORT DE LA DIRECTION

La direction de l'Agence du revenu du Québec est responsable de la préparation et de la présentation des états financiers de l'Agence du revenu du Québec en ce qui a trait aux activités de nature administrative, y compris les estimations et les jugements comptables importants. Ces états financiers sont préparés selon des méthodes comptables qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'information financière contenue ailleurs dans le rapport annuel de gestion est conforme aux présents états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités relatives à l'intégrité et à la fiabilité des états financiers, la direction de l'Agence du revenu du Québec maintient un système comptable et des contrôles internes conçus en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés, que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables. La Direction de l'audit interne, des enquêtes et de l'évaluation procède, quant à elle, à des vérifications périodiques afin de s'assurer du caractère adéquat et soutenu des contrôles internes.

L'Agence du revenu du Québec reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et aux règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration est chargé de surveiller la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et d'approuver les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité d'audit, composé exclusivement d'administrateurs qui ne sont pas membres de la haute direction de l'Agence. Ce comité examine les états financiers, rencontre le Vérificateur général du Québec et recommande l'approbation des états financiers au conseil d'administration.

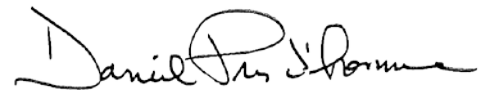
Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de l'Agence du revenu du Québec pour les activités de nature administrative, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité d'audit pour discuter de tout élément qui concerne son audit.

Le président-directeur général par intérim,



René Martineau

Le vice-président et directeur général
de l'innovation et de l'administration,



Daniel Prud'homme

Québec, le 5 décembre 2018





RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de l'Agence du revenu du Québec (activités de nature administrative), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2018, l'état des résultats et de l'excédent cumulé, l'état de la variation de la dette nette et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'Agence du revenu du Québec (activités de nature administrative) au 31 mars 2018, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,

Guylaine Leclerc, FCPA auditrice, FCA
Québec, le 5 décembre 2018

AGENCE DU REVENU DU QUÉBEC ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT CUMULÉ

De l'exercice clos le 31 mars 2018
(En milliers de dollars canadiens)

	Budget	2018	2017
Revenus			
Rétributions du fonds relatif à l'administration fiscale (note 4)	891 655	860 254	817 449
Tarification de services au gouvernement du Canada	145 963	145 834	145 825
Tarifications fiscale et alimentaire	62 030	68 389	65 159
Tarification de services à des ministères et organismes provinciaux	57 057	58 694	50 059
Honoraires pour l'administration des biens non réclamés	16 300	15 133	16 887
Contributions du gouvernement du Canada	686	1 303	686
Autres revenus	1 446	1 085	1 991
	1 175 137	1 150 692	1 098 056
Charges			
Traitement et avantages sociaux	832 505	802 614	802 082
Loyer	75 056	75 400	72 317
Services professionnels et techniques	57 998	49 629	57 099
Poste et messagerie	30 094	28 856	28 644
Utilisation des serveurs gouvernementaux	22 095	20 243	22 320
Entretien des infrastructures technologiques	15 377	17 985	16 873
Télécommunications	10 293	8 113	8 327
Déplacements	7 159	6 479	6 867
Abonnements et fournitures	8 255	7 412	7 535
Frais d'intérêts et autres frais de financement (note 5)	5 110	170	1 735
Pertes sur disposition d'immobilisations corporelles	–	469	8 243
Contributions aux exploitants de bars et de restos-bars	730	–	232
Contributions relatives au programme transitoire de compensation financière pour les personnes âgées vivant en résidence ou en logement locatif	2 400	2 052	2 438
Contribution au Fonds des pensions alimentaires	1 150	964	1 119
Amortissement des immobilisations corporelles	106 885	101 507	105 178
Autres dépenses	30	1 270	758
	1 175 137	1 123 163	1 141 767
Excédent (déficit) de l'exercice	–	27 529	(43 711)
Excédent cumulé au début de l'exercice	95 401	95 401	139 112
Excédent cumulé à la fin de l'exercice	95 401	122 930	95 401

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.



AGENCE DU REVENU DU QUÉBEC

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Au 31 mars 2018

(En milliers de dollars canadiens)

	2018	2017
Actifs financiers		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 6)	17 730	5 667
Débiteurs (note 7)	13 509	16 686
	31 239	22 353
Passifs		
Créditeurs et charges à payer (note 9)	130 867	108 245
Revenus reportés (note 10)	5 477	11 432
Dettes (note 11)	132 486	164 383
Provision pour congés de maladie, vacances et autres congés rémunérés (note 12)	71 063	77 505
	339 893	361 565
Dettes nettes	(308 654)	(339 212)
Actifs non financiers		
Immobilisations corporelles (note 14)	411 733	418 076
Stocks de fournitures	9 605	8 749
Charges payées d'avance	10 246	7 788
	431 584	434 613
Excédent cumulé	122 930	95 401

Obligations contractuelles et droits contractuels (note 15)

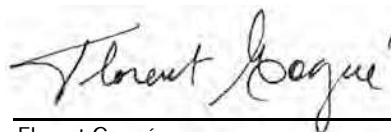
Éventualités (note 16)

Opérations exercées à titre de fiduciaire (note 19)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.



René Martineau
Président-directeur général par intérim



Florent Gagné
Président du conseil d'administration

AGENCE DU REVENU DU QUÉBEC

ÉTAT DE LA VARIATION DE LA DETTE NETTE

De l'exercice clos le 31 mars 2018

(En milliers de dollars canadiens)

	Budget	2018	2017
Excédent (déficit) de l'exercice	–	27 529	(43 711)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(115 170)	(95 651)	(83 431)
Amortissement des immobilisations corporelles	106 885	101 507	105 178
Pertes sur disposition d'immobilisations corporelles	–	469	8 243
Produits de disposition d'immobilisations corporelles	–	18	96
	(8 285)	6 343	30 086
Variation due aux stocks de fournitures	–	(856)	(814)
Variation due aux charges payées d'avance	–	(2 458)	837
	–	(3 314)	23
Diminution (augmentation) de la dette nette	(8 285)	30 558	(13 602)
Dette nette au début de l'exercice	(339 212)	(339 212)	(325 610)
Dette nette à la fin de l'exercice	(347 497)	(308 654)	(339 212)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.



AGENCE DU REVENU DU QUÉBEC

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

De l'exercice clos le 31 mars 2018

(En milliers de dollars canadiens)

	2018	2017
Activités de fonctionnement		
Excédent (déficit) de l'exercice	27 529	(43 711)
Éléments sans incidence sur les flux de trésorerie :		
Amortissement des immobilisations corporelles	101 507	105 178
Pertes sur disposition d'immobilisations corporelles	469	8 243
Amortissement des frais d'émission et de gestion liés aux dettes	227	254
Virement des revenus reportés	(6 185)	(6 461)
	123 547	63 503
Variation des actifs et des passifs liés au fonctionnement :		
Débiteurs	3 177	(4 139)
Créditeurs et charges à payer	21 393	24 383
Revenus reportés	230	3 321
Provision pour congés de maladie, vacances et autres congés rémunérés	(6 442)	(4 139)
Stocks de fournitures	(856)	(814)
Charges payées d'avance	(2 458)	837
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	138 591	82 952
Activités d'investissement en immobilisations		
Produits de disposition d'immobilisations corporelles	18	97
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(94 422)	(85 539)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations	(94 404)	(85 442)
Activités de financement		
Augmentation des dettes	247 233	686 898
Dettes remboursées	(279 357)	(695 161)
Frais d'émission et de gestion liés aux dettes	–	(314)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(32 124)	(8 577)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie	12 063	(11 067)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	5 667	16 734
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice (note 6)	17 730	5 667
Intérêts versés	3 168	3 801

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

AGENCE DU REVENU DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2018

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens.)

1. Constitution et objet

L'Agence du revenu du Québec (« l'Agence ») est une personne morale, mandataire de l'État, constituée en vertu de la Loi sur l'Agence du revenu du Québec (RLRQ, chapitre A-7.003). Elle a pour mission de fournir au ministre du Revenu l'appui nécessaire à l'application ou à l'exécution de toute loi dont la responsabilité lui est confiée et à l'exercice de toute autre responsabilité qui lui est dévolue aux termes d'une loi, d'un règlement, d'un décret, d'un arrêté ou d'une entente. Elle perçoit des sommes affectées au financement des services publics de l'État et participe aux missions économique et sociale du gouvernement en administrant notamment des programmes de perception et de redistribution de fonds.

Puisqu'elle est mandataire de l'État, l'Agence n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu au Québec et au Canada.

2. Principales méthodes comptables

États financiers

L'Agence publie deux jeux d'états financiers : l'un relatif à ses activités propres, soit les activités de nature administrative; l'autre relatif aux activités qu'elle administre pour le fonds général du fonds consolidé du revenu du gouvernement du Québec.

Le but des présents états financiers est de fournir l'information sur les activités de nature administrative de l'Agence.

Référentiel comptable

Aux fins de la préparation de ses états financiers, l'Agence se conforme aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public édictées dans le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source dans l'application de méthodes comptables doit être cohérente avec ce dernier.

Périmètre comptable

Les opérations relatives aux biens détenus par l'Agence à titre de fiduciaire du Fonds des pensions alimentaires et des biens non réclamés sont détaillées à la note 19 et sont exclues du périmètre comptable de l'Agence.

Estimations comptables

La préparation des états financiers de l'Agence, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et des passifs, de la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des meilleures estimations faites par la direction. Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont la provision pour congés de maladie et la durée de vie utile des immobilisations corporelles.



AGENCE DU REVENU DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2018

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens.)

2. Principales méthodes comptables (suite)

État des gains et des pertes de réévaluation

L'état des gains et des pertes de réévaluation n'est pas présenté compte tenu qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur ou libellé en devises étrangères.

Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont constatés selon la catégorie des instruments financiers évalués à la juste valeur ou selon celle des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement. Les passifs financiers sont décomptabilisés lorsque les obligations contractuelles de l'Agence sont éteintes, annulées ou qu'elles arrivent à expiration.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie ainsi que les débiteurs, à l'exception des taxes à la consommation, sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les créditeurs et les charges à payer, à l'exclusion des taxes à la consommation et des avantages sociaux à payer, les dettes ainsi que la provision pour vacances et autres congés rémunérés sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Lors de leur comptabilisation initiale, les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des éléments classés dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement.

À chaque fin d'exercice, si une indication objective de dépréciation des actifs financiers existe, ceux-ci sont évalués pour déterminer si une dépréciation doit être comptabilisée.

Revenus

Les revenus, tels que les rétributions du fonds relatif à l'administration fiscale, sont comptabilisés dans l'année financière au cours de laquelle ont lieu les opérations ou les faits leur donnant lieu.

Les contributions du gouvernement du Canada, qui sont des paiements de transfert, sont constatées lorsque le transfert est autorisé et que tous les critères d'admissibilité sont atteints.

Les revenus de tarification sont constatés lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- Il y a une preuve convaincante de l'existence d'un accord.
- Les services ont été rendus.
- Le tarif est déterminé ou déterminable.
- Le recouvrement est raisonnablement assuré.

Les revenus de tarification afférents aux immobilisations corporelles sont comptabilisés comme revenus reportés et sont virés aux résultats selon la même méthode et la même durée d'amortissement que les immobilisations corporelles afférentes.



AGENCE DU REVENU DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2018

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens.)

2. Principales méthodes comptables (suite)

Charges

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'année financière, y compris l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

Les contributions aux exploitants de bars et de restos-bars, les contributions relatives au programme transitoire de compensation financière pour les personnes âgées vivant en résidence ou en logement locatif et les contributions au Fonds des pensions alimentaires sont comptabilisées lorsqu'elles sont autorisées et que les bénéficiaires ont satisfait à tous les critères d'admissibilité.

Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de l'encaisse et de l'avance au fonds général du fonds consolidé du revenu.

Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés initialement au coût et ramenés à la valeur de recouvrement au moyen d'une provision pour créances douteuses, le cas échéant. La variation annuelle de cette provision est imputée aux charges de l'exercice.

Passifs

Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementales étant donné que l'Agence ne dispose pas d'informations suffisantes pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

Provision pour congés de maladie, vacances et autres congés rémunérés

Les obligations découlant des vacances et des autres congés rémunérés dus aux employés de l'Agence sont comptabilisées au coût à titre de passif. La charge annuelle est comptabilisée selon les avantages gagnés par les employés au cours de l'exercice.

Les obligations à long terme découlant de congés de maladie accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle triennale selon les hypothèses les plus probables déterminées par l'Agence. Ces hypothèses font l'objet d'une mise à jour annuelle. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces congés par les employés, c'est-à-dire en fonction de leur accumulation et de leur utilisation.

Les placements du Fonds des congés de maladie accumulés (« le Fonds ») sont évalués à une valeur de marché redressée. Selon cette méthode d'évaluation, l'écart entre le rendement réel selon une valeur de marché et celui prévu est amorti sur cinq ans.

Les gains et les pertes actuariels sur le Fonds et sur les obligations liées aux congés de maladie sont amortis linéairement sur la durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs.



AGENCE DU REVENU DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2018

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens.)

2. Principales méthodes comptables (suite)

Actifs non financiers

De par leur nature, les actifs non financiers de l'Agence sont employés normalement pour fournir des services futurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amorties sur leur durée de vie utile selon la méthode de l'amortissement linéaire et les durées suivantes :

- Améliorations locatives : 10 ans
- Aménagement : 10 ans
- Matériel et équipement : de 3 à 10 ans
- Développement informatique : de 4 à 10 ans

Les immobilisations en cours de développement (ou l'une de leurs composantes significatives) sont amorties lorsqu'elles sont terminées et prêtes à être mises en service.

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de l'Agence de fournir des services ou que la valeur des avantages économiques futurs qui s'y rattachent est inférieure à sa valeur comptable nette, son coût est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations corporelles sont imputées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise de valeur n'est constatée.

Stocks de fournitures

Les stocks se composent de fournitures qui seront consommées dans le cours normal des opérations, durant la ou les prochaines années financières. Ces stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette.

Opérations interentités

Les opérations interentités sont des opérations conclues entre entités contrôlées par le gouvernement du Québec ou soumises à son contrôle conjoint. Les opérations interentités ont été réalisées à la valeur d'échange, c'est-à-dire au montant convenu pour la contrepartie donnée en échange de l'élément transféré ou du service fourni.



AGENCE DU REVENU DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2018

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens.)

3. Modifications comptables

Le 1^{er} avril 2017, l'Agence a adopté les cinq nouvelles normes suivantes :

- SP 2200, *Information relative aux apparentés*
- SP 3210, *Actifs*
- SP 3320, *Actifs éventuels*
- SP 3380, *Droits contractuels*
- SP 3420, *Opérations interentités*

Le chapitre SP 2200 définit un apparenté et établit des normes relatives aux informations à fournir sur les opérations entre apparentés. Des informations à fournir sont requises sur les opérations entre apparentés et les relations sous-jacentes lorsque ces opérations ont été conclues à une valeur différente de celle qui aurait été établie si les parties n'avaient pas été apparentées et ont, ou pourraient avoir, une incidence financière importante sur les états financiers.

Le chapitre SP 3210 fournit des indications sur l'application de la définition des actifs énoncée dans la norme SP 1000, *Fondements conceptuels des états financiers*, et établit des normes générales d'informations à fournir à leur sujet. Des informations doivent être fournies sur les grandes catégories d'actifs non constatés. Lorsqu'un actif n'est pas constaté parce que le montant en cause ne peut faire l'objet d'une estimation raisonnable, il faut mentionner les motifs sous-jacents.

Le chapitre SP 3320 définit et établit des normes relatives aux informations à fournir sur les actifs éventuels. Des informations doivent être fournies sur les actifs éventuels s'il est probable que l'événement futur déterminant se produira.

Le chapitre SP 3380 définit et établit des normes relatives aux informations à fournir sur les droits contractuels. Des informations doivent être fournies sur les droits contractuels et comprendre une description de la nature et de l'ampleur des droits contractuels ainsi que de leur échéancier.

Le chapitre SP 3420 établit des normes de comptabilisation et d'information applicables aux opérations conclues entre des entités du secteur public qui sont comprises dans le périmètre comptable d'un gouvernement, tant du point de vue du prestataire que de celui du bénéficiaire.

L'adoption prospective de ces normes n'a eu aucune incidence sur les résultats et sur la situation financière de l'Agence. Les incidences se limitent, le cas échéant, à des informations présentées dans les notes complémentaires.



AGENCE DU REVENU DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2018

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens.)

4. Rétributions du fonds relatif à l'administration fiscale

L'article 56 de la Loi sur l'Agence du revenu du Québec institue, au ministère des Finances, le fonds relatif à l'administration fiscale (FRAF), dont l'objet est de rétribuer, sauf dans les cas où une rétribution est autrement prévue, les services que l'Agence rend au ministre. Pour l'exercice 2017-2018, la rétribution maximale a été établie à 891 655 500 \$ en vertu du décret n° 234-2017.

	2018	2017
Rétributions pour les :		
Opérations courantes	825 554	770 749
Projets spécifiques de lutte contre l'évasion fiscale	34 700	46 700
	860 254	817 449

5. Frais d'intérêts et autres frais de financement

	2018	2017
Intérêts sur les dettes	2 940	3 311
Intérêts sur les obligations relatives aux prestations acquises	5 741	5 789
Amortissement des frais d'émission et de gestion liés aux dettes	227	254
Rendement sur le Fonds des congés de maladie accumulés	(8 749)	(7 876)
Intérêts autres	11	257
	170	1 735

6. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2018	2017
Encaisse	336	1 431
Avance au fonds général du fonds consolidé du revenu ¹	17 394	4 236
	17 730	5 667

1. L'avance au fonds général du fonds consolidé du revenu ne porte pas intérêt et n'a aucune modalité d'encaissement.

7. Débiteurs

	2018	2017
Tarification au gouvernement du Québec	948	6 139
Tarification de services au gouvernement du Canada	667	616
Tarification alimentaire	2 390	2 276
Taxes à la consommation	3 678	3 905
Autres	5 826	3 750
	13 509	16 686

AGENCE DU REVENU DU QUÉBEC NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2018

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens.)

8. Emprunt temporaire

Le ministre des Finances peut avancer, à même le fonds général du fonds consolidé du revenu, des sommes dont le capital global en cours, à un moment donné, ne peut pas excéder 35 000 000 \$ pour pallier des manques temporaires de liquidités. Ces avances, ne portant pas intérêt, viendront à échéance au plus tard le 31 mai 2019. Cette facilité de crédit était inutilisée au 31 mars 2018 et au 31 mars 2017.

9. Crédoeurs et charges à payer

	2018	2017
Créditeurs et charges à payer	37 400	37 622
Taxes à la consommation	–	5
Traitement à payer	66 296	46 214
Avantages sociaux à payer	27 171	24 404
	130 867	108 245

10. Revenus reportés

	2018	2017
Gouvernement du Québec	4 032	5 043
Gouvernement du Canada	–	4 474
Autres	1 445	1 915
	5 477	11 432

La variation des revenus reportés au cours de l'exercice se détaille comme suit :

	2018	2017
Solde au début	11 432	14 572
Sommes reçues au cours de l'exercice	230	3 321
Sommes constatées à titre de revenu de l'exercice	(6 185)	(6 461)
Solde à la fin	5 477	11 432



AGENCE DU REVENU DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2018

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens.)

11. Dettes

	2018	2017
Billets à payer au Fonds de financement portant intérêt à un taux de 1,68 %, échéant les 10 et 26 avril 2018 (billet à payer portant intérêt à un taux de 0,95 % au 31 mars 2017)	45 004	32 000
Emprunts auprès du Fonds de financement remboursables par versements mensuels dégressifs en capital :		
• Valeur nominale de 123 055 606 \$, portant intérêt au taux de 1,93 %, échu le 31 août 2017	–	5 378
• Valeur nominale de 44 923 832 \$, portant intérêt au taux de 2,07 %, échéant le 30 juin 2019	7 988	14 659
• Valeur nominale de 62 010 066 \$, portant intérêt au taux de 3,13 %, échéant le 30 avril 2020	10 439	17 483
• Valeur nominale de 202 929 647 \$, portant intérêt au taux de 3,67 %, échéant le 31 mars 2021	19 562	28 677
• Valeur nominale de 22 022 561 \$, portant intérêt au taux de 3,38 %, échéant le 30 novembre 2023	6 721	8 845
• Valeur nominale de 60 403 170 \$, portant intérêt au taux de 2,16 %, échéant le 30 septembre 2024	42 772	57 341
	132 486	164 383

Les versements en capital et intérêts à effectuer au cours des cinq prochains exercices financiers et des exercices subséquents se détaillent comme suit :

	Capital	Intérêts	Total
2019	82 304	2 049	84 353
2020	24 443	1 017	25 460
2021	9 660	517	10 177
2022	5 322	321	5 643
2023	4 732	204	4 936
2024 et suivants	6 452	114	6 566
	132 913	4 222	137 135

En vertu du décret n° 487-2017, l'Agence est autorisée à emprunter à court terme ou par marge de crédit, auprès d'institutions financières ou auprès du Fonds de financement, ou à long terme, auprès du Fonds de financement, jusqu'à concurrence d'un montant de 470 000 000 \$ échéant le 31 mai 2020 (590 000 000 \$ au 31 mars 2017).

AGENCE DU REVENU DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2018

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens.)

12. Provision pour congés de maladie, vacances et autres congés rémunérés

	Valeur avant gains et pertes actuariels non amortis	Gains (pertes) actuariels non amortis	2018	2017
Obligations relatives aux congés de maladie accumulés	92 724	(9 694)	83 030	81 388
Fonds des congés de maladie accumulés	(128 280)	13 602	(114 678)	(105 929)
Congés de maladie	(35 556)	3 908	(31 648)	(24 541)
Vacances et autres congés rémunérés	102 711	–	102 711	102 046
	67 155	3 908	71 063	77 505

Provision pour congés de maladie

L'Agence dispose d'un programme d'accumulation de congés de maladie. Ce programme donne lieu à des obligations à long terme dont les coûts sont assumés en totalité par l'Agence.

La Loi sur l'Agence du revenu du Québec autorise l'Agence, en vertu de l'article 69.1, à déposer auprès de la Caisse de dépôt et placement du Québec les sommes nécessaires afin de former un fonds des congés de maladie accumulés pour pourvoir au paiement d'une partie ou de l'ensemble des prestations dues aux employés en raison des congés de maladie qu'ils ont accumulés. La Caisse de dépôt et placement du Québec administre ces sommes suivant la politique de placement déterminée conjointement par le ministre du Revenu et le ministre des Finances.

Les modalités du programme diffèrent selon la catégorie d'emploi et la date d'accumulation des journées de congé de maladie (avant ou après le 1^{er} avril 2017). Une nouvelle convention collective a fixé les conditions de travail du personnel de bureau, des techniciens et des assimilés ainsi que des ouvriers de l'Agence. Elle modifie les conditions d'accumulation et d'utilisation de ces journées à compter du 1^{er} avril 2017. D'autres conventions collectives échues depuis le 31 mars 2015, dont celle des professionnels, sont en cours de négociation. Les employés cadres n'accumulent pas de journées de congé de maladie, mais ils bénéficient de conditions d'utilisation du programme à l'égard des journées accumulées en date de leur promotion.

Selon les dispositions du programme toujours en vigueur pour les employés de l'Agence dont les conventions collectives sont en cours de négociation, ceux-ci peuvent accumuler jusqu'à un maximum de 12 journées de congé de maladie par année et se les faire rembourser à 50 % en cas de cessation d'emploi, de départ à la retraite ou de décès, jusqu'à concurrence d'un montant représentant l'équivalent de 66 jours de salaire. Les employés peuvent également utiliser ces journées pour compenser une absence pleinement rémunérée lors d'un départ en préretraite.



AGENCE DU REVENU DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2018

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens.)

12. Provision pour congés de maladie, vacances et autres congés rémunérés (suite)

Les mêmes dispositions prévalaient jusqu'au 31 mars 2017 pour les employés qui ont signé la nouvelle convention collective. Depuis le 1^{er} avril 2017, ces employés peuvent accumuler jusqu'à un maximum de 10 journées de congé de maladie par année. Le nombre de journées de congé de maladie non utilisées pouvant être cumulées dans une banque est limité à 20 jours. Toute journée excédentaire est payable à la fin de l'année civile. La réserve est remboursée en totalité en cas de cessation d'emploi et ne peut pas être utilisée lors d'un départ en préretraite. La réserve accumulée en date du 31 mars 2017 selon les anciennes dispositions a été transférée dans la nouvelle réserve jusqu'à concurrence d'un maximum de 20 jours. Le solde résiduel pourra être utilisé comme journées pleinement rémunérées lors d'un départ en préretraite, et ce, jusqu'au 31 mars 2022. À cette date, tout solde résiduel, le cas échéant, sera remboursé à 70 % au cours de l'exercice 2022-2023.

Évolution des obligations relatives aux prestations acquises

	2018			2017
	Congés de maladie avant gains et pertes actuariels non amortis	Gains (pertes) actuariels non amortis	Congés de maladie (au net)	Congés de maladie (au net)
Solde au début	93 576	(12 188)	81 388	79 458
Coût des prestations acquises	2 495	–	2 495	3 707
Intérêts sur les obligations	5 741	–	5 741	5 789
Prestations versées	(7 499)	–	(7 499)	(9 369)
Transferts	(1 319)	–	(1 319)	(447)
Gain actuariel	(270)	270	–	–
Amortissement des pertes actuarielles	–	2 224	2 224	2 250
Solde à la fin	92 724	(9 694)	83 030	81 388



AGENCE DU REVENU DU QUÉBEC NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2018

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens.)

12. Provision pour congés de maladie, vacances et autres congés rémunérés (suite)

Évaluation actuarielle et estimations subséquentes

La valeur au 31 mars 2018 des obligations relatives aux prestations acquises a été établie au moyen d'une extrapolation basée sur la dernière évaluation actuarielle effectuée en date du 31 mars 2016.

La valeur des obligations relatives aux prestations acquises est évaluée selon les hypothèses économiques les plus probables qui ont été établies par la direction.

Principales hypothèses économiques à long terme utilisées

	2018	2017
Taux d'inflation	2,25 %	2,25 %
Progression des salaires, nette d'inflation	0,50 %	0,50 %
Taux d'actualisation	6,60 %	6,60 %
Durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs	13 ans	13 ans

Évolution de la valeur de marché redressée du Fonds des congés de maladie accumulés

	2018	2017
Valeur de marché redressée au début	117 556	107 598
Rendement prévu sur les placements ¹	7 465	6 832
Gains actuariels	3 259	3 126
Valeur de marché redressée à la fin ²	128 280	117 556

1. Le taux de rendement prévu des actifs du Fonds des congés de maladie accumulés était de 6,35 % (6,35 % en 2016-2017). Le taux de rendement réalisé sur la base de la valeur de marché des placements a été de 7,54 % (10,68 % en 2016-2017).
2. La juste valeur des actifs du Fonds des congés de maladie accumulés déposés à la Caisse de dépôt et placement du Québec est de 132 030 285 \$ (122 772 717 \$ au 31 mars 2017).

Charge relative aux prestations acquises

	2018	2017
Coût des prestations acquises	2 495	3 707
Amortissement des pertes actuarielles	2 224	2 250
	4 719	5 957



AGENCE DU REVENU DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2018

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens.)

12. Provision pour congés de maladie, vacances et autres congés rémunérés (suite)

Charge d'intérêts relative aux prestations acquises

	2018	2017
Intérêts sur les obligations relatives aux prestations acquises	5 741	5 789
Rendement sur le Fonds des congés de maladie accumulés ¹	(8 749)	(7 876)
	(3 008)	(2 087)

1. Ces revenus sont augmentés d'un amortissement de 1 284 173 \$ (1 043 742 \$ en 2016-2017) de gains actuariels relatifs au Fonds des congés de maladie accumulés.

Provision pour vacances et autres congés rémunérés

Évolution des obligations relatives aux prestations acquises

	2018	2017
Solde au début	102 046	100 239
Charge de l'exercice nette des sommes versées	2 082	2 266
Transferts	(1 417)	(459)
Solde à la fin	102 711	102 046

Aucun calcul d'actualisation concernant la provision pour vacances et autres congés rémunérés n'est jugé nécessaire, puisque l'Agence estime que les vacances et les autres congés rémunérés seront pris au cours de l'exercice suivant.

13. Régimes de retraite

Les membres du personnel de l'Agence participent principalement au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) et au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1^{er} janvier 2018, les taux de cotisation de certains régimes de retraite ont été modifiés. Ainsi, le taux pour le RREGOP est passé de 11,05 % à 10,97 % de la masse salariale admissible et les taux pour le RRPE et le RRAS sont passés de 15,03 % à 12,82 %.

Les cotisations de l'employeur sont équivalentes aux cotisations des employés, à l'exception d'un montant de compensation prévu dans la loi du RRPE, laquelle englobe aussi le RRAS. Depuis le 1^{er} janvier 2018, l'employeur doit verser 2,97 % (4,94 % au 1^{er} janvier 2017) de la masse salariale admissible pour les participants au RRPE et au RRAS et un montant équivalent à titre d'employeur. Ainsi, l'Agence verse un montant supplémentaire pour les années civiles 2017 et 2018, correspondant respectivement à 9,88 % et 5,94 % de la masse salariale admissible.

Les cotisations de l'Agence pour l'exercice, y compris le montant de compensation à verser au RRPE et au RRAS, s'élèvent à 62 280 519 \$ (63 853 240 \$ au 31 mars 2017). Les obligations de l'Agence envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

AGENCE DU REVENU DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2018

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens.)

14. Immobilisations corporelles

	Améliorations locatives	Aménagement	Matériel et équipement	Développement informatique en cours	Développement informatique	2018 Total
Coût						
Solde au début	83 944	470	165 715	65 017	589 249	904 395
Acquisitions	2 486	–	31 450	61 219	496	95 651
Dispositions	(613)	–	(1 317)	–	(1 956)	(3 886)
Immobilisations en cours mises en service	–	–	–	(75 527)	75 527	–
Solde à la fin	85 817	470	195 848	50 709	663 316	996 160
Amortissement cumulé						
Solde au début	21 210	253	118 273	–	346 583	486 319
Amortissement	8 166	53	21 186	–	72 102	101 507
Dispositions	(271)	–	(1 232)	–	(1 896)	(3 399)
Solde à la fin	29 105	306	138 227	–	416 789	584 427
Valeur comptable nette à la fin	56 712	164	57 621	50 709	246 527	411 733

Au cours de l'exercice, des frais financiers de 232 694 \$ ont été capitalisés dans le coût des immobilisations.

Les acquisitions d'immobilisations corporelles incluses dans les créditeurs et les charges à payer représentent 16 100 468 \$.



AGENCE DU REVENU DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2018

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens.)

14. Immobilisations corporelles (suite)

	Améliorations locatives	Aménagement	Matériel et équipement	Développement informatique en cours	Développement informatique	2017 Total
Coût						
Solde au début	73 985	470	159 824	45 775	590 937	870 991
Acquisitions	12 030	–	15 467	54 381	1 553	83 431
Dispositions	(2 071)	–	(9 576)	–	(38 380)	(50 027)
Immobilisations en cours mises en service	–	–	–	(35 139)	35 139	–
Solde à la fin	83 944	470	165 715	65 017	589 249	904 395
Amortissement cumulé						
Solde au début	14 725	170	105 112	–	302 821	422 828
Amortissement	7 426	83	22 656	–	75 013	105 178
Dispositions	(941)	–	(9 495)	–	(31 251)	(41 687)
Solde à la fin	21 210	253	118 273	–	346 583	486 319
Valeur comptable nette à la fin	62 734	217	47 442	65 017	242 666	418 076

Au cours de l'exercice, des frais financiers de 478 417 \$ ont été capitalisés dans le coût des immobilisations.

Le total des améliorations locatives inclut des améliorations locatives en cours de 10 110 824 \$ pour lesquelles aucun amortissement n'a été pris.

Les acquisitions d'immobilisations corporelles incluses dans les créiteurs et les charges à payer représentent 14 871 636 \$.

AGENCE DU REVENU DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2018

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens.)

15. Obligations contractuelles et droits contractuels

Obligations contractuelles

Ententes d'occupation et contrats de location

L'Agence s'est engagée, en vertu d'ententes d'occupation et de contrats de location relatifs à des bâtiments, à des photocopieurs et à des véhicules pour des montants totalisant 84 375 143 \$ s'échelonnant jusqu'en 2023 (77 808 345 \$ au 31 mars 2017).

Autres

L'Agence a également contracté d'autres engagements concernant des services professionnels, des services d'entretien et des acquisitions d'immobilisations pour un montant total de 166 563 618 \$ (130 001 117 \$ au 31 mars 2017).

Les engagements pour les prochains exercices se répartissent comme suit :

	Ententes d'occupation et contrats de location	Autres	Total
2019	83 411	112 080	195 491
2020	663	38 254	38 917
2021	256	11 378	11 634
2022 et suivants	45	4 852	4 897
	84 375	166 564	250 939

Droits contractuels

En vertu de différentes ententes de tarification de services conclues avec des ministères et organismes provinciaux et avec le gouvernement du Canada, l'Agence recevra des sommes totalisant 219 725 918 \$ au cours des prochains exercices.

Ces sommes se répartissent comme suit :

	Gouvernement du Québec	Gouvernement du Canada	Autres	Total
2019	23 200	141 378	33 937	198 515
2020	8 540	686	501	9 727
2021	8 540	686	501	9 727
2022 et suivants	–	754	1 003	1 757
	40 280	143 504	35 942	219 726



AGENCE DU REVENU DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2018

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens.)

16. Éventualités

Dans le cours normal de ses activités, l'Agence est exposée à diverses réclamations et à diverses poursuites judiciaires en dommages et intérêts. Les réclamations pour lesquelles un montant a été établi totalisent 126 172 228 \$ (149 549 070 \$ au 31 mars 2017). Depuis le 1^{er} avril 2018, l'Agence a reçu des réclamations additionnelles totalisant 16 839 901 \$. Le dénouement de ces litiges étant incertain, la perte éventuelle que l'Agence pourrait devoir assumer ne peut être déterminée. L'Agence inscrit une provision à l'égard d'une réclamation, dans la rubrique « Créiteurs et charges à payer », seulement lorsqu'il est probable que celle-ci entraînera un débours et qu'une estimation raisonnable peut en être faite.

De plus, en vertu de l'Entente intégrée globale de coordination fiscale signée le 28 mars 2012 par les gouvernements du Canada et du Québec, l'Agence procèdera, conjointement avec l'Agence du revenu du Canada (ARC), à un examen du coût que l'ARC engagerait pour administrer la TPS/TVH au Québec. Le coût ainsi défini représentera la nouvelle limite maximale de compensation que l'ARC versera annuellement à l'Agence pour administrer la TPS/TVH au Québec. Le montant versé annuellement par l'ARC à titre de compensation est présenté à la rubrique « Tarification de services au gouvernement du Canada » à l'état des résultats et de l'excédent cumulé. S'il s'avère qu'à la suite de la signature de la nouvelle entente, l'Agence doit remettre des sommes à l'ARC, cet ajustement sera comptabilisé dans l'exercice où il sera connu. Toutefois, l'Agence sera compensée par le gouvernement du Québec pour un montant équivalent.

17. Opérations entre apparentés

L'Agence est apparentée à toutes les entités contrôlées par le gouvernement du Québec ou soumises à son contrôle conjoint. Elle est également apparentée à ses principaux dirigeants, à leurs proches parents, ainsi qu'aux entités pour lesquelles une ou plusieurs de ces personnes ont le pouvoir d'orienter les décisions financières et administratives de ces entités. Les principaux dirigeants sont composés des membres du conseil d'administration et du comité de direction ainsi que du président-directeur général de l'Agence.

L'Agence n'a conclu aucune opération importante avec des apparentés à une valeur différente de celle qui aurait été établie si les parties n'avaient pas été apparentées.

18. Instruments financiers

Gestion des risques liés aux instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, l'Agence est exposée à différents risques, notamment le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché.

L'Agence a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.



AGENCE DU REVENU DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2018

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens.)

18. Instruments financiers (suite)

Risque de crédit

Le risque de crédit est principalement attribuable aux pertes que l'Agence pourrait subir ou aux coûts qu'elle pourrait être obligée d'assumer en raison de l'incapacité d'un tiers à respecter ses engagements financiers. Les principaux risques de crédit de l'Agence sont liés à la trésorerie et équivalents de trésorerie ainsi qu'aux débiteurs.

Le risque de crédit lié à la trésorerie et équivalents de trésorerie est faible étant donné que les sommes sont déposées auprès du fonds général du fonds consolidé du revenu et auprès d'institutions financières réputées.

La valeur comptable des débiteurs représente l'exposition maximale de l'Agence au risque de crédit. La majorité de ses débiteurs sont à recouvrer auprès d'organismes gouvernementaux (autres ministères et organismes québécois et gouvernement fédéral) et sont généralement encaissés dans un délai de 30 jours. Ainsi l'Agence ne croit pas être exposée à un niveau de risque de crédit significatif à l'égard de ceux-ci.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'Agence ne soit pas en mesure de répondre à ses besoins de trésorerie ou de financer ses obligations liées à ses passifs financiers lorsqu'elles arrivent à échéance.

Le risque de liquidité englobe également le risque que l'Agence ne soit pas en mesure de liquider ses actifs financiers au moment opportun.

L'Agence considère qu'elle détient suffisamment de trésorerie et équivalents de trésorerie ainsi que de facilités de crédit afin de réunir les fonds nécessaires à un coût raisonnable pour répondre à ses besoins financiers courants et à long terme. L'Agence paie généralement ses créditeurs dans un délai de 30 jours. Les versements en capital et intérêts à effectuer pour rembourser la dette au cours des exercices subséquents sont détaillés à la note 11.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que le cours du marché ou que les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations du prix du marché. Le risque de marché comprend trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. L'Agence est seulement exposée au risque de taux d'intérêt.

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur des instruments financiers ou que les flux de trésorerie futurs associés à ces instruments financiers fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché.

L'exposition au risque de taux d'intérêt de l'Agence est attribuable aux dettes. Puisque les dettes ne sont pas comptabilisées à la juste valeur, qu'elles portent intérêt à taux fixe et que l'Agence prévoit leur remboursement selon les échéanciers prévus, le risque de taux d'intérêt relatif aux flux de trésorerie auquel est exposée l'Agence est minime.



AGENCE DU REVENU DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2018

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens.)

19. Opérations exercées à titre de fiduciaire

Les opérations fiduciaires qu'exerce l'Agence incluent le Fonds des pensions alimentaires et les biens non réclamés. Ces biens sont confiés à l'Agence, qui doit les administrer selon les dispositions contractuelles ou légales applicables. Ces biens sont détenus et administrés par l'Agence au profit des bénéficiaires et au nom de ceux-ci.

	2018			2017
	Actifs	Passifs	Avoir net	Avoir net
Fonds des pensions alimentaires ¹	134 015	134 015	–	–
Biens non réclamés ²	145 333	92 581	52 752	35 655
	279 348	226 596	52 752	35 655

1. Selon les états financiers au 31 mars 2018.

2. Selon les états financiers au 31 décembre 2017.

De plus, l'Agence est le gardien légal de sommes saisies dans le cadre de perquisitions. Ces sommes sont déposées dans des comptes bancaires et totalisent 2 928 278 \$ au 31 mars 2018 (3 682 337 \$ au 31 mars 2017).

20. Chiffres comparatifs

Certaines données de 2017 ont été reclassées pour les rendre conformes à la présentation adoptée en 2018.



AGENCE DU REVENU DU QUÉBEC

ACTIVITÉS ADMINISTRÉES POUR LE FONDS GÉNÉRAL DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

de l'exercice clos le 31 mars 2018

ÉTATS FINANCIERS

TABLE DES MATIÈRES

Rapport de la direction	130
Rapport de l'auditeur indépendant	131

États financiers

État des revenus et des charges administrés pour le fonds général du fonds consolidé du revenu	132
État des actifs et des passifs administrés pour le fonds général du fonds consolidé du revenu	133
État des flux de trésorerie administrés pour le fonds général du fonds consolidé du revenu	134
Notes complémentaires – Activités administrées pour le fonds général du fonds consolidé du revenu	135

RAPPORT DE LA DIRECTION

La direction de l'Agence du revenu du Québec est responsable de la préparation et de la présentation des états financiers de l'Agence du revenu du Québec en ce qui a trait aux activités administrées pour le fonds général du fonds consolidé du revenu, y compris les estimations et les jugements comptables importants. Ces états financiers sont préparés conformément aux méthodes comptables décrites dans la note 2 des notes complémentaires. L'information financière contenue ailleurs dans le rapport annuel de gestion est conforme aux présents états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités relatives à l'intégrité et à la fiabilité des états financiers, la direction de l'Agence du revenu du Québec maintient un système comptable et des contrôles internes conçus en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés, que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables. La Direction de l'audit interne, des enquêtes et de l'évaluation procède, quant à elle, à des vérifications périodiques afin de s'assurer du caractère adéquat et soutenu des contrôles internes.

L'Agence du revenu du Québec reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et aux règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration est chargé de surveiller la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et d'approuver les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité d'audit composé exclusivement d'administrateurs qui ne sont pas membres de la haute direction de l'Agence. Ce comité examine les états financiers, rencontre le Vérificateur général du Québec et recommande l'approbation des états financiers au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de l'Agence du revenu du Québec pour les activités administrées pour le fonds général du fonds consolidé du revenu, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité d'audit pour discuter de tout élément qui concerne son audit.

Le président-directeur général par intérim,



René Martineau

Le vice-président et directeur général
de l'innovation et de l'administration,



Daniel Prud'homme

Québec, le 5 décembre 2018





RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints des activités administrées par l'Agence du revenu du Québec pour le fonds général du fonds consolidé du revenu, qui comprennent l'état des actifs et des passifs administrés pour le fonds général du fonds consolidé du revenu au 31 mars 2018, l'état des revenus et des charges administrés et l'état des flux de trésorerie administrés pour ce fonds pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires. L'information financière a été préparée par la direction selon les méthodes comptables décrites à la note 2 des notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction de l'Agence du revenu du Québec est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux méthodes comptables décrites dans la note 2 des notes complémentaires, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle des actifs et des passifs administrés pour le fonds général du fonds consolidé du revenu au 31 mars 2018, ainsi que des revenus et des charges administrés et des flux de trésorerie administrés pour ce fonds pour l'exercice clos à cette date, conformément aux méthodes comptables décrites à la note 2 des notes complémentaires.

Référentiel comptable

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur la note 2 des notes complémentaires. Cette note décrit la portée des présents états financiers et les méthodes comptables utilisées pour faire rapport sur les activités administrées par l'Agence du revenu du Québec pour le fonds général du fonds consolidé du revenu. En conséquence, il est possible que les états financiers ne puissent se prêter à un usage autre.

La vérificatrice générale du Québec,

Guylaine Leclerc, FCPA auditrice, FCA
Québec, le 5 décembre 2018

AGENCE DU REVENU DU QUÉBEC ÉTAT DES REVENUS ET DES CHARGES ADMINISTRÉS POUR LE FONDS GÉNÉRAL DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

de l'exercice clos le 31 mars 2018

(En milliers de dollars)

	2018	2017
Revenus administrés		
Impôt sur le revenu et les biens		
Impôt sur le revenu des particuliers (note 5)	28 886 016	28 067 516
Impôt des sociétés (note 5)	7 972 086	7 296 144
	36 858 102	35 363 660
Taxes à la consommation (note 6)		
Vente	16 721 494	15 537 595
Carburants	15 176	16 836
Tabac	884 022	914 916
Boissons alcooliques	134 378	122 630
	17 755 070	16 591 977
Droits et permis	43 223	70 137
Revenus divers		
Intérêts	431 093	411 548
Amendes, confiscations et recouvrements	227 038	229 651
Ventes de biens et services	48 441	42 728
	706 572	683 927
Total des revenus administrés	55 362 967	52 709 701
Charges administrées		
Créances douteuses	523 000	675 000
Transferts financés par le régime fiscal (note 6)	5 962 557	5 847 399
Total des charges administrées	6 485 557	6 522 399

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.



AGENCE DU REVENU DU QUÉBEC ÉTAT DES ACTIFS ET DES PASSIFS ADMINISTRÉS POUR LE FONDS GÉNÉRAL DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

Au 31 mars 2018

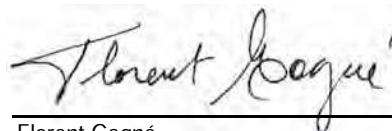
(En milliers de dollars)

	2018	2017
Actifs administrés		
Fonds en caisse	236 244	273 358
Débiteurs (note 7)	11 135 369	9 887 933
Débiteurs – Comptes d'accord de perception fiscale (note 8)	102 814	14 270
	11 474 427	10 175 561
Passifs administrés		
Créditeurs (note 9)	7 080 573	6 313 378
Créditeurs – Comptes d'accord de perception fiscale (note 8)	829 151	1 004 779
	7 909 724	7 318 157
Somme nette à payer au fonds général du fonds consolidé du revenu (note 10)	3 564 703	2 857 404

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.



René Martineau
Président-directeur général par intérim



Florent Gagné
Président du conseil d'administration

AGENCE DU REVENU DU QUÉBEC

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE ADMINISTRÉS

POUR LE FONDS GÉNÉRAL DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

de l'exercice clos le 31 mars 2018

(En milliers de dollars)

	2018	2017
Total des revenus administrés	55 362 967	52 709 701
Total des charges administrées	(6 485 557)	(6 522 399)
Variation des actifs et des passifs administrés		
Fonds en caisse	37 114	47 972
Débiteurs	(1 247 436)	(230 749)
Débiteurs – Comptes d'accord de perception fiscale	(88 544)	28 064
Créditeurs	767 195	563 503
Créditeurs – Comptes d'accord de perception fiscale	(175 628)	78 311
Sommes nettes déposées au fonds général du fonds consolidé du revenu (note 10)	48 170 111	46 674 403

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.



AGENCE DU REVENU DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES – ACTIVITÉS ADMINISTRÉES

POUR LE FONDS GÉNÉRAL DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

Au 31 mars 2018

(En milliers de dollars)

1. Pouvoirs et objectifs

L'Agence du revenu du Québec (« l'Agence ») est une personne morale, mandataire de l'État, constituée en vertu de la Loi sur l'Agence du revenu du Québec (RLRQ, chapitre A-7.003). Elle a pour mission de fournir au ministre du Revenu l'appui nécessaire à l'application ou à l'exécution de toute loi dont la responsabilité lui est confiée et à l'exercice de toute autre responsabilité qui lui est dévolue aux termes d'une loi, d'un règlement, d'un décret, d'un arrêté ou d'une entente. Elle perçoit des sommes affectées au financement des services publics de l'État et participe aux missions économique et sociale du gouvernement en administrant notamment des programmes de perception et de redistribution de fonds.

Dans le cadre de sa mission, l'Agence a pour fonction

- d'assurer la perception des impôts et des taxes afin que chacun paie sa juste part du financement des services publics;
- d'administrer le Programme de perception des pensions alimentaires afin d'assurer la régularité du soutien financier prévu auquel ont droit les enfants et les parents gardiens;
- d'administrer les programmes sociofiscaux et tout autre programme de perception et de redistribution de fonds que lui confie le gouvernement;
- d'assurer l'administration provisoire des biens non réclamés et leur liquidation pour en verser la valeur aux ayants droit ou, à défaut, au ministre des Finances;
- de recommander au gouvernement des modifications à apporter à la politique fiscale ou à d'autres programmes.

2. Principales méthodes comptables

(a) Référentiel comptable et but des états financiers

L'Agence publie deux jeux d'états financiers : l'un relatif à ses activités propres, soit les activités de nature administrative; l'autre relatif aux activités qu'elle administre pour le fonds général du fonds consolidé du revenu du gouvernement du Québec.

Le but des présents états financiers est de fournir de l'information sur la portion des revenus d'impôt, de taxes ainsi que de droits et permis administrés par l'Agence, servant au financement des services publics du gouvernement du Québec et constituant des revenus pour le fonds général du fonds consolidé du revenu. Les états financiers présentent également les éléments d'actif et de passif que l'Agence administre pour le fonds général du fonds consolidé du revenu en date de fin d'exercice. En plus de ces revenus, l'Agence perçoit des sommes pour différentes entités du gouvernement du Québec et pour le gouvernement du Canada, appelés *comptes d'accord de perception fiscale*, en vertu d'un programme de perception et de redistribution de fonds ou d'ententes particulières. La note 8 présente de l'information sur ces sommes qui ont été perçues pour les entités.



AGENCE DU REVENU DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES – ACTIVITÉS ADMINISTRÉES

POUR LE FONDS GÉNÉRAL DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

Au 31 mars 2018

(En milliers de dollars)

2. Principales méthodes comptables (suite)

(a) Référentiel comptable et but des états financiers (suite)

En vertu de l'article 68 de la Loi sur l'Agence du revenu du Québec, l'Agence applique les conventions comptables employées pour l'établissement des états financiers consolidés du gouvernement du Québec. Les méthodes comptables énoncées dans les états financiers relatifs aux activités administrées pour le fonds général du fonds consolidé du revenu ne donnent lieu à aucune différence significative par rapport aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

(b) Revenus administrés

Les revenus sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice, c'est-à-dire dans l'année financière au cours de laquelle ont eu lieu les opérations ou les faits leur donnant lieu. Les revenus qui, au prix d'un effort raisonnable, ne peuvent être mesurés avant leur encaissement sont comptabilisés au moment de la réception des fonds.

Plus spécifiquement :

Revenus fiscaux (impôt sur le revenu et les biens, taxes à la consommation)

Les revenus fiscaux résultent d'opérations sans contrepartie en biens ou en services pour lesquelles des contribuables ont l'obligation, en vertu de la législation fiscale, de verser des sommes au gouvernement afin de financer les services publics. Ces revenus sont constatés dès le moment où les mesures fiscales leur donnant lieu ont été autorisées par le Parlement et qu'un fait imposable s'est produit.

Les revenus provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers sont constatés lorsque le contribuable a gagné le revenu qui est assujéti à l'impôt. Les revenus non perçus à la fin de l'année financière et les remboursements qui ne sont pas encore émis sont comptabilisés sur la base d'estimations établies à partir des transactions qui seront réalisées dans les trois mois qui suivent la fin de l'année financière.

Les revenus provenant de l'impôt des sociétés sont comptabilisés au moment de leur encaissement, car les sommes à recevoir ou à rembourser ne peuvent être estimées avec précision. À ces sommes s'ajoutent les ajustements des revenus découlant des avis de cotisation émis avant la fin de l'année financière.

Les revenus provenant des taxes à la consommation sont constatés au moment de la vente des produits ou de la prestation des services, déduction faite des crédits de taxes.

Les revenus fiscaux ne tiennent pas compte d'estimations concernant des taxes ou des impôts dus sur des revenus non déclarés dans les délais prescrits. Ces montants sont comptabilisés lors de l'émission de cotisations, à la suite des activités de récupération fiscale ou de la production de déclarations par les contribuables.

En lien avec la législation fiscale, les crédits d'impôt remboursables réduisent les revenus fiscaux afférents. Pour les états financiers, lorsque ces crédits sont considérés comme des transferts effectués par le truchement du régime fiscal, ils sont reclassés et présentés dans les charges administrées, augmentant ainsi les revenus. Un crédit d'impôt remboursable constitue un transfert lorsqu'il procure à un contribuable un avantage financier dans un but autre que la réduction de l'impôt ou des taxes qu'il aurait dû autrement verser au gouvernement.



AGENCE DU REVENU DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES – ACTIVITÉS ADMINISTRÉES

POUR LE FONDS GÉNÉRAL DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

Au 31 mars 2018

(En milliers de dollars)

2. Principales méthodes comptables (suite)

(b) Revenus administrés (suite)

Droits et permis

Les revenus provenant de droits et permis sont constatés lorsqu'ils sont exigibles.

Revenus divers

Les revenus d'intérêt sont constatés au fur et à mesure qu'ils sont gagnés. Leur comptabilisation cesse lorsque leur recouvrement ou celui du capital n'est pas raisonnablement sûr.

Les revenus d'amendes, de confiscations et de recouvrements sont constatés lorsqu'ils sont exigibles.

(c) Actifs financiers

Fonds en caisse

Les fonds en caisse représentent les sommes reçues par l'Agence au 31 mars, mais non déposées au fonds général du fonds consolidé du revenu.

Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés initialement au coût et ramenés à la valeur de recouvrement nette au moyen d'une provision pour créances douteuses. La variation annuelle de cette provision est imputée aux charges.

(d) Opérations interentités

Les opérations interentités sont des opérations conclues entre entités contrôlées par le gouvernement du Québec ou soumises à son contrôle conjoint. Les actifs reçus sans contrepartie d'une entité incluse dans le périmètre comptable du gouvernement du Québec sont constatés à leur valeur comptable.

3. Modifications comptables

Le 1^{er} avril 2017, l'Agence a appliqué prospectivement les nouveaux chapitres SP 2200 – Information relative aux apparentés, SP 3210 – Actifs, SP 3320 – Actifs éventuels, SP 3380 – Droits contractuels et SP 3420 – Opérations interentités.

Le chapitre SP 2200 définit ce qu'on entend par un apparenté et établit des normes sur la façon de présenter les opérations entre apparentés. Des informations sont à fournir lorsque ces opérations ont été conclues à une valeur différente de celle qui aurait été établie si les parties n'avaient pas été apparentées, et qu'elles ont ou pourraient avoir une incidence financière importante sur les états financiers.

Le chapitre SP 3210 fournit des indications sur l'application de la définition des actifs et établit des normes générales d'informations à fournir à leur sujet, notamment sur les actifs non constatés.



AGENCE DU REVENU DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES – ACTIVITÉS ADMINISTRÉES

POUR LE FONDS GÉNÉRAL DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

Au 31 mars 2018

(En milliers de dollars)

3. Modifications comptables (suite)

Le chapitre SP 3320 définit les actifs éventuels et exige que des informations soient fournies, s'il est probable que l'événement futur déterminant se produira.

Le chapitre SP 3380 définit les droits contractuels et établit des normes relatives aux informations à fournir sur ce sujet, notamment la nature, l'ampleur ainsi que l'échéancier des droits contractuels.

Le chapitre SP 3420 établit des normes de comptabilisation et d'information applicables aux opérations conclues entre des entités du secteur public qui sont comprises dans le périmètre comptable d'un gouvernement.

Les informations relatives aux apparentés et aux opérations interentités font maintenant l'objet d'une présentation dans les notes complémentaires. Quant aux chapitres SP 3210 – Actifs, SP 3320 – Actifs éventuels et SP 3280 – Droits contractuels, ils n'ont eu aucune incidence sur les présents états financiers.

4. Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers exige de la direction de l'Agence de réaliser des estimations et d'établir des hypothèses pour évaluer et inscrire certains éléments d'actif, de passif, de revenu et de charge. Ces estimations reposent sur les données disponibles les plus fiables et les hypothèses les plus probables du moment et font appel au jugement rigoureux de la direction. Ces estimations sont réévaluées annuellement selon les nouvelles données disponibles. La valeur de la provision pour créances douteuses peut varier en raison des écarts entre les hypothèses retenues pour évaluer la probabilité de recouvrement et le montant recouvré.

5. Impôt sur le revenu et les biens

L'impôt sur le revenu des particuliers et l'impôt des sociétés ont été réduits respectivement de 705 millions de dollars (672 millions de dollars au 31 mars 2017) et de 176 millions de dollars (168 millions de dollars au 31 mars 2017). Ces sommes ont été versées au fonds relatif à l'administration fiscale, conformément à l'article 57 de la Loi sur l'Agence du revenu du Québec.



AGENCE DU REVENU DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES – ACTIVITÉS ADMINISTRÉES

POUR LE FONDS GÉNÉRAL DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

Au 31 mars 2018

(En milliers de dollars)

6. Transferts financés par le régime fiscal

	2018	2017
Impôt sur le revenu des particuliers		
Crédits d'impôt remboursables		
Soutien aux enfants	2 378 677	2 223 359
Frais de garde d'enfants	686 594	631 594
Maintien à domicile des aînés	526 916	486 221
Prime au travail	304 922	313 743
Épargne-études	79 300	74 300
Aidant naturel	57 725	57 179
Frais médicaux	59 888	59 606
Autres	84 556	95 056
	4 178 578	3 941 058
Impôt des sociétés		
Crédits d'impôt remboursables		
Recherche scientifique et développement expérimental	498 729	534 431
Affaires électroniques	372 388	364 474
Production cinématographique	289 970	305 866
Investissement	144 345	167 665
Titres multimédias	188 881	178 012
Déclaration des pourboires	82 251	85 135
Autres	207 415	270 758
	1 783 979	1 906 341
	5 962 557	5 847 399

Le crédit d'impôt pour la solidarité, d'une valeur de 1 586 millions de dollars au 31 mars 2018 (1 562 millions de dollars au 31 mars 2017), ne constitue pas un transfert effectué par le truchement du régime fiscal; il s'agit d'un dégrèvement, car il vise à rembourser certaines taxes aux ménages à faible revenu. Ce crédit d'impôt remboursable est présenté par conséquent en réduction des revenus des taxes à la consommation.

AGENCE DU REVENU DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES – ACTIVITÉS ADMINISTRÉES

POUR LE FONDS GÉNÉRAL DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

Au 31 mars 2018

(En milliers de dollars)

7. Débiteurs

	2018	2017
Agents et mandataires		
Impôt sur le revenu et les biens	1 375 000	1 369 000
Taxes à la consommation	4 096 000	2 956 000
	5 471 000	4 325 000
Créances		
Impôt sur le revenu et les biens	3 445 204	3 424 552
Taxes à la consommation	883 935	978 092
Droits et permis	2 075	16 672
Revenus divers et autres	67 409	73 064
	4 398 623	4 492 380
Provision pour créances douteuses	(1 683 426)	(1 782 512)
	2 715 197	2 709 868
Comptes débiteurs estimés – comptabilité d'exercice		
Impôt sur le revenu et les biens	2 868 172	2 808 065
Taxes à la consommation	81 000	45 000
	2 949 172	2 853 065
	11 135 369	9 887 933

8. Comptes d'accord de perception fiscale

Les débiteurs relatifs aux comptes d'accord de perception fiscale représentent les sommes versées, basées sur des estimations, supérieures aux sommes réellement perçues au 31 mars.

	2018	2017
Retraite Québec – Régime de rentes du Québec	83 906	–
Autres	18 908	14 270
	102 814	14 270



AGENCE DU REVENU DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES – ACTIVITÉS ADMINISTRÉES

POUR LE FONDS GÉNÉRAL DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

Au 31 mars 2018

(En milliers de dollars)

8. Comptes d'accord de perception fiscale (suite)

Les créiteurs relatifs aux comptes d'accord de perception fiscale représentent les sommes perçues, mais non distribuées au 31 mars.

	2018	2017
Fonds de l'assurance médicaments	221 885	168 226
Fonds des réseaux de transport terrestre	389 058	335 581
Gouvernement du Canada	142 755	384 879
Retraite Québec – Régime de rentes du Québec	–	56 630
Autres	75 453	59 463
	829 151	1 004 779

9. Créiteurs

	2018	2017
Impôts et taxes à rembourser		
Impôt sur le revenu et les biens	4 848 898	4 390 641
Taxes à la consommation	2 231 675	1 922 737
	7 080 573	6 313 378



AGENCE DU REVENU DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES – ACTIVITÉS ADMINISTRÉES

POUR LE FONDS GÉNÉRAL DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

Au 31 mars 2018

(En milliers de dollars)

10. Somme nette à payer au fonds général du fonds consolidé du revenu

La somme nette à payer au fonds général du fonds consolidé du revenu est constituée de l'écart entre les actifs administrés (impôts et taxes non encaissés ou non déposés au fonds général du fonds consolidé du revenu) et les passifs administrés que l'Agence doit payer à même le fonds général du fonds consolidé du revenu.

Les sommes nettes déposées au fonds général du fonds consolidé du revenu comprennent toutes les sommes encaissées par l'Agence au bénéfice de ce dernier, diminuées des remboursements effectués par l'Agence au cours de l'exercice.

La variation de la somme nette est présentée ci-après :

	2018	2017
Somme nette à payer au fonds général du fonds consolidé du revenu au début de l'exercice	2 857 404	3 344 505
Montant à rembourser pour l'exercice :		
Total des revenus administrés	55 362 967	52 709 701
Total des charges administrées	(6 485 557)	(6 522 399)
Sommes nettes déposées au fonds général du fonds consolidé du revenu au cours de l'exercice	(48 170 111)	(46 674 403)
Somme nette à payer au fonds général du fonds consolidé du revenu à la fin de l'exercice	3 564 703	2 857 404

11. Opérations entre apparentés

L'Agence est apparentée à toutes les entités contrôlées par le gouvernement du Québec ou soumises à son contrôle conjoint. Elle est également apparentée à ses principaux dirigeants, à leurs proches parents ainsi qu'aux entités pour lesquelles une ou plusieurs de ces personnes ont le pouvoir d'orienter les décisions financières et administratives. Les principaux dirigeants sont composés des membres du conseil d'administration et du comité de direction ainsi que du président-directeur général de l'Agence.

L'Agence n'a conclu aucune opération importante avec des apparentés à une valeur différente de celle qui aurait été établie si les parties n'avaient pas été apparentées.

12. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de 2017 ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée en 2018.



RAPPORT DE LA DIRECTION

La direction de l'Agence du revenu du Québec est responsable de la préparation et de la présentation des états financiers des biens sous administration pour les biens non réclamés, y compris les estimations et les jugements comptables importants. Ces états financiers sont préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS). L'information financière contenue ailleurs dans le rapport annuel de gestion est conforme aux présents états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités relatives à l'intégrité et à la fiabilité des états financiers, la direction de l'Agence du revenu du Québec maintient un système comptable et des contrôles internes conçus en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés, que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables. La Direction de l'audit interne, des enquêtes et de l'évaluation procède, quant à elle, à des vérifications périodiques afin de s'assurer du caractère adéquat et soutenu des contrôles internes.

L'Agence du revenu du Québec reconnaît qu'elle est responsable, à titre de fiduciaire des biens d'autrui, de gérer les affaires relatives à l'administration des biens non réclamés conformément aux lois et aux règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration est chargé de surveiller la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et d'approuver les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité d'audit composé exclusivement d'administrateurs qui ne sont pas membres de la haute direction de l'Agence. Ce comité examine les états financiers, rencontre le Vérificateur général du Québec et recommande l'approbation des états financiers au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers des biens sous administration pour les biens non réclamés, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité d'audit pour discuter de tout élément qui concerne son audit.


Le président-directeur général par intérim,



René Martineau

Québec, le 25 octobre 2018

Le vice-président et directeur général de
l'innovation et de l'administration,



Daniel Prud'homme





RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints des biens sous administration pour les biens non réclamés, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2017, l'état des variations de l'actif net, l'état du résultat net et global et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière des biens sous administration pour les biens non réclamés au 31 décembre 2017, ainsi que de leur performance financière et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,

Guylaine Leclerc, FCPA auditrice, FCA
Québec, le 25 octobre 2018

ÉTAT DES VARIATIONS DE L'ACTIF NET DES BIENS SOUS ADMINISTRATION POUR LES BIENS NON RÉCLAMÉS

De l'exercice clos le 31 décembre 2017
(En milliers de dollars canadiens)

	2017	2016
Résultat net et global	–	6
Variation nette des éléments d'actif et de passif des biens sous administration		
Variation nette des éléments d'actif	93 047	135 282
Variation nette des éléments de passif	(8 987)	(18 258)
	84 060	117 024
Frais de gestion et de liquidation engagés pour l'administration des patrimoines administrés		
Frais de gestion et de liquidation externes (note 5)	(1 290)	(973)
Honoraires de gestion de l'Agence du revenu du Québec	(14 419)	(18 445)
Taxes sur les honoraires de gestion	(351)	(352)
Impôts et taxes payés pour le compte des patrimoines administrés	(3 135)	(4 949)
	(19 195)	(24 719)
Transferts et remises		
Récupération des transferts au ministre des Finances	42 475	34 079
Transferts au ministre des Finances	(45 861)	(102 575)
Remises des biens non réclamés aux ayants droit	(44 382)	(43 526)
	(47 768)	(112 022)
Variation de l'actif net	17 097	(19 711)
Actif net des biens sous administration au début	35 655	55 366
Actif net des biens sous administration à la fin	52 752	35 655

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.



ÉTAT DU RÉSULTAT NET ET GLOBAL DES BIENS SOUS ADMINISTRATION POUR LES BIENS NON RÉCLAMÉS

De l'exercice clos le 31 décembre 2017

(En milliers de dollars canadiens)

	2017	2016
Produits d'intérêts des portefeuilles collectifs	1 792	1 960
Charges d'exploitation		
Honoraires d'administration de l'Agence du revenu du Québec	652	1 345
Taxes sur les honoraires d'administration	98	195
Produits d'intérêts nets	1 042	420
Pertes nettes réalisées à la disposition de placements	(607)	(105)
Pertes nettes non réalisées sur placements	(435)	(309)
Résultat net et global (note 6)	–	6

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.



ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE DES BIENS SOUS ADMINISTRATION POUR LES BIENS NON RÉCLAMÉS

Au 31 décembre 2017

(En milliers de dollars canadiens)

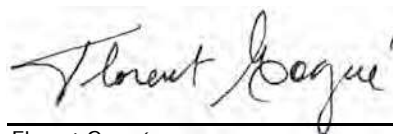
	2017	2016
Actif sous administration		
Portefeuilles collectifs (note 7)		
Trésorerie (note 8)	23 974	3 910
Équivalents de trésorerie (note 8)	7 765	25 261
Créances	121	116
Placements	78 856	77 875
	110 716	107 162
Patrimoines administrés		
Comptes d'épargne et dépôts à terme	2 878	1 659
Valeurs mobilières (note 9)	6 229	5 605
Billets et autres créances	2 141	1 088
Biens immobiliers	22 823	22 464
Autres actifs	546	295
	34 617	31 111
	145 333	138 273
Passif et actif net sous administration		
Passif des portefeuilles collectifs		
Charges à payer (note 10)	1 229	3 212
Dû au ministre des Finances	546	11 496
Dû au fonds général du fonds consolidé du revenu	231	296
Dû à l'Agence du revenu du Québec	1 380	2 043
Sommes encaissées en attente de prise de juridiction	2 409	1 975
	5 795	19 022
Passif des patrimoines administrés		
Sommes à payer	72 834	71 325
Emprunts hypothécaires et autres emprunts garantis	13 952	12 271
	86 786	83 596
Actif net des biens sous administration	52 752	35 655
	145 333	138 273

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Accepté et approuvé,



René Martineau
Président-directeur général par intérim



Florent Gagné
Président du conseil d'administration



ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE DES BIENS SOUS ADMINISTRATION POUR LES BIENS NON RÉCLAMÉS

De l'exercice clos le 31 décembre 2017

(En milliers de dollars canadiens)

	2017	2016
Activités d'exploitation		
Entrées de trésorerie		
Réception de patrimoines	55 268	113 226
Encaissements découlant de la cession de patrimoines administrés	26 865	21 290
Encaissements provenant du ministre des Finances	7 618	–
Encaissements d'intérêts sur placements des portefeuilles collectifs	1 696	1 333
Encaissements transitoires pour le compte du fonds général du fonds consolidé du revenu	954	772
Encaissements transitoires pour le compte de l'Agence du revenu du Québec	120	510
	92 521	137 131
Sorties de trésorerie		
Remises des biens non réclamés aux ayants droit	(44 700)	(42 163)
Versements au ministre des Finances	(15 402)	(64 297)
Versements à l'Agence du revenu du Québec	(14 411)	(18 198)
Règlements de sommes à payer, d'emprunts hypothécaires et d'autres emprunts garantis	(8 332)	(7 773)
Décaissements liés à la gestion et à la cession des patrimoines administrés	(4 089)	(1 939)
Versements au fonds général du fonds consolidé du revenu	(955)	(831)
	(87 889)	(135 201)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	4 632	1 930
Activités d'investissement		
Acquisition de placements dans les portefeuilles collectifs	(23 639)	(41 306)
Disposition de placements dans les portefeuilles collectifs	21 575	32 108
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(2 064)	(9 198)
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	2 568	(7 268)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	29 171	36 439
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin (note 8)	31 739	29 171

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES DES BIENS SOUS ADMINISTRATION POUR LES BIENS NON RÉCLAMÉS

Au 31 décembre 2017

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens.)

1. Statut et nature des activités

L'Agence du revenu du Québec (ci-après nommée l'*Agence*) est le guichet unique du gouvernement du Québec en matière de biens non réclamés. Son siège social est situé au 3800, rue de Marly, à Québec (Québec) G1X 4A5, au Canada. L'administration des biens non réclamés est régie par la Loi sur les biens non réclamés (RLRQ, chapitre B-5.1) [ci-après nommée la *Loi*].

L'Agence reçoit et liquide les biens non réclamés reconnus comme tels au Québec. Si elle trouve les propriétaires ou les ayants droit après une recherche raisonnable, elle leur remet leurs biens ou la valeur de ceux-ci. Sinon, elle remet ce qui reste à la fin de son administration au ministre des Finances, comme le prévoit l'article 29 de la Loi.

En vertu de l'article 15 de la Loi, l'Agence a la simple administration des biens qui lui sont confiés. Conformément à l'article 56 de la Loi, elle peut exiger des honoraires pour l'administration de ces biens. Ces honoraires sont établis par règlement.

Les états financiers présentent les actifs et les passifs relatifs aux biens non réclamés définis par la Loi qui sont sous l'administration de l'Agence, qui agit à titre de fiduciaire des biens d'autrui. Ils excluent les produits, les charges, les actifs et les passifs de l'Agence, lesquels sont comptabilisés dans ses propres états financiers.

2. Base de préparation

(a) Déclaration de conformité

Les états financiers des biens sous administration pour les biens non réclamés de l'Agence ont été préparés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS) en vigueur au 31 décembre 2017.

Les états financiers des biens sous administration pour les biens non réclamés ont été approuvés et autorisés pour publication par le conseil d'administration le 25 octobre 2018.

(b) Base d'évaluation

Les états financiers des biens sous administration pour les biens non réclamés ont été préparés sur la base du coût historique, à l'exception des éléments suivants :

- les actifs des patrimoines administrés, définis à la note 3(e), évalués à la valeur de réalisation;
- les passifs des patrimoines administrés, définis à la note 3(g), évalués à la valeur de règlement;
- les instruments financiers, définis à la note 3(h), évalués à la juste valeur.

L'état de la situation financière est présenté par ordre de liquidité, car cette présentation fournit des informations fiables et plus pertinentes.

Le traitement comptable particulier aux opérations est détaillé dans les principales méthodes comptables à la note 3.

(c) Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Les états financiers des biens sous administration pour les biens non réclamés sont présentés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de l'Agence.



NOTES COMPLÉMENTAIRES DES BIENS SOUS ADMINISTRATION POUR LES BIENS NON RÉCLAMÉS

Au 31 décembre 2017

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens.)

2. Base de préparation (suite)

(d) Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers selon les IFRS requiert l'utilisation de certaines estimations et de certaines hypothèses de la part de la direction, qui ont une incidence sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs et des éléments de variation de l'actif net, sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que sur la comptabilisation des produits et des charges au cours de l'exercice.

Le principal élément pour lequel la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses est l'évaluation de la valeur de réalisation des billets et autres créances.

Billets et autres créances

L'Agence administre des billets et autres créances comme des reconnaissances de dette, des droits successifs et d'autres créances découlant de jugements de cour pour les patrimoines administrés. Elle effectue annuellement une analyse détaillée des billets et autres créances afin de déterminer dans quelle mesure ceux-ci sont recouvrables.

La valeur des billets et autres créances pourrait être différente de l'estimation formulée par la direction.

(e) Jugements critiques dans l'application des méthodes comptables

La préparation d'états financiers selon les IFRS requiert l'exercice du jugement de la direction, qui a une incidence sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs et des éléments de variation de l'actif net, sur la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que sur la comptabilisation des produits et des charges au cours de l'exercice.

Les principaux éléments pour lesquels la direction établit des jugements sont le choix des méthodes comptables pour les éléments non normalisés des patrimoines administrés, l'utilisation de la valeur symbolique de 1 \$ pour la comptabilisation de certains actifs et de certains passifs des patrimoines administrés, l'utilisation de valeurs établies à des dates autres que le 31 décembre, ainsi que les critères de constatation des transferts au ministre des Finances.

Méthodes comptables pour les éléments non normalisés des patrimoines administrés

En l'absence d'une IFRS s'appliquant de façon particulière à une transaction, la direction doit faire usage de jugement pour développer et appliquer une méthode comptable permettant d'obtenir des informations pertinentes pour les utilisateurs.

De façon générale, les actifs et les passifs des patrimoines administrés par l'Agence lui sont confiés par la Loi, sans égard à leur forme économique. La prise en charge de ces actifs et de ces passifs n'entraîne ni coût d'acquisition, ni coût de transformation, ni autre coût d'exploitation pour l'Agence.

Chaque patrimoine est administré de façon individuelle en fonction de la situation financière propre à chacun de ceux-ci, dans les limites conférées par le Code civil du Québec et la Loi, et non selon une stratégie de gestion uniforme. La gestion de ces patrimoines est effectuée dans le but de favoriser la remise des biens à leurs ayants droit et d'assurer la remise à l'État des biens sans maître ou dont les ayants droit demeurent inconnus ou introuvables, et non de générer des plus-values ou d'atteindre des cibles de rendement.



NOTES COMPLÉMENTAIRES DES BIENS SOUS ADMINISTRATION POUR LES BIENS NON RÉCLAMÉS

Au 31 décembre 2017

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens.)

2. Base de préparation (suite)

(e) Jugements critiques dans l'application des méthodes comptables (suite)

Méthodes comptables pour les éléments non normalisés des patrimoines administrés (suite)

De plus, dans le cadre de ses activités d'administration, l'Agence prend des décisions sur la base de la valeur individuelle de chacun des patrimoines.

Dans le cas des biens immobiliers, l'Agence les détient afin de les vendre dans le cadre de ses activités courantes d'administration des patrimoines. Étant donné que ces biens ne sont pas utilisés dans le but de produire des biens et des services, ni d'en retirer des produits de loyers ou d'en valoriser le capital, ni utilisés à des fins administratives, la définition d'*immobilisations corporelles* ou d'*immeubles de placement* ne s'applique pas à ceux-ci.

Les valeurs mobilières comprennent une diversité d'éléments nominatifs faisant partie des patrimoines administrés par l'Agence. Elles ne font pas l'objet d'une stratégie d'investissement structurée, ni d'une gestion globale des risques. Ainsi, le recours au coût amorti ou à la juste valeur comme base d'évaluation ne serait pas approprié, puisque la prise en charge des valeurs mobilières par l'Agence n'engendre aucun coût et que les décisions liées à l'administration des patrimoines ne sont pas prises selon leur juste valeur. En conséquence, la norme sur les instruments financiers appliquée à l'agrégation des valeurs mobilières des biens non réclamés, notamment l'utilisation d'une base d'évaluation qui ne représente pas le modèle de gestion des biens sous administration et la présentation d'informations sur les risques financiers, n'aurait en soi aucune signification et ne procurerait aucun avantage supplémentaire pour les utilisateurs des états financiers.

Pour toutes ces raisons, l'Agence juge que l'évaluation au coût, relativement aux actifs et aux passifs administrés, ne peut représenter une image fidèle de la transaction étant donné que ceux-ci sont confiés par la Loi à l'administration de l'Agence, ce qui n'entraîne ni coût d'acquisition, ni coût de transformation, ni d'autre coût. L'utilisation de la valeur de réalisation pour évaluer les actifs des patrimoines administrés et l'utilisation de la valeur de règlement pour évaluer les passifs des patrimoines administrés sont donc les valeurs les plus pertinentes et celles qui sont facilement disponibles à faible coût. De plus, elles permettent aux utilisateurs d'obtenir des informations fiables, neutres, prudentes et complètes. Les informations sur les actifs et les passifs des patrimoines administrés sont fournies à la direction sur la base de la valeur de réalisation dans le cas des actifs et sur la base de la valeur de règlement dans le cas des passifs. De plus, de façon générale, la valeur de réalisation et la valeur de règlement ne s'éloignent pas de façon significative de la juste valeur, assurant ainsi une cohérence avec une base d'évaluation utilisée en IFRS. Aucun impôt latent découlant de la réalisation de ces actifs n'est comptabilisé en diminution de la valeur des actifs.

Les méthodes comptables des éléments non normalisés des patrimoines administrés ainsi que l'application de la valeur de réalisation à chacun de ces éléments sont décrites à la note 3.



NOTES COMPLÉMENTAIRES DES BIENS SOUS ADMINISTRATION POUR LES BIENS NON RÉCLAMÉS

Au 31 décembre 2017

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens.)

2. Base de préparation (suite)

(e) Jugements critiques dans l'application des méthodes comptables (suite)

Utilisation de la valeur symbolique de 1 \$

Dans le cadre de l'administration des biens non réclamés, l'Agence administre des actifs et des passifs de nature diverse, par exemple des véhicules, bijoux et des pierres précieuses, des collections d'objets, des œuvres d'art, des instruments ainsi que des outils spécialisés pour lesquels il existe une incertitude importante quant à leur évaluation ou pour lesquels aucune évaluation fiable n'est disponible au prix d'un effort raisonnable. En l'absence d'une telle évaluation, l'Agence inscrit ces actifs et ces passifs à la valeur symbolique de 1 \$.

Utilisation de valeurs établies à des dates autres que le 31 décembre

Compte tenu de la diversité des biens administrés par l'Agence, il peut arriver qu'il ne soit pas possible d'obtenir une évaluation fiable d'un élément de patrimoine en date du 31 décembre. Une telle situation peut survenir lorsqu'un tiers, par exemple une institution financière, ne répond pas aux demandes d'information de l'Agence. Lorsque la valeur au 31 décembre n'est pas disponible et que la direction juge qu'il est impraticable de l'obtenir, elle utilise une valeur qu'elle juge fiable et qui a été établie à une autre date.

Critère de constatation des transferts au ministre des Finances

En l'absence d'un ayant droit et dans tous les cas où les biens sont administrés pour le compte de l'État, la reddition de comptes et la remise des sommes qui restent à la fin de l'administration sont faites au ministre des Finances. L'Agence comptabilise les transferts au ministre des Finances lorsque la liquidation des biens prend fin et que les opérations permettant d'assurer la remise des sommes administrées ou provenant de cette liquidation sont terminées. La direction exerce son jugement dans chaque dossier pour déterminer le moment de la fin de l'administration de l'Agence afin de comptabiliser adéquatement les transferts au ministre des Finances.

3. Principales méthodes comptables

(a) Comptabilisation des variations de l'actif net

Les postes Variation nette des éléments d'actif et Variation nette des éléments de passif représentent les variations de l'exercice découlant de la réception, de la réévaluation et de l'annulation des actifs et des passifs des patrimoines administrés. Les réceptions d'actifs et de passifs sont comptabilisées au moment de l'établissement de la juridiction par l'Agence et au fur et à mesure de la connaissance de leur existence. Les réévaluations d'actifs et de passifs, comptabilisées annuellement, représentent la variation annuelle des valeurs de réalisation des actifs et des passifs des patrimoines administrés ou, s'il y a disposition, la différence entre leur valeur de réalisation finale et leur valeur comptabilisée la plus récente. Finalement, les annulations d'actifs et de passifs sont comptabilisées lorsque l'Agence n'a plus juridiction sur ceux-ci ou, dans le cas particulier des passifs, lorsque les dettes relatives à un patrimoine administré sont supérieures à la valeur des biens lors de leur règlement final.

Les frais de gestion et de liquidation relatifs à chacun des patrimoines administrés sont comptabilisés au fur et à mesure qu'ils sont engagés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES DES BIENS SOUS ADMINISTRATION POUR LES BIENS NON RÉCLAMÉS

Au 31 décembre 2017

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens.)

3. Principales méthodes comptables (suite)

(a) Comptabilisation des variations de l'actif net (suite)

Les transferts au ministre des Finances sont comptabilisés lorsque la liquidation des biens par l'Agence prend fin et que les opérations permettant d'assurer la remise des sommes administrées ou provenant de cette liquidation sont terminées. Les sommes ainsi transférées sont portées en augmentation du poste Dû au ministre des Finances.

La récupération des transferts au ministre des Finances est comptabilisée lorsqu'un ayant droit réclame des biens ayant fait l'objet d'un transfert antérieur au ministre des Finances. Comme le prévoit la Loi, des intérêts sont ajoutés aux sommes ainsi récupérées. Ces sommes sont portées en diminution du poste Dû au ministre des Finances.

Les remises faites aux ayants droit sont comptabilisées lorsque toutes les opérations permettant la libération des sommes aux ayants droit ont été complétées.

(b) Constatation des produits

Les opérations de placements sont comptabilisées à la date de transaction, et les produits qui en découlent sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les produits d'intérêts sont comptabilisés à l'état du résultat net et global d'après le nombre de jours de détention du placement au cours de l'exercice. Les gains et les pertes réalisés à la disposition de placements et la variation des pertes nettes non réalisées sur placements sont aussi présentés à l'état du résultat net et global, dans l'exercice au cours duquel ils se produisent.

(c) Attribution du résultat net et global

Les produits d'intérêts nets du Fonds de revenu – Biens non réclamés sont transférés annuellement au Fonds des générations. Les produits d'intérêts nets ainsi que les gains et les pertes réalisés sur les placements du Fonds des régimes enregistrés non réclamés sont réinvestis annuellement par l'émission d'unités additionnelles portées au compte de chaque détenteur de parts du fonds.

(d) Actifs des portefeuilles collectifs

L'article 25 de la Loi stipule que l'Agence peut, dans les conditions prévues par une politique de placement, constituer des portefeuilles collectifs avec les sommes disponibles provenant des biens qu'elle administre. L'Agence assume la gestion des portefeuilles ainsi constitués.

En vertu de l'article 26 de la Loi et malgré l'article 25 de celle-ci, l'Agence peut conclure avec le ministre des Finances ou, lorsque nécessaire pour permettre ou maintenir l'acceptation aux fins d'enregistrement par le ministre du Revenu du Canada d'un régime d'épargne-retraite ou d'un fonds de revenu de retraite pour l'application de la Loi de l'impôt sur le revenu (L.R.C. 1985, c. 1 [5^e suppl.]), avec une institution financière des ententes visant à leur confier la gestion de tout ou partie des portefeuilles collectifs. En ces circonstances, l'Agence délègue à des mandataires la capacité de diriger les activités pertinentes des portefeuilles ainsi constitués.

La gestion des portefeuilles collectifs est régie par une politique de placement établie conjointement par l'Agence et le ministre des Finances.



NOTES COMPLÉMENTAIRES DES BIENS SOUS ADMINISTRATION POUR LES BIENS NON RÉCLAMÉS

Au 31 décembre 2017

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens.)

3. Principales méthodes comptables (suite)

(d) Actifs des portefeuilles collectifs (suite)

L'Agence ne peut pas emprunter en donnant les placements des portefeuilles collectifs en garantie.

Les portefeuilles collectifs doivent être gérés dans le respect des restrictions auxquelles est soumise l'Agence en vertu de la Loi et du Règlement d'application de la Loi sur les biens non réclamés ainsi que des dispositions du Code civil du Québec en matière d'administration du bien d'autrui, notamment celles relatives aux placements présumés sûrs.

Au 31 décembre, les portefeuilles collectifs de l'Agence comprennent un fonds d'opérations courantes, un fonds de revenu – biens non réclamés, faisant l'objet d'une répartition entre un portefeuille de court terme et un portefeuille de long terme conformément à la politique de placement, et un fonds des régimes enregistrés non réclamés. La note 7 présente le détail de la composition des portefeuilles collectifs.

(e) Actifs des patrimoines administrés

En vertu de l'article 20 de la Loi, l'Agence doit maintenir une administration et une comptabilité distinctes à l'égard de chacun des patrimoines dont elle est chargée de l'administration. Ces patrimoines comprennent des comptes d'épargne, des dépôts à terme, des valeurs mobilières, des billets et autres créances, des biens immobiliers ainsi que d'autres actifs dont l'administration lui a été confiée.

(f) Passifs des portefeuilles collectifs

Les passifs des portefeuilles collectifs correspondent aux charges à payer et aux dus qui sont constitués dans le cadre du processus d'administration des biens non réclamés, mais qui ne constituent pas des éléments de patrimoine. Les principaux passifs des portefeuilles collectifs sont décrits ci-après.

Les charges à payer comprennent les retenues d'impôt à payer perçues lors de la réception de produits financiers non réclamés en vertu des lois fiscales en vigueur.

Le dû au ministre des Finances correspond aux sommes provenant de la liquidation des biens qui, en l'absence d'un ayant droit et dans tous les cas où les biens sont administrés pour le compte de l'État, doivent être remises à ce ministre conformément à l'article 29 de la Loi. Tout ayant droit peut récupérer les sommes ainsi remises auprès du ministre des Finances.

Le dû au fonds général du fonds consolidé du revenu correspond à des intérêts payés en vertu de la Loi, par des détenteurs qui ont détenu des biens non réclamés et pour lesquels ils ont remis tardivement ces sommes au ministre.

Le dû à l'Agence du revenu du Québec correspond au remboursement des charges engagées par l'Agence et aux honoraires relatifs à l'administration des biens qui lui sont confiés par la Loi conformément à l'article 56 de celle-ci, aux avances de fonds consenties au compte des patrimoines qu'elle administre ainsi qu'à l'encaissement transitoire au Fonds de revenu – Biens non réclamés de sommes dévolues à l'Agence.

Les sommes encaissées en attente de prise de juridiction correspondent à des sommes encaissées avant que l'Agence n'établisse sa juridiction sur un patrimoine. Lorsque l'Agence accepte la prise en charge du patrimoine, ces sommes sont comptabilisées à titre de variation nette des éléments d'actif à l'état de variation de l'actif net.

NOTES COMPLÉMENTAIRES DES BIENS SOUS ADMINISTRATION POUR LES BIENS NON RÉCLAMÉS

Au 31 décembre 2017

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens.)

3. Principales méthodes comptables (suite)

(g) Passifs des patrimoines administrés

En vertu de l'article 20 de la Loi, l'Agence est responsable des dettes relatives à un patrimoine qu'elle administre seulement jusqu'à concurrence de la valeur des biens de ce patrimoine.

Le passif inscrit à l'état de la situation financière représente celui que l'Agence administre pour autrui, et non celui qu'elle a la responsabilité légale de payer. Quant aux emprunts hypothécaires et aux autres emprunts garantis, ils sont généralement liés par un bien immobilier ou par un véhicule.

Lorsque, à la fin de l'administration de l'Agence, les dettes relatives à un patrimoine administré sont supérieures à la valeur des sommes dégagées à la suite de la liquidation des biens, leur règlement est effectué en fonction de la priorité des créances établie par le Code civil du Québec.

(h) Instruments financiers

Évaluation initiale

Les instruments financiers sont constatés à leur juste valeur à la date d'acquisition par l'Agence. Les coûts de transaction associés à l'acquisition ou à la disposition d'instruments financiers sont assumés par cette dernière.

Catégorie d'instruments financiers et évaluation ultérieure

- Actifs et passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net

Les actifs et les passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net comprennent ceux qui sont détenus aux fins de transaction ainsi que ceux qui sont désignés à la juste valeur par le biais du résultat net.

Les actifs financiers et les passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net sont évalués à leur juste valeur, et les gains et les pertes qui découlent de leur réévaluation sont constatés dans le poste Variation des gains nets (pertes nettes) non réalisés sur placements, à l'état du résultat net et global.

- Prêts et créances

Les prêts et les créances sont des actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Les prêts et les créances sont évalués ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

- Autres passifs

Les autres passifs financiers comprennent tous les passifs financiers non dérivés qui ne sont pas classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net. Ces passifs sont évalués ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.



NOTES COMPLÉMENTAIRES DES BIENS SOUS ADMINISTRATION POUR LES BIENS NON RÉCLAMÉS

Au 31 décembre 2017

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens.)

3. Principales méthodes comptables (suite)

(h) Instruments financiers (suite)

Classement

Les classements effectués par l'Agence sont les suivants :

- Les équivalents de trésorerie et les placements sont désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net. L'Agence a effectué cette désignation, puisque les équivalents de trésorerie et les placements sont gérés, de même que leur performance est évaluée, d'après la méthode de la juste valeur, conformément à une stratégie de gestion de risques et d'investissement documentée par la politique de placement des portefeuilles collectifs de l'Agence, et que les informations sur les équivalents de trésorerie et les placements sont fournies sur cette base à la direction.
- La trésorerie et les créances sont classées en tant que prêts et créances.
- Les charges à payer sont classées comme autres passifs.

(i) Méthode d'évaluation des actifs et des passifs

Portefeuilles collectifs

- Équivalents de trésorerie et placements

Les équivalents de trésorerie et les placements sont comptabilisés à leur juste valeur, qui est établie de la manière suivante par des gardiens de valeur :

- Les titres du marché monétaire sont inscrits au coût, lequel, majoré des intérêts courus, ne s'éloigne pas de façon significative de la juste valeur.
- Les obligations sont évaluées au cours du marché selon les prix publiés par des courtiers sur des marchés actifs pour des instruments identiques ou similaires. La juste valeur des obligations pour lesquelles il n'existe pas de prix publiés est établie à l'aide d'une technique d'actualisation des flux de trésorerie futurs. L'évaluation selon l'actualisation des flux de trésorerie s'appuie principalement sur des données d'entrée observables, telles que les courbes de taux d'intérêt et les écarts de crédit qui sont liés à la qualité du crédit de l'émetteur et qui constituent les taux d'actualisation.
- Les unités de participation sont évaluées à leur valeur liquidative.

La fluctuation de la juste valeur des équivalents de trésorerie et des placements est comptabilisée dans le poste Pertes nettes non réalisées sur placements en résultat net et global.

- Créances

Les créances sont comptabilisées initialement à leur juste valeur et subséquemment au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Ce coût ne s'éloigne pas de façon significative de la juste valeur.



NOTES COMPLÉMENTAIRES DES BIENS SOUS ADMINISTRATION POUR LES BIENS NON RÉCLAMÉS

Au 31 décembre 2017

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens.)

3. Principales méthodes comptables (suite)

(i) Méthode d'évaluation des actifs et des passifs (suite)

Portefeuilles collectifs (suite)

- Charges à payer

Les charges à payer sont comptabilisées initialement à leur juste valeur et subséquemment au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Ce coût ne s'éloigne pas de façon significative de la juste valeur.

- Dû au ministre des Finances, dû au fonds général du fonds consolidé du revenu et dû à l'Agence du revenu du Québec

Le dû au ministre des Finances et le dû au fonds général du fonds consolidé du revenu sont comptabilisés au coût. Ceux-ci ne portent pas intérêt et ne sont assujettis à aucune modalité de remboursement.

Le dû à l'Agence du revenu du Québec est comptabilisé au coût et tient compte de toute renonciation exercée par l'Agence à l'égard des soldes qu'elle juge irrécouvrables. Celui-ci ne porte pas intérêt et n'est assujetti à aucune modalité de remboursement.

- Sommes encaissées en attente de prise de juridiction

Les sommes encaissées en attente de prise de juridiction sont comptabilisées au coût.

Patrimoines administrés

- Comptes d'épargne et dépôts à terme

Les comptes d'épargne sont comptabilisés à leur valeur de réalisation lors de la prise en charge par l'Agence et subséquemment à la valeur de réalisation établie sur la base d'états de compte en date de fin d'exercice.

Les dépôts à terme sont comptabilisés à leur valeur de réalisation lors de la prise en charge par l'Agence et subséquemment à la valeur de réalisation, laquelle correspond au coût d'acquisition par le titulaire, majoré des intérêts courus.

- Valeurs mobilières

Les valeurs mobilières comme les actions, les unités de fonds communs de placement, les obligations et les placements détenus dans des régimes enregistrés sont comptabilisées à leur valeur de réalisation lors de la prise en charge par l'Agence et subséquemment à la valeur de réalisation établie sur la base des informations disponibles, telles que des états de compte de courtier et le cours des principales bourses en date de fin d'exercice.

- Billets et autres créances

Les billets et autres créances sont comptabilisés à leur valeur de réalisation lors de la prise en charge par l'Agence et subséquemment à la valeur de réalisation, laquelle correspond au coût d'acquisition, majoré des intérêts courus, et tient compte de tout montant jugé irrécouvrable.



NOTES COMPLÉMENTAIRES DES BIENS SOUS ADMINISTRATION POUR LES BIENS NON RÉCLAMÉS

Au 31 décembre 2017

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens.)

3. Principales méthodes comptables (suite)

(i) Méthode d'évaluation des actifs et des passifs (suite)

Patrimoines administrés (suite)

• Biens immobiliers

Les biens immobiliers sont comptabilisés à leur valeur de réalisation lors de la prise en charge par l'Agence et subséquemment à la valeur de réalisation, laquelle correspond à la valeur de l'évaluation foncière uniformisée.

L'Agence administre des barrages sans maître qu'elle comptabilise à titre de biens immobiliers. En l'absence d'une évaluation fiable et disponible au prix d'un effort raisonnable, l'Agence inscrit ces actifs à la valeur symbolique de 1 \$ conformément au jugement établi à la note 2(e).

• Autres actifs

Les objets de valeur, les biens en entrepôt, les véhicules et les autres actifs sont comptabilisés à leur valeur de réalisation lors de la prise en charge par l'Agence et subséquemment à la valeur de réalisation déterminée en fonction des informations disponibles pour chaque type d'actif.

Les autres actifs comprennent les coffrets de sûreté non réclamés. Ces coffrets comportent des éléments de patrimoine de nature diverse pour lesquels aucune évaluation fiable n'est disponible au prix d'un effort raisonnable. Conséquemment, l'Agence inscrit ces actifs à la valeur symbolique de 1 \$ conformément au jugement établi à la note 2(e).

• Sommes à payer

Les sommes à payer sont comptabilisées à leur valeur de règlement lors de leur prise en charge par l'Agence et subséquemment à la valeur de règlement établie sur la base de réévaluations périodiques, notamment lors de leur règlement final. La direction juge qu'il est impraticable de les réévaluer annuellement compte tenu de son impossibilité à obtenir, en temps opportun, les informations relatives à la valeur de règlement de ces sommes à payer étant donné leur diversité.

• Emprunts hypothécaires et autres emprunts garantis

Les emprunts hypothécaires et autres emprunts garantis sont inscrits à leur valeur de règlement lors de leur prise en charge par l'Agence et subséquemment à la valeur de règlement établie sur la base de réévaluations périodiques jusqu'à leur règlement final.

(j) Flux de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les soldes bancaires et les placements qui sont facilement convertibles à court terme en un montant connu de trésorerie dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative et qui sont utilisés par l'Agence dans le cadre des activités courantes d'administration des patrimoines. À cet égard, les placements dont l'échéance est inférieure à trois mois à partir de leur date d'acquisition sont classés à titre d'équivalents de trésorerie.

NOTES COMPLÉMENTAIRES DES BIENS SOUS ADMINISTRATION POUR LES BIENS NON RÉCLAMÉS

Au 31 décembre 2017

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens.)

4. Modifications aux méthodes comptables

Nouvelles normes comptables publiées qui ne sont pas encore en vigueur

IFRS 9 – Instruments financiers

En février 2015, le Conseil des normes comptables a approuvé et publié la version définitive de la nouvelle norme IFRS 9, Instruments financiers, laquelle remplace la norme IAS 39, Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation et IFRIC 9, Réexamen de dérivés incorporés.

L'IFRS 9 propose un modèle logique de classement et d'évaluation, un modèle unique et prospectif de dépréciation fondé sur les pertes attendues, et une approche remaniée de la comptabilité de couverture.

Cette norme remplace les modèles d'évaluation et de catégories multiples pour les actifs financiers par un seul modèle d'évaluation ne comportant que trois catégories : au coût amorti, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et à la juste valeur par le biais du résultat net. La base de classement dépend du modèle économique de l'entité et des caractéristiques contractuelles des flux de trésorerie rattachés aux actifs financiers. La norme introduit un nouveau modèle de dépréciation qui exige une comptabilisation plus rapide des pertes de crédit attendues. En particulier, la nouvelle norme exige que les entités comptabilisent les pertes de crédit attendues à compter du moment où les instruments financiers sont comptabilisés pour la première fois et le nouveau modèle prévoit la comptabilisation des pertes attendues sur la durée de vie totale.

La norme sera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018 de façon rétroactive et une application anticipée est permise. L'Agence prévoit que l'application de cette nouvelle norme aura peu d'incidence sur ses états financiers et ne prévoit pas appliquer celle-ci de façon anticipée.



NOTES COMPLÉMENTAIRES DES BIENS SOUS ADMINISTRATION POUR LES BIENS NON RÉCLAMÉS

Au 31 décembre 2017

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens.)

5. Frais de gestion et de liquidation externes

	2017	2016
Commissions sur ventes de biens	612	332
Frais d'administration	235	182
Honoraires professionnels	232	303
Entretien et réparation d'immeubles	100	116
Services publics	64	23
Frais juridiques	47	17
	1 290	973

6. Résultat net et global

	Fonds de revenu – Biens non réclamés		Fonds des régimes enregistrés non réclamés		Total	
	2017	2016	2017	2016	2017	2016
Revenus d'intérêts des portefeuilles collectifs	892	1 310	900	650	1 792	1 960
Charges d'exploitation						
Honoraires d'administration de l'Agence du revenu du Québec	560	1 053	92	292	652	1 345
Taxes sur les honoraires d'administration	84	158	14	37	98	195
Produits d'intérêts nets	248	99	794	321	1 042	420
Pertes nettes réalisées à la disposition de placements	1	33	(608)	(138)	(607)	(105)
Pertes nettes non réalisées sur placements	(249)	(132)	(186)	(177)	(435)	(309)
Résultat net et global	–	–	–	6	–	6

NOTES COMPLÉMENTAIRES DES BIENS SOUS ADMINISTRATION POUR LES BIENS NON RÉCLAMÉS

Au 31 décembre 2017

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens.)

7. Portefeuilles collectifs

Au 31 décembre 2017	Opérations courantes	Fonds de revenu – Biens non réclamés		Fonds des régimes enregistrés non réclamés	Total
		Portefeuille de court terme	Portefeuille de long terme		
Actif					
Trésorerie	21 720	6	392	1 856	23 974
Équivalents de trésorerie	–	7 765	–	–	7 765
Créances	17	–	104	–	121
Placements	–	–	33 292	45 564	78 856
	21 737	7 772	33 787	47 420	110 716

Au 31 décembre 2016	Opérations courantes	Fonds de revenu – Biens non réclamés		Fonds des régimes enregistrés non réclamés	Total
		Portefeuille de court terme	Portefeuille de long terme		
Actif					
Trésorerie	2 991	49	444	426	3 910
Équivalents de trésorerie	–	25 261	–	–	25 261
Créances	28	–	88	–	116
Placements	–	5 373	32 976	39 526	77 875
	3 019	30 683	33 508	39 952	107 162

Équivalents de trésorerie

Les équivalents de trésorerie sont composés d'un bon du Trésor. Le taux d'intérêt effectif est de 1,02 % (0,55 % à 0,85 % au 31 décembre 2016). Ces équivalents de trésorerie viennent à échéance en janvier 2018.

Placements

Fonds de revenu – Biens non réclamés

Les placements sont composés principalement d'obligations. Les taux d'intérêt effectifs varient de 0,93 % à 2,46 % (0,72 % à 1,99 % au 31 décembre 2016). Ces placements viennent à échéance à diverses dates jusqu'en décembre 2022.



NOTES COMPLÉMENTAIRES DES BIENS SOUS ADMINISTRATION POUR LES BIENS NON RÉCLAMÉS

Au 31 décembre 2017

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens.)

7. Portefeuilles collectifs (suite)

Fonds des régimes enregistrés non réclamés

Les sommes provenant des biens que l'Agence administre et répondant aux critères d'enregistrement établis par le ministre du Revenu du Canada d'un régime d'épargne-retraite ou d'un fonds de revenu de retraite selon la Loi de l'impôt sur le revenu (L.R.C. 1985, c. 1 [5^e suppl.]) sont investies dans des unités de participation du Fonds des régimes enregistrés non réclamés. Ces unités sont encaissables sans préavis à leur valeur liquidative par part.

Le tableau suivant présente les informations relatives aux unités de participation détenues par l'Agence dans le Fonds des régimes enregistrés non réclamés.

	2017	2016
Nombre d'unités	4 677 081	3 988 232
Juste valeur par unité (en dollars)	9,7419	9,9106
Coût d'acquisition des unités	45 910	39 685
Juste valeur des unités	45 564	39 526

8. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, figurant dans les états de la situation financière et des flux de trésorerie, comprennent les montants suivants :

	2017	2016
Trésorerie	23 974	3 910
Équivalents de trésorerie	7 765	25 261
	31 739	29 171

9. Valeurs mobilières

	2017	2016
Valeurs mobilières non enregistrées	4 745	2 965
Valeurs mobilières dans des régimes enregistrés	1 484	2 640
	6 229	5 605

10. Charges à payer

	2017	2016
Autres charges à payer	630	671
Retenues d'impôt à payer à l'Agence du revenu du Québec	324	1 442
Retenues d'impôt à payer à l'Agence du revenu du Canada	275	1 099
	1 229	3 212

NOTES COMPLÉMENTAIRES DES BIENS SOUS ADMINISTRATION POUR LES BIENS NON RÉCLAMÉS

Au 31 décembre 2017

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens.)

11. Gestion du capital

L'Agence, à titre d'administratrice du bien d'autrui, définit le capital comme étant l'actif net des biens sous administration et n'est soumise à aucune exigence externe en matière de gestion du capital.

En cette matière, l'Agence a pour objectif de préserver l'actif net des biens sous administration conformément aux exigences relatives à l'administration du bien d'autrui imposées par la Loi et le Code civil du Québec. Pour ce faire, elle s'est dotée de processus de gestion couvrant l'ensemble des opérations relatives à l'administration et à la liquidation des biens non réclamés. De plus, l'Agence s'est dotée de politiques de placement qui régissent la gestion des portefeuilles collectifs afin d'assurer une gestion prudente.

12. Instruments financiers et gestion des risques financiers – Portefeuilles collectifs

(a) Politiques de placement et comité de surveillance

Les politiques de placement des portefeuilles collectifs de l'Agence ont pour objet de formuler les principes et les règles de placement qui répondent sommairement aux besoins et aux objectifs des clientèles des portefeuilles collectifs, de définir le niveau de risque et de rendement, d'assurer que l'actif y est investi de façon prudente compte tenu des responsabilités de l'Agence à titre d'administratrice du bien d'autrui, ainsi que de décrire la structure de gestion et les méthodes de contrôle retenues pour l'exploitation permanente de ceux-ci. Les politiques de placement s'appliquent à l'actif des portefeuilles collectifs détenu par un dépositaire dont la gestion est sous la responsabilité de l'Agence.

L'Agence a constitué un comité de surveillance relatif à la gestion des portefeuilles collectifs qui est chargé d'exercer un suivi en matière de placement des biens dont elle assume l'administration collective.

Semestriellement, le comité de surveillance

- passe en revue les catégories d'actif et les flux monétaires nets des portefeuilles collectifs;
- discute des perspectives économiques et des projets de placement de chaque gestionnaire;
- passe en revue la composition de l'actif et prend toutes les mesures nécessaires pour assurer la conformité avec les politiques de placement;
- reçoit et évalue les statistiques sur le rendement des placements des portefeuilles collectifs de chacun des gestionnaires;
- s'assure que chaque gestionnaire agit en conformité avec son mandat et les politiques de placement.

(b) Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'Agence, à titre d'administratrice du bien d'autrui, ne soit pas en mesure de satisfaire aux obligations financières lorsqu'elles viennent à échéance.

L'Agence gère ce risque en établissant des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour satisfaire aux obligations financières des patrimoines administrés.



NOTES COMPLÉMENTAIRES DES BIENS SOUS ADMINISTRATION POUR LES BIENS NON RÉCLAMÉS

Au 31 décembre 2017

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens.)

12. Instruments financiers et gestion des risques financiers – Portefeuilles collectifs (suite)

(b) Risque de liquidité (suite)

En ce qui concerne les échéances contractuelles des passifs financiers, les charges à payer sont toutes exigibles à moins d'un an.

De plus, le dû au ministre des Finances, le dû au fonds général du fonds consolidé du revenu et le dû à l'Agence du revenu du Québec, bien qu'étant des passifs non financiers ne comportant pas de modalités de remboursement, sont généralement réglés au cours de l'exercice suivant.

(c) Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque que l'Agence, à titre d'administratrice du bien d'autrui, subisse une perte financière si les contreparties ne remplissent pas les conditions prévues aux contrats.

Les portefeuilles collectifs administrés par l'Agence doivent être gérés dans le respect des restrictions en matière d'administration du bien d'autrui auxquelles elle est soumise en vertu de la Loi ainsi que des dispositions du Code civil du Québec, notamment de l'article 1339 de celui-ci concernant les placements présumés sûrs. Ces contraintes obligent l'Agence à traiter avec des institutions financières dont la cote de crédit est élevée.

De plus, l'Agence gère ce risque en établissant des limites de détention par catégorie d'instruments financiers dans le cadre de ses politiques de placement. À cet égard, l'ensemble des titres émis par un même émetteur, à l'exception des titres émis ou garantis par le gouvernement du Canada ou d'une province, ne doit pas représenter plus de 25 % de la valeur nominale des titres détenus par le portefeuille dans le cas du Fonds de revenu – Biens non réclamés et pas plus de 25 % de la valeur nominale des titres détenus par le portefeuille dans le cas du Fonds des régimes enregistrés non réclamés.

Au 31 décembre 2017, l'exposition maximale au risque de crédit, sans tenir compte d'aucune garantie détenue ni d'aucun autre rehaussement de crédit, correspond aux valeurs comptables des actifs financiers des portefeuilles collectifs.

(d) Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des prix du marché. Le risque de marché comprend trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. L'Agence est exposée seulement au risque de taux d'intérêt.

L'Agence minimise son exposition au risque de marché en établissant des limites de détention pour différentes catégories d'instruments financiers.

Les limites de détention prévues par les politiques de placement pour chacun des portefeuilles collectifs ainsi que les pourcentages de détention par catégorie d'instruments financiers s'établissent comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES DES BIENS SOUS ADMINISTRATION POUR LES BIENS NON RÉCLAMÉS

Au 31 décembre 2017

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens.)

12. Instruments financiers et gestion des risques financiers – Portefeuilles collectifs (suite)

(d) Risque de marché (suite)

Fonds de revenu – Biens non réclamés

Répartition globale

La répartition des actifs du portefeuille global entre le portefeuille de court terme et le portefeuille de long terme, déterminée en fonction de leur valeur nominale, s'établit comme suit :

	% limite de détention		% de détention	
	Minimum	Maximum	2017	2016
Portefeuille de court terme	40 %	60 %	19 %	48 %
Portefeuille de long terme*	40 %	60 %	81 %	52 %
			100 %	100 %

* Le dépassement de la limite de détention n'a eu aucune incidence financière défavorable. Une nouvelle politique sera en vigueur en août 2018 afin de régulariser cette situation.

Portefeuille de court terme

La répartition entre la trésorerie et les placements échéant à moins de 365 jours, déterminés en fonction de leur valeur nominale, s'établit comme suit :

	% limite de détention		% de détention	
	Minimum	Maximum	2017	2016
Trésorerie	0 %	15 %	0 %	0 %
Placements, échéants à moins de 365 jours	85 %	100 %	100 %	100 %
			100 %	100 %

La répartition des émetteurs des placements du portefeuille de court terme, déterminés en fonction de leur valeur nominale, s'établit comme suit :

	% limite de détention		% de détention	
	Minimum	Maximum	2017	2016
Titres émis ou garantis par le gouvernement du Canada	0 %	100 %	0 %	0 %
Titres émis ou garantis par le gouvernement du Québec et celui d'autres provinces	0 %	100 %	100 %	56 %
Titres émis ou garantis par les municipalités, les organismes publics et les sociétés d'État	0 %	60 %	0 %	44 %
			100 %	100 %



NOTES COMPLÉMENTAIRES DES BIENS SOUS ADMINISTRATION POUR LES BIENS NON RÉCLAMÉS

Au 31 décembre 2017

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens.)

12. Instruments financiers et gestion des risques financiers – Portefeuilles collectifs (suite)

(d) Risque de marché (suite)

Fonds de revenu – Biens non réclamés (suite)

Portefeuille de long terme

La répartition entre la trésorerie et les placements faisant partie du portefeuille de long terme ayant des échéances entre un an et cinq ans à partir de la date de leur acquisition, déterminée en fonction de leur valeur nominale, s'établit comme suit :

	% limite de détention		% de détention	
	Minimum	Maximum	2017	2016
Trésorerie	0 %	15 %	1 %	1 %
Placements, échéant à plus d'un an et à moins de cinq ans	85 %	100 %	99 %	99 %
			100 %	100 %

La répartition des émetteurs des placements du portefeuille de long terme, déterminés en fonction de leur valeur nominale, s'établit comme suit :

	% limite de détention		% de détention	
	Minimum	Maximum	2017	2016
Titres émis ou garantis par le gouvernement du Canada	0 %	100 %	0 %	0 %
Titres émis ou garantis par le gouvernement du Québec et celui d'autres provinces	0 %	100 %	56 %	39 %
Titres émis ou garantis par les municipalités, les organismes publics et les sociétés d'État	0 %	60 %	44 %	61 %
			100 %	100 %

NOTES COMPLÉMENTAIRES DES BIENS SOUS ADMINISTRATION POUR LES BIENS NON RÉCLAMÉS

Au 31 décembre 2017

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens.)

12. Instruments financiers et gestion des risques financiers – Portefeuilles collectifs (suite)

(d) Risque de marché (suite)

Fonds des régimes enregistrés non réclamés

Répartition globale

La répartition globale des actifs du portefeuille, déterminés en fonction de leur valeur nominale, s'établit comme suit :

	% limite de détention		% de détention	
	Minimum	Maximum	2017	2016
Trésorerie	0 %	10 %	1 %	0 %
Placements, échéant à moins de 365 jours	0 %	25 %	17 %	12 %
Placements, échéant à plus d'un an et à moins de cinq ans	75 %	95 %	82 %	88 %
			100 %	100 %

La répartition des émetteurs des placements échéant à moins de 365 jours, déterminés en fonction de leur valeur nominale, s'établit comme suit :

	% limite de détention		% de détention	
	Minimum	Maximum	2017	2016
Titres émis ou garantis par le gouvernement du Canada	0 %	100 %	30 %	0 %
Titres émis ou garantis par le gouvernement du Québec et celui d'autres provinces	0 %	100 %	23 %	65 %
Titres émis ou garantis par les municipalités, les organismes publics et les sociétés d'État	0 %	60 %	47 %	35 %
			100 %	100 %



NOTES COMPLÉMENTAIRES DES BIENS SOUS ADMINISTRATION POUR LES BIENS NON RÉCLAMÉS

Au 31 décembre 2017

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens.)

12. Instruments financiers et gestion des risques financiers – Portefeuilles collectifs (suite)

(d) Risque de marché (suite)

Fonds des régimes enregistrés non réclamés (suite)

La répartition des émetteurs des placements échéant à plus d'un an et à moins de cinq ans, déterminés en fonction de leur valeur nominale, s'établit comme suit :

	% limite de détention		% de détention	
	Minimum	Maximum	2017	2016
Titres émis ou garantis par le gouvernement du Canada	0 %	100 %	20 %	0 %
Titres émis ou garantis par le gouvernement du Québec et celui d'autres provinces	0 %	100 %	56 %	91 %
Titres émis ou garantis par les municipalités, les organismes publics et les sociétés d'État	0 %	60 %	24 %	9 %
			100 %	100 %

(e) Analyse de sensibilité

La juste valeur des instruments financiers des portefeuilles collectifs portant intérêt à taux fixe est sensible aux variations des taux d'intérêt du marché. De façon générale, la juste valeur de ces instruments financiers augmente lorsque les taux d'intérêt du marché diminuent et diminue lorsque les taux d'intérêt du marché augmentent. Au 31 décembre 2017, l'effet sur l'actif net des biens sous administration d'une variation de 0,25 % des taux d'intérêt, en assumant un mouvement parallèle de la courbe de taux, toutes les autres variables étant demeurées constantes, aurait été d'approximativement de 683 000 \$ (651 000 \$ au 31 décembre 2016).

(f) Hiérarchie des évaluations de la juste valeur

Les instruments financiers des biens sous administration de l'Agence présentés à la juste valeur sont classés selon la hiérarchie suivante :

Niveau 1 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur les prix (non rajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques.

Niveau 2 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur des données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables directement (sous forme de prix) ou indirectement (déterminés au moyen de prix). Ce niveau inclut les instruments dont l'évaluation est fondée sur les prix cotés sur des marchés qui ne sont pas actifs pour des instruments identiques et les instruments dont l'évaluation est fondée sur le prix observé pour des instruments similaires ainsi que sur des techniques d'évaluation qui s'appuient sur des hypothèses tenant compte des données de marché observables.

NOTES COMPLÉMENTAIRES DES BIENS SOUS ADMINISTRATION POUR LES BIENS NON RÉCLAMÉS

Au 31 décembre 2017

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens.)

12. Instruments financiers et gestion des risques financiers – Portefeuilles collectifs (suite)

(f) Hiérarchie des évaluations de la juste valeur (suite)

Niveau 3 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur des données qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables). Ce niveau inclut les instruments dont l'évaluation est fondée sur le prix observé pour des instruments similaires, rajusté pour refléter les différences entre les instruments évalués et les données de marché disponibles. Ce niveau comprend également les instruments dont l'évaluation repose sur des techniques d'évaluation qui s'appuient sur des hypothèses tenant compte de données de marché observables, mais rajustées de manière importante afin de refléter les caractéristiques propres à l'instrument évalué.

Le classement des instruments financiers entre les niveaux de la hiérarchie est établi au moment de l'évaluation initiale de l'instrument et revu à chaque date d'évaluation subséquente. Les transferts entre les niveaux hiérarchiques sont mesurés à la juste valeur au début de chaque exercice. Au cours des exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016, il n'y a eu aucun transfert entre les différents niveaux hiérarchiques.

Aux 31 décembre 2017 et 2016, les instruments financiers détenus étaient classés au niveau 2.

La juste valeur des instruments financiers classés en tant que prêts et créances et autres passifs est comparable à la valeur comptable en raison de l'échéance rapprochée de ces instruments financiers.

13. Parties liées

Les biens sous administration pour les biens non réclamés sont liés à l'Agence, qui en est la fiduciaire.

Les biens sous administration pour les biens non réclamés sont aussi liés à tous les ministères et à tous les fonds spéciaux ainsi qu'à tous les organismes et à toutes les entreprises publiques contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable du gouvernement du Québec. En plus des opérations divulguées dans les états financiers et qui ont été initialement comptabilisées à la juste valeur, l'Agence reçoit des biens non réclamés détenus par des parties liées. Ces transactions sont comptabilisées au poste Variation nette des éléments d'actif à l'état des variations de l'actif net. Le tableau suivant présente les réceptions de biens non réclamés en provenance de parties liées :

	2017	2016
Commission de la construction du Québec	10 125	10 616
Ministère des Finances du Québec	8 019	468
Retraite-Québec	6 865	68 648
Curateur public du Québec	7 610	4 252
Hydro-Québec	275	–

Aucune autre transaction individuellement ou collectivement significative n'a été conclue avec d'autres parties liées au cours de l'exercice.



NOTES COMPLÉMENTAIRES DES BIENS SOUS ADMINISTRATION POUR LES BIENS NON RÉCLAMÉS

Au 31 décembre 2017

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens.)

14. Chiffres présentés à des fins de comparaison

Au cours de l'exercice, certains soldes des états financiers 2016 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée par la direction en 2017. Ainsi, un solde de 296 000 \$ qui était présenté au poste « Dû à l'Agence du revenu du Québec » à l'état de la situation financière a été reclassé au poste « Dû au fonds général du fonds consolidé du revenu ».

Ce reclassement n'a eu aucune incidence sur l'actif net des biens sous administration de même que sur le résultat net et global. Les chiffres correspondants de l'état des flux de trésorerie ont été ajustés en conséquence.



RAPPORT DE LA DIRECTION

Le 19 mai 2016, le gouvernement du Québec a adopté la Loi modifiant principalement l'organisation et la gouvernance du transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal (RLRQ, chapitre O-7.3). En vertu de cette loi, depuis le 1^{er} juin 2017, l'Agence métropolitaine de transport (AMT) est abolie et remplacée par deux organismes distincts soit : L'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM) et le Réseau de transport métropolitain (RTM). Les actifs et passifs de l'AMT ont donc été transférés à ces deux organismes, de même que ses droits et obligations.

Les états financiers de l'AMT ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris des estimations et des jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables. L'AMT reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité d'audit, dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le Vérificateur général du Québec, examine les états financiers, et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de l'AMT, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité d'audit pour discuter de tout élément qui concerne son audit.



Marieke Tremblay
Présidente - directrice générale par intérim



Roland Morier
Vice-président et trésorier –
Administration et finances

Montréal, le 15 décembre 2017



RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de l'Agence métropolitaine de transport (AMT), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mai 2017, l'état des résultats, l'état de l'excédent cumulé, l'état de la variation de la dette nette et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice de cinq mois clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit assortie d'une réserve.

Fondement de l'opinion avec réserve

L'AMT n'a pas comptabilisé aux 31 mai 2017 et 31 décembre 2016, à l'état de la situation financière, des subventions à recevoir du gouvernement du Québec concernant des immobilisations financées ou devant être financées par emprunts pour lesquelles des travaux ont été réalisés. Cette situation constitue une dérogation à la norme comptable sur les paiements de transfert (Normes comptables canadiennes pour le secteur public) qui prévoit la comptabilisation des subventions lorsqu'elles sont autorisées par le gouvernement à la suite de l'exercice de son pouvoir habilitant et que l'AMT a satisfait aux critères d'admissibilité. Cette dérogation a donné lieu à l'expression d'une opinion d'audit modifiée concernant les états financiers de l'exercice précédent. Par ailleurs, l'article 1.1 de la *Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux et certains autres transferts* (RLRQ, chapitre S-37.01) énonce que la seule partie d'une subvention qui doit être comptabilisée est celle qui est exigible dans l'exercice de l'AMT et autorisée par le Parlement dans l'année financière du gouvernement. Étant donné la non-inscription de ces subventions à recevoir du gouvernement du Québec, comme le prescrit la loi, les ajustements suivants, selon l'estimation établie, sont nécessaires afin que les états financiers de l'AMT respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public :

	Augmentation (Diminution) estimée (En milliers de dollars)	
	31 mai 2017	31 décembre 2016
<i>État de la situation financière</i>		
Subventions à recevoir	1 215 821	1 216 481
Subventions reportées	1 120 841	1 139 679
Dette nette	(94 980)	(76 802)
Excédent cumulé	94 980	76 802
	31 mai 2017	31 décembre 2016
	(5 mois)	(12 mois)
<i>État des résultats</i>		
Revenus d'intérêts subventionnés	(2 222)	(1 280)
Virement des subventions reportées	20 400	19 606
Contributions gouvernementales	-	(3 650)
Excédent de l'exercice	18 178	14 676

Ces ajustements sont également nécessaires pour le déficit de l'exercice et le solde du fonds d'immobilisations présentés dans les informations sectorielles (note 24).

Opinion avec réserve

À mon avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans le paragraphe sur le fondement de l'opinion avec réserve, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'AMT au 31 mai 2017, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice de cinq mois clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observation

J'attire l'attention sur la note 1 des états financiers qui fait état de l'abolition de l'AMT et de son remplacement par deux organismes distincts, soit l'Autorité régionale de transport métropolitain et le Réseau de transport métropolitain. Mon opinion ne comporte pas de réserve à l'égard de ce point.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, les états financiers présentent fidèlement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de l'AMT au 31 mai 2017 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice de cinq mois clos à cette date selon les conventions comptables qui sont énoncées dans la note 2 des états financiers et complétées, notamment, par l'article 1.1 de la *Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux et certains autres transferts* (RLRQ, chapitre S-37.01).

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,

 *Guylaine Leclerc, FCPA auditrice, FCA*

Québec, le 15 décembre 2017



ÉTAT DES RÉSULTATS

de l'exercice de cinq mois clos le 31 mai 2017
[en milliers de dollars]

	31 mai 2017 (5 mois)	31 décembre 2016 (12 mois)
REVENUS		
Remises gouvernementales :		
Droit sur l'immatriculation	22 753	60 114
Taxe sur l'essence	22 911	47 473
Revenus provenant des usagers [note 3]	32 235	72 947
Contributions des municipalités et des organismes de transport [note 4]	53 752	125 217
Revenus d'intérêts subventionnés	19 032	41 935
Virement des subventions reportées [note 15]	29 486	80 000
Contributions gouvernementales [note 5]	8 300	26 603
Autres revenus	4 506	7 027
Revenus commerciaux	2 250	5 069
Gains de change	-	129
Gains réalisés suite à la cession d'immobilisations corporelles	1	-
Gains sur rachats de placements [note 10]	3 300	33
	198 526	466 547
CHARGES		
Traitements et avantages sociaux	14 424	31 738
Biens et services	85 521	200 688
Paiements de transfert aux organismes de transport [note 6]	29 946	67 780
Intérêts et frais de financement		
Frais de financement à court terme	707	1 926
Intérêts sur la dette à long terme à la charge :		
de la société	9 461	18 276
du ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (MTMDET)	15 507	41 935
Amortissement des immobilisations corporelles [note 16]	40 056	99 092
Perte sur la radiation et cession d'immobilisations corporelles	-	309
Coûts de réhabilitation de sites contaminés	9	98
Perte provenant d'une entreprise publique [note 9]	244	925
Autres	1 301	3 780
	197 176	466 547
EXCÉDENT DE L'EXERCICE	1 350	-

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE L'EXCÉDENT CUMULÉ**

de l'exercice de cinq mois clos le 31 mai 2017
[en milliers de dollars]

	31 mai 2017 (5 mois)	31 décembre 2016 (12 mois)
EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT DE L'EXERCICE	-	-
Excédent de l'exercice	1 350	-
EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN DE L'EXERCICE	1 350	-

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.



ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 31 mai 2017
[en milliers de dollars]

	31 mai 2017	31 décembre 2016
ACTIFS FINANCIERS		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	103 823	85 129
Créances [note 8]	89 144	120 494
Remises du gouvernement du Québec à recevoir	30 090	20 512
Participation dans une entreprise publique [note 9]	1 420	1 664
Placements [note 10]	135	17 366
Subventions à recevoir	69 208	72 650
	293 820	317 815
PASSIFS		
Emprunts à court terme [note 11]	-	70 360
Fournisseurs et frais courus [note 12]	181 265	181 442
Taxe sur l'essence à redistribuer aux organismes [note 13]	33 741	10 830
Obligation découlant de contrats de location-acquisition [note 14]	16 780	16 783
Passif au titre de sites contaminés	3 027	3 046
Dette à long terme [note 14]	1 850 096	1 806 731
Subventions reportées [note 15]	257 744	296 164
	2 342 653	2 385 356
DETTE NETTE	(2 048 833)	(2 067 541)
ACTIFS NON FINANCIERS		
Charges payées d'avance	16 341	17 507
Pièces de rechange des trains de banlieue	20 448	20 291
Immobilisations corporelles [note 16]	2 013 394	2 029 743
	2 050 183	2 067 541
EXCÉDENT CUMULÉ	1 350	-

Obligations contractuelles [note 20]

Éventualités [note 21]

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Marieke Tremblay

Marieke Tremblay
Présidente - directrice générale par intérim

R. Morier

Roland Morier
Vice-président et trésorier -
Administration et finances



ÉTAT DE LA VARIATION DE LA DETTE NETTE

de l'exercice de cinq mois clos le 31 mai 2017
[en milliers de dollars]

	31 mai 2017 (5 mois)	31 décembre 2016 (12 mois)
Excédent de l'exercice	1 350	-
Variation des immobilisations corporelles		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(23 715)	(218 729)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	9	191
Amortissement des immobilisations corporelles	40 056	99 092
(Gain) perte sur la radiation et cession d'immobilisations corporelles	(1)	309
	16 349	(119 137)
Acquisitions de pièces de rechange des trains de banlieue	(3 669)	(8 039)
Consommation de pièces de rechange des trains de banlieue	3 512	6 846
Variation des charges payées d'avance	1 166	772
	1 009	(421)
VARIATION DE LA DETTE NETTE	18 708	(119 558)
DETTE NETTE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	(2 067 541)	(1 947 983)
DETTE NETTE À LA FIN DE L'EXERCICE	(2 048 833)	(2 067 541)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.



ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

de l'exercice de cinq mois clos le 31 mai 2017
[en milliers de dollars]

	31 mai 2017 (5 mois)	31 décembre 2016 (12 mois)
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Excédent de l'exercice	1 350	-
Éléments sans incidence sur les flux de trésorerie :		
Gain sur rachats de placements	(3 300)	(33)
Dévaluation des billets à terme adossés à des actifs	9	32
Amortissement des immobilisations corporelles	40 056	99 092
Amortissement des frais d'émission reportés	890	2 071
(Gain) perte sur la radiation et cession d'immobilisations corporelles	(1)	309
Augmentation de l'obligation découlant de contrats de location-acquisition	87	215
Virement des subventions reportées	(29 486)	(80 000)
Perte provenant d'une entreprise publique [note 9]	244	925
	9 849	22 611
Variation des actifs et passifs liés aux activités de fonctionnement [note 17]	59 890	71 980
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	69 739	94 591
ACTIVITÉS DE PLACEMENT		
Dispositions de billets à terme adossés à des actifs et flux de trésorerie liés aux activités de placement	20 522	5 362
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(36 685)	(105 249)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	9	191
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations	(36 676)	(105 058)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Augmentation des emprunts à court terme	72	126 462
Remboursement des emprunts à court terme	(70 432)	(150 790)
Augmentation de la dette long terme	53 151	85 499
Remboursement de la dette long terme	(17 592)	(89 971)
Remboursement de l'obligation découlant de contrats de location-acquisition	(90)	(177)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(34 891)	(28 977)
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	18 694	(34 082)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	85 129	119 211
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE	103 823	85 129

Les opérations sans effet sur la trésorerie comprennent l'acquisition d'immobilisations corporelles par contrats de financement par partenariat (note 16) et un ajustement de subvention reportée vers les payables (note 15).

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

au 31 mai 2017

(Les montants sont en milliers de dollars.)



1. STATUT ET NATURE DES ACTIVITÉS

L'AMT est une personne morale de droit public, mandataire du gouvernement du Québec, créée en vertu de la *Loi sur l'Agence métropolitaine de transport*, (RLRQ, chapitre A-7. (02)) [ci-après appelée la Loi], qui a commencé ses activités le 1^{er} janvier 1996.

En vertu de l'article 984 de la Loi sur les impôts (RLRQ, c. I-3) et de l'article 149 de la Loi de l'impôt sur le revenu (LRC, 1985, 5^e suppl.), l'AMT n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu.

Conformément à sa loi, l'AMT gère, exploite et finance notamment les services de trains de banlieue, les autobus express métropolitains et les équipements métropolitains. Elle planifie, réalise et exécute tout prolongement du réseau de métro.

Sur le plan financier, l'AMT soutient les organismes de transport de la région de Montréal et établit la tarification métropolitaine et les modalités de partage des recettes métropolitaines entre les organismes de transport. L'AMT exerce ses compétences régionales sur son territoire qui est constitué de celui de la Communauté métropolitaine de Montréal, de la Ville de Saint-Jérôme et de la réserve indienne de Kahnawake.

Sa mission est d'accroître les services de transport collectif afin d'améliorer l'efficacité des déplacements des personnes dans la région métropolitaine de Montréal. L'AMT utilise et entretient l'infrastructure ferroviaire appartenant à d'autres sociétés de chemin de fer et est tributaire de celles-ci pour le contrôle de la circulation des trains.

ABOLITION DE L'AMT

La Loi modifiant principalement l'organisation et la gouvernance du transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal (RLRQ, chapitre O-7.3), adoptée le 19 mai 2016, prévoit l'abolition de l'AMT et son remplacement par deux organismes distincts à être créés pour gérer le transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal soit : l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM) et le Réseau de transport métropolitain (RTM). Selon le décret 1025-2016 du gouvernement du Québec, ces nouvelles entités entreront en vigueur le 1^{er} juin 2017 suite à l'abolition de l'AMT à cette même date. Par conséquent, les actifs et passifs de l'AMT seront transférés à ces deux entités, de même que ses droits et obligations.

La Loi modifiant principalement l'organisation et la gouvernance du transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal confie notamment à l'ARTM le mandat d'élaborer le plan stratégique de développement et le cadre tarifaire intégré des services pour l'ensemble du territoire, de financer les services de transport collectif et le transport adapté et d'assurer la bonne intégration des services et d'établir les objectifs et les normes de services visant à simplifier la mobilité des clients du transport collectif sur le territoire. Le service de transport par autobus dans les couronnes nord et sud de Montréal et l'exploitation des trains de banlieue sur le territoire ont été confiés au Réseau de transport métropolitain (RTM). Le Réseau de transport de Longueuil (RTL), la Société de transport de Laval (STL) et la Société de transport de Montréal (STM) continuent d'offrir leurs services sur leur territoire respectif.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Aux fins de la présentation de ses états financiers, l'AMT utilise prioritairement le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus est cohérente avec ce dernier.

À noter que les états financiers de l'AMT sont constitués de la somme des Fonds d'exploitation et Fonds d'immobilisations. Les principales méthodes sont les suivantes :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

au 31 mai 2017

(Les montants sont en milliers de dollars.)



FONDS D'EXPLOITATION

L'AMT utilise un Fonds d'exploitation pour enregistrer les opérations liées aux activités d'exploitation et de coordination métropolitaine de l'AMT [note 24].

FONDS D'IMMOBILISATIONS

L'AMT utilise un Fonds d'immobilisations pour enregistrer les opérations liées au développement et à la gestion des investissements permanents du réseau de transport collectif métropolitain [note 24].

UTILISATION D'ESTIMATIONS ET INCERTITUDE RELATIVE À LA MESURE

La préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction établisse des estimations et des hypothèses qui influent sur les montants présentés pour l'actif et le passif ainsi que les revenus et les charges, et sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuels.

Les évaluations les plus importantes impliquent les passifs éventuels et autres réclamations contre l'AMT, ainsi que la durée de vie utile des immobilisations corporelles. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations et ces différences pourraient être importantes. Au moment de la préparation des présents états financiers, la direction considère que les estimations et les hypothèses sont raisonnables.

REVENUS

REVENUS PROVENANT DES USAGERS

Les revenus tirés du transport des voyageurs qui utilisent les titres unitaires ou les carnets sont constatés au moment où les paiements ont lieu. Les revenus provenant de la vente de titres mensuels TRAM et TRAIN sont constatés en fonction de la période de validité des titres.

CONTRIBUTIONS DES MUNICIPALITÉS ET DES ORGANISMES DE TRANSPORT

Les contributions des municipalités et des organismes de transport reçues sont comptabilisées à titre de revenus lorsqu'elles sont reçues ou à recevoir, si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

PAIEMENTS DE TRANSFERT

Les contributions et les subventions qui sont des paiements de transfert sont constatées en revenus lorsque le transfert est autorisé et que l'AMT a satisfait à tous les critères d'admissibilité, le cas échéant. Les paiements de transfert assortis de stipulations créant une obligation qui répond à la définition d'un passif pour l'AMT sont comptabilisés à titre de « Subventions reportées » à l'état de la situation financière lorsque le transfert est autorisé et que l'AMT a satisfait à tous les critères d'admissibilité, le cas échéant. Les subventions reportées sont virées aux résultats à mesure que les stipulations de transfert sont respectées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

au 31 mai 2017

(Les montants sont en milliers de dollars.)



CHARGES

PAIEMENTS DE TRANSFERT

Les paiements de transfert se composent principalement des aides aux Autorités organisatrices de transport (AOT). Ils sont constatés en charges lorsqu'ils sont autorisés et que les bénéficiaires ont satisfait à tous les critères d'admissibilité.

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La politique de l'AMT consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, l'encaisse, les découverts bancaires qui fluctuent entre le solde disponible et le découvert, les placements très liquides, qui ont des échéances de trois mois ou moins à compter de leur date d'acquisition et dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

CONVERSION DE DEVISES

Les éléments monétaires de l'état de la situation financière sont convertis au taux de change en vigueur à la fin de l'exercice. Les éléments non monétaires de l'état de la situation financière ainsi que les revenus et les charges en monnaie étrangère sont convertis au taux de change en vigueur à la date où les opérations ont été effectuées. Les gains et les pertes résultant de la variation du taux de change sont pris en compte dans l'état des résultats de la période.

PLACEMENTS

Les placements se composent de billets à terme adossés à des actifs et sont comptabilisés au coût d'acquisition. Lorsqu'un placement subit une moins-value durable, sa valeur comptable est réduite pour tenir compte de cette moins-value. Cette réduction est imputée directement aux résultats de l'exercice. Les revenus sont comptabilisés aux résultats lorsqu'ils sont gagnés. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

PARTICIPATION DANS UNE ENTREPRISE PUBLIQUE

La participation dans l'entreprise publique 9227-9702 Québec inc. est comptabilisée selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. Selon cette méthode, la participation est enregistrée au coût, lequel est ajusté annuellement de la quote-part de l'AMT dans les résultats de cette entreprise. Cette méthode ne requiert aucune harmonisation des méthodes comptables de l'entreprise publique avec celles de l'AMT.

PASSIF AU TITRE DES SITES CONTAMINÉS

L'AMT comptabilise un passif au titre de l'assainissement des sites contaminés lorsque la contamination dépasse une norme environnementale existante, que l'entité gouvernementale est soit directement responsable, soit en accepte la responsabilité, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause. Le passif au titre des sites contaminés comprend les coûts estimatifs de la gestion et de la réhabilitation des sites contaminés. L'évaluation de ces coûts est établie à partir de la meilleure information disponible et est révisée annuellement.

ACTIFS NON FINANCIERS

De par leur nature, les actifs non financiers sont généralement utilisés afin de rendre des services futurs.

PIÈCES DE RECHANGE DES TRAINS DE BANLIEUE

Les pièces de rechange des trains de banlieue comprennent principalement des pièces utilisées pour la maintenance du matériel roulant. Elles sont évaluées au moindre du coût moyen pondéré et de la valeur de réalisation nette dans le cas des pièces désuètes. La moins-value est imputée directement aux résultats de l'exercice et aucune reprise de valeur n'est constatée.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

au 31 mai 2017

(Les montants sont en milliers de dollars.)



IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles, acquises du gouvernement du Québec au début de l'exploitation en 1996, ont été enregistrées à leur valeur comptable nette. Les acquisitions subséquentes sont enregistrées au coût. Lorsque des parties d'une immobilisation corporelle ont des durées d'utilité différentes, elles sont comptabilisées comme des parties distinctes (composantes principales) des immobilisations corporelles. Le coût d'acquisition comprend les matériaux, la main-d'œuvre et les autres frais directement contributifs aux activités de construction. Les coûts de remise en état et de réfection du matériel roulant ainsi que les coûts associés aux améliorations des autres immobilisations corporelles sont capitalisés s'ils sont engagés dans le but d'améliorer la valeur des services ou de prolonger la durée d'utilisation de ces immobilisations, sinon ces coûts sont imputés aux résultats lorsqu'ils sont engagés. Les immobilisations corporelles mises hors service sont dévaluées à leur valeur nette de réalisation. Les projets en voie de réalisation et les immobilisations corporelles mises hors service ne font pas l'objet d'un amortissement.

L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé selon la méthode linéaire et, pour certaines immobilisations corporelles est calculé par composantes, à des taux permettant d'amortir le coût de ces immobilisations, moins leur valeur résiduelle, sur leur durée de vie utile estimative comme suit :

Structure ferroviaire	10-50 ans
Bâtiments	7-75 ans
Infrastructures	10-30 ans
Équipements	5-15 ans
Matériel roulant ferroviaire	5-40 ans
Informatique et téléphonie	5-40 ans
Terrains	Aucun
Location-acquisition	10-63 ans
Actifs mis hors service	Aucun
Immobilisations en cours	Aucun

DÉPRÉCIATION D'IMMOBILISATIONS

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de l'AMT de fournir des services ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur nette comptable, son coût est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations corporelles sont imputées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

ENTENTE DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVÉ

Cette entente de partenariat public-privé se veut un contrat à long terme par lequel l'AMT s'associe avec un partenaire privé, avec financement de la part de ce dernier, à la conception, à la construction et à l'exploitation du bien. Le bâtiment et la dette correspondante s'y rattachant sont comptabilisées à l'état de la situation financière lorsque les risques et avantages sociaux à la propriété du bien relatif à cette entente sont transférés à l'AMT et ce au fur et à mesure de l'avancement des travaux. Le coût du bâtiment découlant de cette entente correspond au moindre de la valeur actualisée des flux de trésorerie liés à cet actif et de sa juste valeur.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

au 31 mai 2017

(Les montants sont en milliers de dollars.)



3. REVENUS PROVENANT DES USAGERS

REVENUS NETS DE LA VENTE DE TITRES DE TRANSPORT TRAM

Les revenus nets de la vente de titres de transport TRAM proviennent des titres de transport métropolitain de l'AMT qui sont vendus par l'AMT ainsi que par les AOT et qui permettent à une personne d'utiliser des services de transport en commun offerts par plus d'une AOT. L'AMT, conformément à l'article 42 de la Loi, agit à titre de mandataire et partage avec les AOT les revenus nets provenant de la vente de titres de transport métropolitain, selon l'utilisation par les usagers de leur réseau de transport respectif.

La répartition des revenus provenant de la vente de titres de transport TRAM, nette d'une partie des revenus provenant du réseau de trains de banlieue et des autobus express métropolitains, se détaille comme suit :

	31 mai 2017 (5 mois)	31 décembre 2016 (12 mois)
Société de transport de Montréal (STM)	28 280	63 318
Réseau de transport de Longueuil (RTL)	9 872	22 240
Société de transport de Laval (STL)	5 877	13 277
Conseils intermunicipaux de transport (CIT)	6 639	14 721
Conseil régional de transport de Lanaudière (CRT de Lanaudière)	1 936	4 494
Municipalités	470	1 016
	53 074	119 066

Ainsi, seule la portion de l'AMT aux revenus des trains de banlieue et des autobus express métropolitain est reflétée à l'état des résultats.

DÉTAIL DES REVENUS PROVENANT DES USAGERS

	31 mai 2017 (5 mois)	31 décembre 2016 (12 mois)
Revenus des trains de banlieue (A)	30 598	69 206
Revenus des autobus express métropolitains (B)	1 637	3 741
	32 235	72 947

(A) TRAINS DE BANLIEUE

Les revenus des trains de banlieue proviennent de la vente de titres TRAIN 13 119 au 31 mai 2017 [30 206 au 31 décembre 2016] et de la partie de la vente de titres de transport TRAM reliée aux trains de 17 479 au 31 mai 2017 [39 000 au 31 décembre 2016].

Les revenus de trains de banlieue se détaillent comme suit :

	31 mai 2017 (5 mois)	31 décembre 2016 (12 mois)
Deux-Montagnes	9 723	22 545
Vaudreuil-Hudson	5 520	12 351
Saint-Jérôme	6 103	13 601
Mont-Saint-Hilaire	4 041	9 377
Candiac	1 993	4 372
Mascouche	3 218	6 960
	30 598	69 206

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

au 31 mai 2017

(Les montants sont en milliers de dollars.)



(B) AUTOBUS EXPRESS MÉTROPOLITAINS

L'AMT exploite un service d'autobus express métropolitain, soit l'Express Chevrier, entre le stationnement Chevrier, à Brossard, et le terminus Centre-ville, situé sous le 1000, rue De La Gauchetière, à Montréal. Les revenus des autobus express métropolitains proviennent en partie de la vente de titre de transport TRAM de 716 au 31 mai 2017 [1 605 au 31 décembre 2016] et de titres locaux de 921 au 31 mai 2017 [2 136 au 31 décembre 2016].

4. CONTRIBUTIONS DES MUNICIPALITÉS ET DES ORGANISMES DE TRANSPORT

	31 mai 2017 (5 mois)	31 décembre 2016 (12 mois)
Contributions municipales aux trains de banlieue (A)	29 807	66 811
Contributions municipales au Fonds d'immobilisations (B)	21 650	50 272
Contributions des organismes de transport aux équipements métropolitains	2 247	7 993
Contributions municipales aux autobus express métropolitains	48	141
	53 752	125 217

(A) CONTRIBUTIONS MUNICIPALES AUX TRAINS DE BANLIEUE

L'AMT répartit, conformément à la Loi, une portion des coûts d'exploitation et de gestion des lignes de trains de banlieue Deux-Montagnes et Vaudreuil-Hudson, entre les municipalités desservies par une ligne de trains de banlieue selon les trains-kilomètres desservant chaque tronçon.

L'AMT répartit, selon la Loi, une portion des coûts d'exploitation et de gestion des lignes de trains de banlieue Saint-Jérôme, Mont-Saint-Hilaire, Candiac et Mascouche entre les municipalités desservies par ces lignes de trains de banlieue, selon le nombre de départs de trains de banlieue, à chaque gare, pour chaque tronçon.

Les municipalités dont le territoire est desservi par un même tronçon se partagent le montant établi pour ce tronçon, au prorata de leur richesse foncière uniformisée, au sens de l'article 261.1 de la *Loi sur la fiscalité municipale*, (RLRQ, chapitre F-2.1), établie pour l'exercice de référence ou toutes autres formules internes.

Les contributions municipales aux trains de banlieue se répartissent comme suit :

	31 mai 2017 (5 mois)	31 décembre 2016 (12 mois)
Deux-Montagnes	6 665	16 460
Vaudreuil-Hudson	6 498	13 848
Saint-Jérôme	6 239	12 728
Mont-Saint-Hilaire	3 921	9 275
Candiac	2 074	4 198
Mascouche	4 410	10 302
	29 807	66 811

(B) CONTRIBUTIONS MUNICIPALES AU FONDS D'IMMOBILISATIONS

Pour financer une partie des dépenses en immobilisations corporelles non subventionnées du Fonds d'immobilisations, les municipalités dont le territoire est compris dans celui de l'AMT doivent verser annuellement un montant représentant 1 ¢ par cent dollars de leur richesse foncière uniformisée au sens de l'article 261.1 de la *Loi sur la fiscalité municipale*, établie pour l'exercice de référence.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

au 31 mai 2017

(Les montants sont en milliers de dollars.)



5. CONTRIBUTIONS GOUVERNEMENTALES

	31 mai 2017 (5 mois)	31 décembre 2016 (12 mois)
Contributions du gouvernement du Québec aux mesures d'atténuation (A)	4 258	13 252
Contributions du gouvernement du Québec à la Politique de développement durable (B)	4 042	9 701
Contributions du gouvernement du Québec à la perte de valeur comptable de la Gare d'autocars de Montréal (C)		3 650
	8 300	26 603

(A) CONTRIBUTIONS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC AUX MESURES D'ATTÉNUATION

L'AMT reçoit des subventions afin d'améliorer l'efficacité des déplacements dans la région métropolitaine de Montréal à la suite des problèmes de congestion dans la région. Les mesures alternatives mises en place sont diverses, comme l'ajout de six départs sur la ligne de trains de banlieue Candiac, l'augmentation de la capacité dans plusieurs stationnements incitatifs de la région, diverses autres mesures d'atténuation améliorant la fluidité de même que des mesures tarifaires.

(B) CONTRIBUTIONS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC À LA POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le Programme d'aide au développement du transport collectif (PADTC) a été mis en place en 2006 et reconduit en 2017. Le programme vise à soutenir les organismes de transport en commun dans leurs efforts pour accroître l'offre de service en transport en commun, à favoriser le développement et l'utilisation du transport collectif en région, à promouvoir des modes de transport alternatifs à l'automobile.

(C) CONTRIBUTIONS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC À LA PERTE DE VALEUR COMPTABLE DE LA GARE D'AUTOCARS DE MONTRÉAL

Pour les trois premières années d'exploitation, l'AMT a bénéficié d'une garantie du gouvernement du Québec sur le financement des pertes de valeur comptable de la Gare d'autocars de Montréal.

6. PAIEMENTS DE TRANSFERT AUX ORGANISMES DE TRANSPORT

	31 mai 2017 (5 mois)	31 décembre 2016 (12 mois)
Aide métropolitaine et dépenses afférentes (A)	20 982	49 013
Aide à l'intégration tarifaire (B)	3 773	8 298
Aide aux tarifs réduit et étudiant des titres de transport TRAM et dépenses afférentes (C)	4 231	8 208
Aide au transport adapté (D)	960	2 261
	29 946	67 780

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

au 31 mai 2017



(Les montants sont en milliers de dollars.)

(A) AIDE MÉTROPOLITAINE ET DÉPENSES AFFÉRENTES

L'AMT a attribué, selon des facteurs et des modalités qu'elle a établis, une aide financière aux AOT afin de compenser, en tout ou en partie, les coûts de leur apport au réseau de métro ou au réseau de transport métropolitain par autobus.

Le montant de l'aide métropolitaine se calcule comme suit :

- 0,20 \$ par passager évalué selon le relevé des toumiquets du réseau de métro totalisant, au 31 mai 2017, 16 747 [39 746 au 31 décembre 2016].
- 0,50 \$ par passager qui accède aux services de transport métropolitain par autobus à un point d'embarquement situé sur le territoire de l'AMT, en pointe du matin et du soir, évalué à partir de trois relevés effectués au cours de l'année totalisant, au 31 mai 2017, 3 945 [8 597 au 31 décembre 2016].
- une implantation progressive d'une nouvelle aide au réseau d'autobus en rabattement aux trains : 0,50 \$ par passager effectuant une correspondance avec le train à partir d'une ligne d'autobus en rabattement à une gare du réseau de trains de banlieue totalisant, au 31 mai 2017, 290 [670 au 31 décembre 2016].

Le montant de l'aide métropolitaine se répartit comme suit :

	31 mai 2017 (5 mois)	31 décembre 2016 (12 mois)
Métro :		
STM	16 747	39 746
Autobus :		
STM	1 752	3 751
RTL	1 058	2 403
STL	254	501
CIT	829	1 375
CRT de Lanaudière	-	446
Municipalités	52	121
	3 945	8 597
Aide au réseau d'autobus en rabattement aux trains :		
STM	100	231
RTL	12	29
STL	37	85
CIT	129	298
CRT de Lanaudière	12	27
	290	670
	20 982	49 013

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

au 31 mai 2017



(Les montants sont en milliers de dollars.)

(B) AIDE À L'INTÉGRATION TARIFAIRE

En 2005, l'AMT a introduit une aide à l'intégration tarifaire. Cette aide métropolitaine vise à assurer, en tout ou en partie, à chaque AOT qui participe au système tarifaire métropolitain, une part des recettes métropolitaines au moins équivalente aux recettes tarifaires qui auraient été générées par leurs titres locaux, diminuées du rabais tarifaire métropolitain.

L'aide à l'intégration tarifaire se répartit comme suit :

	31 mai 2017 (5 mois)	31 décembre 2016 (12 mois)
STM	1 317	2 984
RTL	291	583
STL	1 711	3 696
CIT	442	1 001
CRT de Lanaudière	12	34
	3 773	8 298

(C) AIDE AUX TARIFS RÉDUIT ET ÉTUDIANT DES TITRES DE TRANSPORT TRAM ET DÉPENSES AFFÉRENTES

En vertu du paragraphe 9 de l'alinéa 1 de l'article 35 de la Loi, l'AMT assume, depuis 1999, le rabais consenti aux titres de transport TRAM. Cette approche vise à compenser, en tout ou en partie, les AOT pour les rabais des tarifs réduit et étudiant consentis aux utilisateurs des titres de transport TRAM. Pour l'année 2017, l'AMT a fixé pour l'aide aux tarifs réduit et étudiant des titres de transport TRAM, un montant de 4 231 pour les titres de transport TRAM des zones 1 à 8 [8 208 au 31 décembre 2016].

L'aide aux tarifs réduit et étudiant des titres de transport TRAM se répartit comme suit :

	31 mai 2017 (5 mois)	31 décembre 2016 (12 mois)
STM	2 047	3 942
RTL	863	1 688
STL	481	947
CIT	600	1 153
CRT de Lanaudière	184	374
Municipalités	56	104
	4 231	8 208

(D) AIDE AU TRANSPORT ADAPTÉ

L'AMT attribue une aide financière aux Services de transport adapté afin de soutenir et de favoriser l'intégration des services qu'ils offrent.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

au 31 mai 2017



(Les montants sont en milliers de dollars.)

7. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

L'AMT a mis en place le 1^{er} juillet 2007 un régime de retraite à cotisations déterminées pour tous les employés, selon leur admissibilité. La cotisation de base de l'employeur est fixée à 5 % du traitement de l'employé. L'employeur verse également des cotisations supplémentaires de 50 % des cotisations volontaires des employés, jusqu'à un maximum de 3 % de cotisations supplémentaires qui sont imputées aux résultats de l'exercice. Les cotisations de l'AMT aux résultats de l'exercice s'élèvent à 832 [1 741 au 31 décembre 2016]. Les vacances à payer sont comptabilisées dans le poste Fournisseurs et frais courus à la note 12.

8. CRÉANCES

	31 mai 2017	31 décembre 2016
Comptes clients des municipalités	39 512	55 526
À recevoir du MTMDT	31 562	32 066
À recevoir du Secrétariat du Conseil du trésor (SCT)	1 350	900
Comptes clients des AOT	3 395	21 579
Taxes à recevoir	10 305	8 631
Autres comptes clients	3 020	1 792
	89 144	120 494

9. PARTICIPATION DANS UNE ENTREPRISE PUBLIQUE

	Prêts et avances	Valeur de consolidation	31 mai 2017	31 décembre 2016
9227-9702 Québec inc.	23 900	(22 480)	1 420	1 664

Les avances à la filiale portent intérêt au taux de base des prêts aux entreprises diminuées de 1,75 %.

SOMMAIRE DES ÉTATS FINANCIERS DE 9227-9702 QUÉBEC INC. AU 31 MAI 2017

BILAN

	31 mai 2017	31 décembre 2016
ACTIF	2 680	3 471
PASSIF	25 160	25 707
CAPITAUX PROPRES	(22 480)	(22 236)

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

au 31 mai 2017

(Les montants sont en milliers de dollars.)



ÉTAT DES RÉSULTATS ET DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS

	31 mai 2017 (5 mois)	31 décembre 2016 (12 mois)
PRODUITS	2 464	6 267
CHARGES	2 708	7 192
PERTE D'EXPLOITATION	(244)	(925)
PERTE NETTE	(244)	(925)

9227-9702 Québec inc. s'est engagé par bail jusqu'en 2031 pour la location d'une bâtisse. Le solde des obligations contractuelles s'établit à 27 550 [28 342 au 31 décembre 2016].

Les paiements minimaux exigibles au cours des cinq prochains exercices se détaillent comme suit :

2017 (7 mois)	1 108
2018	1 900
2019	1 900
2020	1 900
2021	1 900
2022 et suivantes	18 842
	27 550

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

au 31 mai 2017

(Les montants sont en milliers de dollars.)



10. PLACEMENTS

Les placements se composent de billets à termes adossés à des actifs (BTAA). Ces titres constituent des créances adossées à une variété d'instruments financiers. Les actifs sous-jacents, tels que les créances hypothécaires résidentielles ou commerciales, ou l'exposition aux risques, telle que les trocs de défaillance de crédit, ainsi que certains autres actifs sont acquis par un conduit au moyen de divers types d'opérations, comprenant notamment l'émission de papier commercial ou de billets à terme.

Au 31 mai 2017, l'AMT détient les titres suivants :

				31 mai 2017	31 décembre 2016
	Date d'échéance	Valeur nominale	Moins-value cumulative	Valeur comptable nette	
VAC II					
Billets A-1	15 juillet 2056	-	-	-	8 610
Billets A-2	15 juillet 2056	-	-	-	8 607
Billets C	15 juillet 2056	190	190	-	-
VAC III					
Billets série 2	15 juillet 2056	6	6	-	-
Billets série 34	13 décembre 2021	529	394	135	149
Billets série 35	13 décembre 2027	972	972	-	-
Billets série 36	13 décembre 2034	535	535	-	-
		2 232	2 097	135	17 366

Au courant de l'exercice 2017, l'AMT a encaissé 20 522 [5 362 au 31 décembre 2016] relativement aux remboursements de capital BTAA.

La direction estime à 135 [17 366 au 31 décembre 2016] le montant qu'elle sera en mesure de récupérer ultérieurement sur leur valeur nominale. La direction est d'avis que l'estimation est raisonnable et s'avère la plus appropriée au 31 mai 2017.

Au 31 mai 2017, l'AMT a constaté une moins-value durable additionnelle de 9 [32 au 31 décembre 2016]. Les rachats ont généré un gain de 3 300 [33 au 31 décembre 2016].

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

au 31 mai 2017



(Les montants sont en milliers de dollars.)

11. EMPRUNTS À COURT TERME

L'AMT peut faire des emprunts à court terme auprès du ministère des Finances du Québec (MFQ). La capacité d'emprunt à court et à long terme est fixée par décret. Le décret en vigueur a été autorisé en mai 2015 au montant de 1 125 000 et viendra à échéance le 30 juin 2017. La facilité de crédit à court terme porte intérêt à un taux moyen pondéré de 0,950% [0,950% au 31 décembre 2016]. Au 31 mai 2017, l'AMT avait un solde utilisé de cette facilité de crédit à court terme de nil [70 360 au 31 décembre 2016].

12. FOURNISSEURS ET FRAIS COURUS

	31 mai 2017	31 décembre 2016
Fournisseurs	28 730	50 563
Frais courus	54 077	55 221
Aide métropolitaine	20 691	24 072
Intérêts courus sur la dette à long terme	23 857	9 645
Aide à l'intégration tarifaire	5 023	9 271
Aide au tarif réduit	4 231	8 208
Revenus perçus d'avance	15 382	9 647
À payer aux AOT à la suite du partage des recettes métropolitaines	1 615	4 096
Provision pour réclamations	6 845	7 918
Provision des contributions municipales à payer	-	2 334
Subvention à remettre au MTMDET	20 360	-
Autres	454	467
	181 265	181 442

13. TAXE SUR L'ESSENCE À REDISTRIBUER AUX ORGANISMES

Depuis le 1^{er} mai 2010, l'AMT perçoit, pour le compte d'organismes admissibles, la majoration de la taxe sur l'essence de 1,5 ¢ le litre dédiée au financement du transport en commun sur son territoire. Selon les modalités et conditions de versements stipulées dans le décret 602-2015 du gouvernement du Québec, l'AMT agit à titre de mandataire et doit redistribuer la totalité de la majoration à ces organismes. La taxe sur l'essence à redistribuer totalisait 33 741 au 31 mai 2017 [10 830 au 31 décembre 2016].

14. DETTE À LONG TERME

L'AMT a contracté des emprunts auprès du MFQ. En vertu du Programme d'aide gouvernementale au transport collectif des personnes (PAGTCP), le MTMDET s'est engagé à verser à l'AMT une subvention annuelle d'un montant correspondant en partie au remboursement de ces billets, capital et intérêts. Au cours de l'exercice, le montant total encaissé de la subvention du MTMDET visant le remboursement de ces billets a atteint 14 827 de capital [66 519 au 31 décembre 2016] et 8 716 d'intérêts [40 331 au 31 décembre 2016].

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

au 31 mai 2017



(Les montants sont en milliers de dollars.)

DETTE À LONG TERME

Les billets à payer suivants portent des intérêts à taux fixe :	31 mai 2017	31 décembre 2016
Billet à payer, émis en 2002, avec taux d'intérêt de 6,039 % – Échéance en 2022	1 087	1 087
Billets à payer, émis en 2004, avec taux d'intérêt variant entre 5,379 % et 5,453 % – Échéance en 2024	11 147	11 686
Billet à payer en 2005, avec taux d'intérêt de 5,261 % – Échéance en 2025	6 227	6 537
Billet à payer, émis en 2006, avec taux d'intérêt de 4,349 % – Échu en 2017	-	150
Billets à payer, émis en 2007, avec taux d'intérêt variant entre 4,660 % et 5,136 % – Échéance entre 2017 et 2025	14 602	14 602
Billets à payer, émis en 2008, avec taux d'intérêt variant entre 4,317 % et 4,659 % – Échéance entre 2017 et 2018	70 366	70 366
Billets à payer, émis en 2009, avec taux d'intérêt variant entre 4,340 % et 4,542 % – Échéance entre 2018 et 2019	112 326	112 326
Billets à payer, émis en 2010, avec taux d'intérêt variant entre 3,652 % et 4,925 % – Échéance entre 2019 et 2029	138 889	138 889
Billets à payer, émis en 2011, avec taux d'intérêt variant entre 3,294 % et 4,323 % – Échéance entre 2021 et 2024	99 683	100 050
Billets à payer, émis en 2012, avec taux d'intérêt variant entre 1,952 % et 3,494 % – Échéance entre 2017 et 2043	185 860	187 104
Billets à payer, émis en 2013, avec taux d'intérêt variant entre 1,739 % et 3,654 % – Échéance entre 2017 et 2045	484 862	492 253
Billets à payer, émis en 2014, avec taux d'intérêt variant entre 2,262 % et 4,193 % – Échéance entre 2018 et 2045	249 097	251 601
Billets à payer, émis en 2015, avec taux d'intérêt variant entre 2,018 % et 3,489 % – Échéance entre 2022 et 2048	189 913	193 615
Billets à payer, émis en 2016, avec taux d'intérêt variant entre 1,972 % et 3,245 % – Échéance entre 2026 et 2036	90 877	92 206
Billets à payer, émis en 2017, avec taux d'intérêt variant entre 2,158 % et 2,886 % – Échéance variant entre 2026 et 2036	53 521	-
	1 708 457	1 672 472
Moins : Frais d'émission et de gestion de la dette à long terme reportés	(20 926)	(21 456)
	1 687 531	1 651 016
Dette à long terme, relative à l'entente de partenariat public-privé, avec taux d'intérêt variant entre 0 % et 3,155 % – Échéant en 2042	157 873	150 958
Allocation forfaitaire à rembourser pour amélioration locative, taux d'intérêt de 9,65 %, échéant en novembre 2031	3 688	3 736
Allocation forfaitaire à rembourser pour amélioration locative, taux d'intérêt de 11,26 %, échéant en novembre 2031	699	707
	162 260	155 401
Frais d'émission financés à long terme	305	314
	1 850 096	1 806 731

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

au 31 mai 2017

(Les montants sont en milliers de dollars.)



Remboursements annuels en capital et intérêts des billets à payer :

	Dettes totales		Assumée MTMDET	
	Capital	Intérêts	Capital	Intérêts
2017 (7 mois)	131 137	47 685	113 848	31 593
2018	235 644	52 891	215 603	36 056
2019	161 933	44 822	125 320	28 545
2020	101 227	38 822	79 622	23 769
2021	128 195	35 452	112 838	21 083
2022 et suivantes	950 321	216 716	554 620	47 613
	1 708 457	436 388	1 201 851	188 659

Remboursement annuel en capital et intérêts de la dette à long terme relative à l'entente de partenariat public-privé :

	Capital	Intérêts
2017 (7 mois)	-	-
2018	46 409	4 977
2019	3 329	4 874
2020	3 435	4 768
2021	3 545	4 658
2022 et suivantes	101 155	63 868
	157 873	83 145

Remboursements annuels en capital et intérêts de l'allocation forfaitaire à rembourser :

	Capital	Intérêts
2017 (7 mois)	81	251
2018	152	420
2019	167	404
2020	185	387
2021	204	368
2022 et suivantes	3 598	2 067
	4 387	3 897

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

au 31 mai 2017

(Les montants sont en milliers de dollars.)



CONTRAT LOCATION-ACQUISITION

	31 mai 2017	31 décembre 2016
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition, taux d'intérêt de 7,80%, échéant en mars 2025	1 026	1 116
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition, taux d'intérêt de 5,033%, échéant en juillet 2067	15 754	15 667
	16 780	16 783

Paiements minimums futurs exigibles en vertu de l'obligation découlant de contrats de location-acquisition :

	Capital	Intérêts
2017 (7 mois)	-	464
2018	97	884
2019	105	887
2020	113	889
2021	122	890
2022 et suivantes	16 343	34 932
	16 780	38 946

15. SUBVENTIONS REPORTÉES

	Solde d'ouverture	Subventions affectées de l'exercice en cours	Ajustements	Virements aux résultats de l'exercice en cours	Solde de clôture
Subventions reportées provenant du MTMDT :					
PAGTCP	193 078	7 955	-	(8 905)	192 128
Selon le décret 1027-2016	39 500	-	(20 360)	(19 140)	-
Lettre d'autorisation du centre de maintenance Pointe-St-Charles	-	1 459	-	(1 459)	-
Subventions reportées provenant de PPP Canada :					
Centre de maintenance Lachine	22 275	-	(177)	18	22 116
Centre de maintenance Pointe-Saint-Charles	41 311	2 189	-	-	43 500
	296 164	11 603	(20 537)	(29 486)	257 744

Le virement total aux résultats des subventions reportées est de 29 486 [80 000 au 31 décembre 2016].

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

au 31 mai 2017

(Les montants sont en milliers de dollars.)



16. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Classes d'actifs	Coût			Amortissements cumulés			Valeur comptable nette		
	Solde d'ouverture	Augmen- tation	Cession/ Radiation	Solde de clôture	Solde d'ouverture	Augmen- tation	Cession/ Radiation	Solde de clôture	Solde d'ouverture
Structure ferroviaire	555 952	2 630	-	558 582	(44 249)	(5 380)	-	(49 629)	511 703
Bâtiments	317 039	3 181	-	320 220	(50 169)	(3 870)	-	(54 039)	266 870
Infrastructures	467 232	3 119	-	470 351	(208 566)	(7 455)	-	(216 021)	258 666
Équipements	48 813	239	-	49 052	(23 882)	(2 017)	-	(25 899)	24 931
Matériel roulant ferroviaire	931 163	1 656	-	932 819	(406 601)	(18 524)	-	(425 125)	524 562
Informatique et téléphonie	55 153	3 313	(8)	58 458	(27 566)	(2 679)	-	(30 245)	27 587
Terrains	202 356	17	-	202 373	-	-	-	-	202 356
Locations-acquisitions	15 377	45	-	15 422	(3 068)	(131)	-	(3 199)	12 309
Immobilitisations en cours	200 759	9 515	-	210 274	-	-	-	-	200 759
Immobilitisations corporelles	2 793 844	23 715	(8)	2 817 551	(764 101)	(40 056)	-	(804 157)	2 029 743
									2 013 394

La charge totale d'amortissement des immobilisations corporelles est de 40 056 [99 092 au 31 décembre 2016] répartie entre le Fonds d'immobilisations (39 273 [96 981 au 31 décembre 2016]) et le Fonds d'exploitation (783 [2 111 au 31 décembre 2016]). Cette charge est répartie entre différents postes.

Les acquisitions d'immobilisations corporelles incluses dans les fournisseurs et les frais courus représentent 13 894 [33 778 au 31 décembre 2016].

Au cours de l'exercice, l'AMT a acquis des immobilisations en vertu d'une entente de financement par partenariat public-privé pour un montant de 6 914 (124 633 au 31 décembre 2016). De plus, elle a disposé d'immobilisations en vertu de transfert de dettes et de contrat d'échange pour un montant de nil (330 au 31 décembre 2016).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

au 31 mai 2017

(Les montants sont en milliers de dollars.)



17. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES À L'ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

VARIATION DES ACTIFS ET PASSIFS RELIÉS AUX ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT

	31 mai 2017 (5 mois)	31 décembre 2016 (12 mois)
Créances	31 350	(84 474)
Remises du gouvernement du Québec à recevoir	(9 578)	18 238
Subventions à recevoir	3 442	(32 628)
Fournisseurs et frais courus	(651)	17 251
Taxe sur l'essence à redistribuer aux organismes	22 911	(861)
Passif au titre de sites contaminés	(19)	(7 232)
Subventions reportées	11 426	162 109
Charges payées d'avance	1 166	772
Pièces de rechange des trains de banlieue	(157)	(1 195)
	59 890	71 980

AUTRES RENSEIGNEMENTS

	31 mai 2017 (5 mois)	31 décembre 2016 (12 mois)
Intérêts payés sur les emprunts à court terme	84	506
Intérêts payés sur la dette à long terme	9 585	57 495
	9 669	58 001

18. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES AUX RISQUES FINANCIERS

La direction a mis en place des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

L'emprunt à court terme et la dette à long terme portent des intérêts à taux fixes. Par conséquent, le risque de taux d'intérêt relativement aux flux de trésorerie auxquels est exposée l'AMT est minime étant donné que l'AMT prévoit le remboursement selon l'échéancier prévu.

RISQUE DE PRIX SUR MARCHANDISES

Afin d'atténuer les effets des fluctuations du prix du diesel, l'AMT a une stratégie de couverture qui consiste à réaliser des opérations de swap sur l'huile à chauffage pour un pourcentage cible de la consommation future de carburant. Au 31 mai 2017, des swaps d'huile à chauffage sont en cours [note 19].

RISQUE DE CHANGE

Bien que l'AMT transige ses affaires et reçoive ses revenus d'exploitation essentiellement en dollars canadiens, une partie de ses charges, de son encaisse et de ses comptes à payer est libellée en devise américaine. Par conséquent, les résultats de l'AMT sont touchés par les fluctuations du taux de change entre ces devises.

L'équivalent en \$CAN des éléments d'encaisse, de dépôt et de compte à payer libellés en devise américaine totalisait respectivement 108, 1 264 et 1 988 au 31 mai 2017 [312, nil et 2 102 au 31 décembre 2016].

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

au 31 mai 2017

(Les montants sont en milliers de dollars.)



19. INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

L'AMT utilise des instruments financiers dérivés, tels que des contrats de *swap* de commodités pour gérer les risques liés aux variations des prix du carburant. Ces instruments dérivés ne visent à effectuer ni des opérations sur valeurs, ni des opérations spéculatives.

Les *swaps* sont liés à une marchandise (huile à chauffage n°2) pour laquelle les parties échangent des paiements en espèces basés sur des variations du prix des marchandises ou l'indice du marché, ce qui permet de fixer le prix que les parties paient réellement pour les marchandises.

À la fin de l'exercice, l'AMT détenait les instruments financiers dérivés suivants :

	Prix fixe	Quantité référence
Huile à chauffage, juin, juillet, octobre et novembre 2017	0,5873 \$CAN/litre	1 337 232 litres
Huile à chauffage, juin et juillet 2017	0,5366 \$CAN/litre	947 507 litres
Huile à chauffage, août et septembre 2017	0,5750 \$CAN/litre	1 070 261 litres
Huile à chauffage, décembre 2017	0,5860 \$CAN/litre	524 980 litres
Huile à chauffage, août et septembre 2017	0,5898 \$CAN/litre	214 051 litres
Huile à chauffage, juin, juillet, août, octobre, novembre, décembre 2017 et janvier, février, mars, avril, mai 2018	0,5620 \$CAN/litre	3 918 493 litres

20. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

BAUX À LONG TERME

L'AMT s'est engagée à verser une somme de 44 688 [46 900 au 31 décembre 2016] pour des locaux, en vertu de baux à long terme qui s'échelonnent jusqu'en 2031. Les paiements minimums exigibles pour les cinq prochains exercices s'élèvent à 2 626 pour 2017 (7 mois), 3 895 pour 2018, 3 127 pour 2019, 2 905 pour 2020 et 32 135 pour les années subséquentes à 2020.

CONTRATS D'ACCÈS ET D'ENTRETIEN DES VOIES

L'AMT a octroyé des contrats à des entreprises afin d'obtenir un droit d'accès aux voies qui comprend aussi l'entretien des voies. Les ententes contractuelles s'échelonnent jusqu'en 2025. Au 31 mai 2017, le solde de l'engagement de l'AMT relativement à ces contrats s'élève à 208 539 [228 068 au 31 décembre 2016]. Les versements prévus sont de 17 002 en 2017 (7 mois), 23 525 en 2018, 24 113 en 2019, 24 716 en 2020 et 119 183 pour les années subséquentes à 2020.

CONTRATS MAJEURS D'ENTRETIEN D'IMMOBILISATIONS ET D'OPÉRATION DES TRAINS

L'AMT a octroyé des contrats à des entreprises pour la conduite des trains et l'entretien préventif de certaines immobilisations. Les ententes contractuelles s'échelonnent jusqu'en 2048. Au 31 mai 2017, le solde de l'engagement de l'AMT relativement à ces contrats s'élève à 536 404 [544 738 au 31 décembre 2016]. Les versements prévus sont de 22 223 en 2017 (7 mois), 43 972 en 2018, 46 863 en 2019, 47 715 en 2020 et 375 631 pour les années subséquentes à 2020.

CONTRATS MAJEURS DE CONSTRUCTION

L'AMT s'est engagée en vertu d'ententes contractuelles à l'égard de différents projets de développement d'immobilisations en cours totalisant 148 393 [93 216 au 31 décembre 2016]. Les ententes contractuelles s'échelonnent jusqu'en 2019. Pour ces investissements en immobilisations, le MTMDT s'est engagé auprès de l'AMT à les subventionner en partie en vertu du PAGTCP. Relativement à ces contrats de construction majeure, l'AMT prévoit verser 141 218 en 2017 (7 mois), 7 066 en 2018 et 109 en 2019.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

au 31 mai 2017

(Les montants sont en milliers de dollars.)



AUTRES CONTRATS

L'AMT a également d'autres ententes contractuelles avec certains fournisseurs, principalement constitués de contrats liés aux services de transport collectif et à la gestion des équipements métropolitains ainsi que d'autres contrats d'entretien majeurs. Ces contrats s'échelonnent jusqu'en 2018. Au 31 mai 2017, le solde de l'engagement de l'AMT relativement à ces autres contrats s'élève à 77 770 [70 003 au 31 décembre 2016]. Les versements prévus sont de 57 130 en 2017 (7 mois) et de 20 640 en 2018.

21. ÉVENTUALITÉS

POURSUITES

L'AMT fait l'objet de poursuites et la direction est d'avis qu'elle a établi des provisions adéquates pour couvrir toutes les pertes éventuelles et les montants non recouvrables des sociétés d'assurance, le cas échéant. Le montant de ces réclamations est de l'ordre de 24 760 [27 274 au 31 décembre 2016] et la direction a enregistré une provision aux livres de 6 845 [7 918 au 31 décembre 2016].

Par ailleurs, un recours collectif de 1 500 000 a été intenté par le Regroupement des activistes pour l'inclusion au Québec envers l'AMT, la STM et la Ville de Montréal. À la date de préparation des états financiers, la direction estime que l'issue de cette poursuite est indéterminable. Par conséquent, aucun montant n'a été enregistré relativement à ce recours collectif.

22. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers et qui sont comptabilisées à la valeur d'échange, l'AMT est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises publiques contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis à un contrôle conjoint.

L'AMT n'a conclu aucune opération commerciale avec ses apparentés autre que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. La majorité de ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

23. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de l'exercice 2016 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice 2017.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

au 31 mai 2017

(Les montants sont en milliers de dollars.)



24. INFORMATIONS SECTORIELLES

RÉSULTATS ET SOLDE DU FONDS D'EXPLOITATION

	31 mai 2017 (12 mois) Budget ⁽¹⁾	(5 mois) Réal	31 décembre 2016 (12 mois) Réal
REVENUS			
Remises gouvernementales :			
Droit sur l'immatriculation	60 000	22 753	60 114
Taxe sur l'essence	48 750	22 911	47 473
Revenus des trains de banlieue [note 3]	71 122	30 598	69 206
Contributions municipales aux trains de banlieue [note 4]	69 751	29 807	66 811
Contributions du gouvernement du Québec à la Politique de développement durable [note 5]	9 701	4 042	9 701
Contributions des organismes de transport aux équipements métropolitains [note 4]	8 238	2 247	7 993
Contributions du gouvernement du Québec aux mesures d'atténuation [note 5]	7 336	2 875	6 118
Autres revenus	7 056	3 992	6 833
Revenus des autobus express métropolitains [note 3]	3 785	1 637	3 741
Revenus commerciaux	5 200	2 250	5 069
Contributions du gouvernement du Québec à la perte de valeur comptable de la Gare d'autocars de Montréal [note 5]	-	-	3 650
Gain sur rachats de placements [note 10]	-	3 206	30
Contributions municipales aux autobus express métropolitains [note 4]	406	48	141
	291 345	126 366	286 880
CHARGES			
Trains de banlieue	174 378	74 537	167 319
Aide métropolitaine et dépenses afférentes [note 6]	48 570	20 982	49 013
Équipements métropolitains	21 290	7 808	18 993
Aide à l'intégration tarifaire [note 6]	8 470	4 231	8 298
Aide aux tarifs réduit et étudiant des titres de transport TRAM et dépenses afférentes [note 6]	8 310	3 773	8 208
Coordination métropolitaine	13 565	5 320	11 219
Autobus express métropolitains	5 350	2 080	5 016
Mesures d'atténuation	7 900	3 228	8 146
Aide au transport adapté [note 6]	2 387	960	2 261
Frais de gestion de la Société de l'assurance automobile du Québec	1 200	455	1 202
Autres dépenses	3 917	653	1 189
Perte provenant d'une entreprise publique [note 9]	764	244	925
Dévaluation des placements [note 10]	-	9	30
	296 101	124 280	281 819
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE L'EXERCICE	(4 756)	2 086	5 061
SOLDE DU FONDS D'EXPLOITATION AU DÉBUT DE L'EXERCICE		29 170	24 109
SOLDE DU FONDS D'EXPLOITATION À LA FIN DE L'EXERCICE		31 256	29 170

(1) Au moment où la direction de l'AMT a approuvé les données budgétaires de l'exercice financier 2017, la Loi modifiant principalement l'organisation et la gouvernance du transport collectif dans la région métropolitaine n'était pas adoptée. C'est pourquoi les données budgétaires présentées diffèrent des données réelles puisque l'exercice fut réduit à 5 mois.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

au 31 mai 2017

(Les montants sont en milliers de dollars.)



RÉSULTATS ET SOLDE DU FONDS D'IMMOBILISATIONS

	31 mai 2017 (5 mois)	31 décembre 2016 (12 mois)
REVENUS		
Revenus d'intérêts subventionnés	19 032	41 935
Virement des subventions reportées [note 15]	29 486	80 000
Contributions municipales au fonds d'immobilisations [note 4]	21 650	50 272
Contributions du gouvernement du Québec aux mesures d'atténuation [note 5]	1 383	7 134
Gains de change	-	129
Gains réalisés suite à cession d'immobilisations corporelles	1	-
Gains sur rachats de placements [note 10]	94	3
Autres revenus	514	194
	72 160	179 667
CHARGES		
Amortissement des immobilisations corporelles	38 990	96 158
Frais d'intérêts sur la dette à long terme	24 633	59 499
Études de faisabilité	1 567	4 258
Salaires et frais généraux liés aux mandats de développement	3 836	8 900
Mesures d'atténuation	1 388	8 394
Pertes de change	16	-
Autres dépenses	2 466	7 208
Perte sur la radiation et cession d'immobilisations corporelles et de subventions reportées	-	309
Dévaluation des placements [note 10]	-	2
	72 896	184 728
DÉFICIT DE L'EXERCICE	(736)	(5 061)
SOLDE DU FONDS D'IMMOBILISATIONS AU DÉBUT DE L'EXERCICE	(29 170)	(24 109)
SOLDE DU FONDS D'IMMOBILISATIONS À LA FIN DE L'EXERCICE	(29 906)	(29 170)


RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants basés sur l'information actuellement disponible. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans les autres sections du rapport annuel d'activités concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction de l'Autorité maintient un système de contrôles internes conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables. La direction procède à des vérifications ponctuelles afin de s'assurer du caractère adéquat et soutenu des contrôles internes appliqués de façon uniforme par l'Autorité.

L'Autorité reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de l'Autorité conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer la direction pour discuter de tout élément qui concerne son audit.



Louis Morisset
Président-directeur général



Marie-Claude Soucy
Vice-présidente des services administratifs

Québec, le 4 juillet 2018



ÉTATS FINANCIERS DE L'AUTORITÉ

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de l'Autorité des marchés financiers, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2018, l'état des résultats et de l'excédent cumulé, l'état de la variation des actifs financiers nets et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'Autorité des marchés financiers au 31 mars 2018, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,

Guylaine Leclerc FCPA auditrice, FCA

Guylaine Leclerc, FCPA auditrice, FCA

Québec, le 4 juillet 2018

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT CUMULÉ

De l'exercice clos le 31 mars 2018

(en milliers de dollars)

	2018				2017		
	BUDGET	OPÉRATIONS COURANTES RÉEL	FONDS D'ASSURANCE-DÉPÔTS RÉEL	TOTAL RÉEL	OPÉRATIONS COURANTES RÉEL	FONDS D'ASSURANCE-DÉPÔTS RÉEL	TOTAL RÉEL
REVENUS							
Droits, cotisations et primes	140 422	118 607	17 825	136 432	119 737	17 140	136 877
Revenus de placements (note 4)	13 394	1 465	10 699	12 164	1 083	12 631	13 714
Contributions du gouvernement du Québec (note 5)	4 010	4 715		4 715	3 724		3 724
Sanctions administratives et amendes (note 6)	851	2 217		2 217	949		949
Autres revenus (note 7)	6 916	4 324	224	4 548	6 188		6 188
	165 593	131 328	28 748	160 076	131 681	29 771	161 452
CHARGES							
Salaires et avantages sociaux	95 833	88 184	1 115	89 299	84 046	957	85 003
Charges locatives	7 312	7 172		7 172	7 835		7 835
Services professionnels	13 954	8 496	185	8 681	10 400	345	10 745
Fournitures, documentation et entretien	4 040	3 500	4	3 504	3 338		3 338
Déplacements, représentation et accueil	3 096	1 950	367	2 317	1 872	69	1 941
Communications, informations	624	506	131	637	210	107	317
Télécommunications	595	506		506	547		547
Contribution au Tribunal administratif des marchés financiers	2 820	2 845		2 845	2 493		2 493
Frais relatifs à l'application des lois (note 8)	1 450	1 244		1 244	1 392		1 392
Amortissement des immobilisations corporelles	6 592	6 368	147	6 515	5 784		5 784
Autres charges	2 737	2 103	31	2 134	4 068	28	4 096
Frais de gestion attribués aux Fonds (note 9)	(1 270)	(1 845)	744	(1 101)	(1 749)	602	(1 147)
	137 783	121 029	2 724	123 753	120 236	2 108	122 344
Excédent de l'exercice avant élément suivant	27 810	10 299	26 024	36 323	11 445	27 663	39 108
Opérations du Fonds pour l'éducation et la saine gouvernance (note 10)	(1 209)	5 907		5 907	(1 064)		(1 064)
Excédent de l'exercice	26 601	16 206	26 024	42 230	10 381	27 663	38 044
Excédent cumulé au début de l'exercice	809 808	155 231	654 577	809 808	144 850	626 914	771 764
Excédent cumulé à la fin de l'exercice	836 409	171 437	680 601	852 038	155 231	654 577	809 808

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTATS FINANCIERS DE L'AUTORITÉ

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Au 31 mars 2018

(en milliers de dollars)

	2018			2017		
	OPÉRATIONS COURANTES	FONDS D'ASSURANCE- DÉPÔTS	TOTAL	OPÉRATIONS COURANTES	FONDS D'ASSURANCE- DÉPÔTS	TOTAL
ACTIFS FINANCIERS						
Encaisse	51 155	790	51 945	54 621	540	55 161
Placements (note 11)	102 214	676 949	779 163	83 197	652 416	735 613
Créances (note 12)	37 149		37 149	36 489	19	36 508
Créance - Fonds d'assurance-dépôts	569			706		
Revenus de placements à recevoir	508	1 194	1 702	379	1 289	1 668
	191 595	678 933	869 959	175 392	654 264	828 950
PASSIFS						
Charges à payer (note 13)	22 673	124	22 797	22 222	411	22 633
Charges à payer - Opérations courantes		569			706	
Droits et cotisations à rembourser	395		395	302		302
Provision au titre des avantages sociaux futurs (note 14)	12 717		12 717	12 647		12 647
Revenus reportés (note 15)	14 240	1 490	15 730	12 788	1 432	14 220
Obligations relatives à un bail	2 068		2 068	1 437		1 437
Obligation pour régime de rentes d'appoint (note 14)	2 586		2 586	3 156		3 156
	54 679	2 183	56 293	52 552	2 549	54 395
ACTIFS FINANCIERS NETS	136 916	676 750	813 666	122 840	651 715	774 555
ACTIFS NON FINANCIERS						
Immobilisations corporelles (note 16)	32 791	3 848	36 639	30 806	2 846	33 652
Charges payées d'avance	1 730	3	1 733	1 585	16	1 601
	34 521	3 851	38 372	32 391	2 862	35 253
EXCÉDENT CUMULÉ (note 17)	171 437	680 601	852 038	155 231	654 577	809 808
DÉPÔTS GARANTIS (note 18)						
OBLIGATIONS CONTRACTUELLES (note 19)						
ÉVENTUALITÉS (note 20)						
ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DES ÉTATS FINANCIERS (note 21)						

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.



Louis Morisset
Président-directeur général
Autorité des marchés financiers



Marie-Claude Soucy
Vice-présidente des services administratifs
Autorité des marchés financiers

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS

De l'exercice clos le 31 mars 2018

(en milliers de dollars)

	2018				2017		
	BUDGET	OPÉRATIONS COURANTES RÉEL	FONDS D'ASSURANCE-DÉPÔTS RÉEL	TOTAL RÉEL	OPÉRATIONS COURANTES RÉEL	FONDS D'ASSURANCE-DÉPÔTS RÉEL	TOTAL RÉEL
Excédent de l'exercice	26 601	16 206	26 024	42 230	10 381	27 663	38 044
Acquisition d'immobilisations corporelles	(12 590)	(8 490)	(1 149)	(9 639)	(7 183)	(2 242)	(9 425)
Amortissement des immobilisations corporelles	6 592	6 368	147	6 515	5 784		5 784
Ajustement aux immobilisations corporelles					365		365
Produit de disposition d'immobilisations corporelles		50		50			
Pertes sur disposition d'immobilisations corporelles		87		87			
	(5 998)	(1 985)	(1 002)	(2 987)	(1 034)	(2 242)	(3 276)
Développement d'un programme de formation en cours					68		68
Acquisition de charges payées d'avance		(1 606)		(1 606)	(1 558)	(16)	(1 574)
Utilisation de charges payées d'avance		1 461	13	1 474	1 148		1 148
		(145)	13	(132)	(410)	(16)	(426)
Augmentation des actifs financiers nets	20 603	14 076	25 035	39 111	9 005	25 405	34 410
Actifs financiers nets au début de l'exercice	774 555	122 840	651 715	774 555	113 835	626 310	740 145
Actifs financiers nets à la fin de l'exercice	795 158	136 916	676 750	813 666	122 840	651 715	774 555

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTATS FINANCIERS DE L'AUTORITÉ

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

De l'exercice clos le 31 mars 2018

(en milliers de dollars)

	2018			2017		
	OPÉRATIONS COURANTES	FONDS D'ASSURANCE- DÉPÔTS	TOTAL	OPÉRATIONS COURANTES	FONDS D'ASSURANCE- DÉPÔTS	TOTAL
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT						
Excédent de l'exercice	16 206	26 024	42 230	10 381	27 663	38 044
Éléments sans incidence sur les flux de trésorerie						
Revenus de placement réinvestis	(739)	(279)	(1 018)	(575)	(9)	(584)
Amortissement des immobilisations corporelles	6 368	147	6 515	5 784		5 784
Charges payées d'avance	1 461	13	1 474	1 148		1 148
Obligation pour régime de rentes d'appoint	(570)		(570)	382		382
Obligations relatives à un bail	631		631	1 025		1 025
Pertes sur disposition d'immobilisations corporelles	87		87			
	23 444	25 905	49 349	18 145	27 654	45 799
Variation des actifs et passifs liés au fonctionnement						
Créances	(660)	19	(641)	(112)	(19)	(131)
Créance - Fonds d'assurance-dépôts	137			(96)		
Revenus de placements à recevoir	(129)	95	(34)	186	272	458
Programme de formation destiné à la vente				1 231		1 231
Développement d'un programme de formation en cours				68		68
Charges payées d'avance	(1 606)		(1 606)	(1 558)	(16)	(1 574)
Charges à payer	218	159	377	3 582	(114)	3 468
Charges à payer - Opérations courantes		(137)			96	
Droits et cotisations à rembourser	93		93	(208)		(208)
Provision au titre des avantages sociaux futurs	70		70	755		755
Revenus reportés	1 452	58	1 510	762	40	802
	(425)	194	(231)	4 610	259	4 869
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	23 019	26 099	49 118	22 755	27 913	50 668

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE (suite)

De l'exercice clos le 31 mars 2018

(en milliers de dollars)

	2018			2017		
	OPÉRATIONS COURANTES	FONDS D'ASSURANCE- DÉPÔTS	TOTAL	OPÉRATIONS COURANTES	FONDS D'ASSURANCE- DÉPÔTS	TOTAL
ACTIVITÉS DE PLACEMENT						
Acquisition de placements	(18 817)	(28 012)	(46 829)	(1 774)	(26 231)	(28 005)
Produit de disposition de placements	539	3 758	4 297	7 841	168	8 009
Flux de trésorerie liés aux activités de placement	(18 278)	(24 254)	(42 532)	6 067	(26 063)	(19 996)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS						
Acquisition d'immobilisations corporelles	(8 257)	(1 595)	(9 852)	(7 297)	(1 809)	(9 106)
Produit de disposition d'immobilisations corporelles	50		50			
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations	(8 207)	(1 595)	(9 802)	(7 297)	(1 809)	(9 106)
(Diminution) augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(3 466)	250	(3 216)	21 525	41	21 566
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	54 621	540	55 161	33 096	499	33 595
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	51 155	790	51 945	54 621	540	55 161
La trésorerie et les équivalents de trésorerie à la fin comprennent l'encaisse.						
Intérêts reçus	1 412	12 411	13 823	1 635	11 546	13 181

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2018

(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars)

1 - CONSTITUTION ET MISSION

L'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) est une personne morale, créée en vertu de la Loi sur l'Autorité des marchés financiers (RLRQ, chapitre A-33.2) entrée en vigueur le 1^{er} février 2004. Puisqu'elle est mandataire de l'État, l'Autorité n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu au Québec et au Canada. Relevant du ministre des Finances, elle est financée par les différents intervenants du secteur financier.

L'Autorité est l'organisme de réglementation qui chapeaute le régime québécois d'encadrement du secteur financier. Elle s'est substituée au 1^{er} février 2004 au Bureau des services financiers, à la Commission des valeurs mobilières du Québec, à l'Inspecteur général des institutions financières (secteur des institutions financières seulement) ainsi qu'à la Régie de l'assurance-dépôts du Québec. Elle a alors acquis les droits et assumé les obligations de ces entités. Depuis sa création, l'Autorité exerce également les fonctions de fiduciaire à l'égard du Fonds d'indemnisation des services financiers.

L'Autorité a pour mission :

- de prêter assistance aux consommateurs de produits et services financiers notamment en établissant des programmes d'éducation en la matière, en assurant le traitement des plaintes des consommateurs et en offrant à ces derniers des services de règlement des différends;

- de veiller à ce que les institutions financières et les autres intervenants du secteur financier respectent les normes de solvabilité qui leur sont applicables et se conforment aux obligations que la loi leur impose, en vue de protéger les intérêts des consommateurs de produits et services financiers, et de prendre toute mesure prévue par la loi;
- d'assurer l'encadrement des activités de distribution de produits et services financiers en appliquant les règles d'admissibilité et d'exercice de ces activités et en prenant toute mesure prévue par la loi;
- d'assurer l'encadrement des activités de bourse et de compensation et l'encadrement des marchés de valeurs mobilières en exerçant les contrôles prévus par la loi en matière d'accès au marché public des capitaux, en veillant à ce que les émetteurs et les autres intervenants du secteur financier se conforment aux obligations qui leur sont applicables et en prenant toute mesure prévue par la loi;
- d'assurer l'encadrement des marchés de dérivés, notamment des bourses et des chambres de compensation de dérivés, en veillant à ce que les entités réglementées et les autres intervenants aux marchés de dérivés se conforment aux obligations prévues par la loi;
- de voir à la mise en place de programmes de protection et d'indemnisation des consommateurs de produits et utilisateurs de services financiers et d'administrer les fonds d'indemnisation prévus à la loi.

De plus, l'Autorité accomplit des fonctions additionnelles confiées par le gouvernement du Québec. D'une part, en lien avec les pouvoirs que lui confère la Loi sur les entreprises de services monétaires (RLRQ, chapitre E-12.000001), l'Autorité délivre les permis d'exploitation à toute personne ou entité qui exploite, contre rémunération, une entreprise de services monétaires et elle voit à leur encadrement. D'autre part, en application de la Loi sur les régimes volontaires d'épargne-retraite (L.Q., 2013, C. 26), l'Autorité a le pouvoir d'accorder, à une personne morale admissible en vertu de cette loi, une autorisation pour agir comme administrateur de régimes volontaires d'épargne-retraite. De plus, en application de la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics (L.Q., 2012, C. 25), l'Autorité délivre les autorisations aux entreprises qui souhaitent conclure des contrats et sous-contrats publics, ce qui inclut les contrats conclus avec les ministères, les sociétés d'État et les municipalités au Québec.

Le 1^{er} décembre 2017, le gouvernement du Québec a sanctionné un projet de loi modifiant les responsabilités de l'Autorité en vertu de la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics. Ce projet de loi transfèrera les responsabilités de l'Autorité vers l'Autorité des marchés publics (AMP) 6 mois après l'entrée en fonction du président-directeur général de l'AMP, soit le 25 janvier 2019.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2018

(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars)

Un processus de transition sera convenu afin de prévoir les modalités de remboursement des dépenses encourues par l'Autorité en raison de la résiliation de l'entente avec le président du Conseil du trésor relative à l'administration du registre des entreprises autorisées ainsi que du transfert des activités de l'Autorité. Cette entente prévoit notamment le remboursement du solde non amorti des dépenses reliées au poste développement du système informatique. La valeur du remboursement sera déterminée ultérieurement. Par ailleurs, au 31 mars 2018, les revenus et les dépenses des activités de la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics représentent 4 591 000 \$ (3 889 000 \$ en 2017).

L'Autorité administre le Fonds d'assurance-dépôts constitué en vertu de la Loi sur l'assurance-dépôts (RLRQ, chapitre A-26). Selon l'article 52.2 de cette loi, les bénéfices nets accumulés du Fonds d'assurance-dépôts doivent figurer sous forme de poste distinct dans tout état de l'actif et du passif de l'Autorité et être indiqués comme une addition au Fonds d'assurance-dépôts ou une réduction de ce fonds. Dans le but de compléter l'information financière, l'Autorité présente également de façon distincte les opérations et autres postes d'actifs et passifs du Fonds d'assurance-dépôts.

L'Autorité, par l'entremise de ce fonds, a pour fonctions :

- de régir la sollicitation et la réception de dépôts d'argent du public;
- de garantir, à toute personne qui fait un dépôt d'argent à une institution inscrite, le paiement à leur échéance respective du capital et des intérêts de ce dépôt jusqu'à concurrence d'une somme de 100 000 \$;
- de gérer un fonds d'assurance-dépôts;
- d'administrer un régime de permis.

En vertu de cette loi :

- le Fonds d'assurance-dépôts doit être maintenu pour l'exécution de l'obligation de garantie de même que pour l'exercice de certains pouvoirs. Les primes prélevées par le Fonds d'assurance-dépôts sont versées à ce fonds de même que les sommes que le ministre des Finances peut, avec l'autorisation du gouvernement et aux conditions que ce dernier détermine, verser de temps à autre au Fonds d'assurance-dépôts;
- lorsque les ressources du Fonds d'assurance-dépôts sont insuffisantes pour le paiement de ses obligations ou l'exercice de ses pouvoirs, le ministre des Finances peut, avec l'autorisation du gouvernement et aux conditions qu'il détermine, faire des avances au Fonds d'assurance-dépôts ou garantir le paiement de tout engagement de ce dernier.

Le Fonds d'indemnisation des services financiers est institué en vertu de l'article 258 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers (RLRQ, chapitre D-9.2), tel que modifié par l'article 424 de la Loi sur l'Autorité des marchés financiers. Ce fonds est affecté au paiement des indemnités payables aux victimes de fraude, de manœuvres dolosives ou de détournement de fonds dont est responsable un cabinet, un représentant autonome, une société autonome ou un courtier en épargne collective ou en plans de bourses d'études. Selon l'article 274 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers, l'Autorité doit maintenir une comptabilité distincte et l'actif du fonds ne fait pas partie des actifs de l'Autorité. Le sommaire de l'état de la situation financière du Fonds d'indemnisation des services financiers est présenté à la note 24.

CHAMBRE DE LA SÉCURITÉ FINANCIÈRE ET CHAMBRE DE L'ASSURANCE DE DOMMAGES

Dans l'administration de la Loi sur la distribution de produits et services financiers et dans le but de faciliter le processus de perception des cotisations pour la Chambre de la sécurité financière et la Chambre de l'assurance de dommages, l'Autorité a pris en charge la perception des cotisations de ces organismes auprès de leurs membres. Durant l'exercice, l'Autorité a perçu en cotisations 12 508 000 \$ (12 665 000 \$ en 2017) et a remis 12 576 000 \$ (12 774 000 \$ en 2017) à la Chambre de la sécurité financière, et a perçu en cotisations 5 362 000 \$ (5 205 000 \$ en 2017) et a remis 5 270 000 \$ (5 084 000 \$ en 2017) à la Chambre de l'assurance de dommages. L'écart entre les montants perçus et remis s'explique par le fait qu'une partie des sommes perçues au 31 mars est remise après cette date.

2 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

RÉFÉRENTIEL COMPTABLE

Aux fins de la préparation de ses états financiers, l'Autorité utilise prioritairement le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source dans l'application de méthodes comptables doit être cohérente avec ce dernier.

UTILISATION D'ESTIMATIONS

La préparation des états financiers de l'Autorité, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et des passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2018

(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars)

financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments faisant l'objet d'estimation sont la durée de vie utile des immobilisations corporelles, les créances reliées aux sanctions administratives et amendes, la provision pour vacances, congés de maladie, allocation de transition et autres avantages, l'obligation pour le régime de rentes d'appoint et la juste valeur des placements présentée dans les notes complémentaires. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

ÉTAT DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté étant donné qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur ou libellé en devises étrangères.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Catégorie et évaluation

L'Autorité comptabilise un actif ou un passif financier dans son état de la situation financière lorsqu'elle devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier.

L'encaisse, les placements, les créances (à l'exception des montants à recevoir en vertu de lois) et les revenus de placements à recevoir sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement.

Les charges à payer (à l'exception des montants à payer en vertu de lois) et la provision pour vacances sont classées dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement.

Coûts de transaction

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des éléments classés dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale.

REVENUS

Droits, cotisations et primes

Les revenus de droits, de cotisations et de primes sont comptabilisés en fonction de la période couverte par ces revenus à l'exception des revenus de droits qui sont rattachés à un événement précis. Les montants facturés pour une période excédant la fin de l'exercice sont comptabilisés à titre de produits reportés. Les revenus de droits rattachés à un événement précis sont comptabilisés lorsque cet événement survient.

Contributions du gouvernement du Québec

Les revenus de contributions du gouvernement du Québec sont des paiements de transfert et sont constatés lorsque ces contributions sont autorisées et que l'Autorité a satisfait à tous les critères d'admissibilité, s'il en est, et qu'il est possible de faire une estimation raisonnable des montants en cause. Ils sont présentés en revenus reportés lorsque les stipulations imposées par le gouvernement du Québec créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Ils sont constatés en revenus lorsque les modalités relatives au passif sont réglées.

Sanctions administratives et amendes

Les revenus de sanctions administratives et amendes sont constatés au moment où elles sont exigibles et lorsqu'il existe une assurance raisonnable de recouvrabilité des montants.

Revenus de placement

Les intérêts sur les placements sont constatés lorsqu'ils sont gagnés.

Autres revenus

Les autres revenus sont comptabilisés au moment où la fourniture est livrée ou que le service est rendu.

ACTIFS FINANCIERS

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de l'Autorité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires et les placements à court terme, très liquides, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

Placements

Lorsqu'un placement subit une moins-value durable, sa valeur comptable est réduite pour tenir compte de cette moins-value. Cette réduction est comptabilisée dans l'état des résultats et aucune reprise de valeur n'est possible si la valeur du placement remonte par la suite.

PASSIFS

Provision pour vacances

La provision pour vacances n'a pas été actualisée puisque les journées de vacances accumulées sont généralement prises dans l'exercice suivant.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2018

(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars)

Provision pour congés de maladie

Les obligations à long terme découlant des congés de maladie accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation selon les hypothèses les plus probables déterminées par la direction. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux par les employés, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de maladie par les employés.

Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux, étant donné que l'Autorité ne dispose pas d'informations suffisantes pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

De plus, l'Autorité a institué un régime de rentes d'appoint afin de verser à certains membres de la haute direction des prestations de retraite, en sus des prestations du régime de retraite de base. Le coût des prestations de retraite accumulées par ces derniers est établi par calculs actuariels selon la méthode des prestations déterminées au prorata des années de service, à partir des hypothèses les plus probables de la direction sur le taux d'actualisation, le taux de croissance de la rémunération, l'âge de départ des employés et de la mortalité après la retraite. Les montants de gains ou pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active du groupe de salariés concernés.

Obligations relatives à un bail

Les loyers exigibles en vertu d'un contrat de location-exploitation pour la location de locaux sont imputés à titre de charges de loyer selon une formule linéaire appliquée sur la durée du bail. La différence entre le montant constaté aux résultats et les montants exigibles en vertu du bail est présentée à titre d'obligations relatives à un bail.

De plus, les obligations relatives à un bail incluent des avantages incitatifs accordés à l'Autorité par le bailleur, en vertu d'un bail à long terme pour la location de locaux administratifs. Ces avantages incitatifs sont reportés et amortis sur la durée du bail.

ACTIFS NON FINANCIERS

De par leur nature, les actifs non financiers sont généralement utilisés afin de rendre des services futurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les durées de vie utile prévues suivantes :

Améliorations locatives	Durée restante du bail
Matériel et équipement	3 à 5 ans
Développement informatique	3 à 10 ans

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de l'Autorité de fournir des biens et services, ou lorsque la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter sa baisse de valeur. La moins-value est portée à l'état des résultats de l'exercice pendant

lequel la dépréciation est déterminée. Aucune reprise sur la réduction de valeur n'est constatée.

OPÉRATIONS INTERENTITÉS

Les opérations interentités sont des opérations conclues entre entités contrôlées par le gouvernement du Québec ou soumis à son contrôle conjoint.

Les actifs reçus sans contrepartie d'une entité incluse au périmètre comptable du gouvernement du Québec sont constatés à leur valeur comptable. Les autres opérations interentités ont été réalisées à la valeur d'échange, c'est-à-dire au montant convenu pour la contrepartie donnée en échange de l'élément transféré ou du service fourni.

3 - MODIFICATIONS COMPTABLES

SP 2200 - INFORMATION RELATIVE AUX APPARENTÉS

Le 1^{er} avril 2017, l'Autorité a adopté prospectivement le chapitre SP 2200 - Information relative aux apparentés. Ce nouveau chapitre définit un apparenté et établit des normes relatives aux informations à fournir sur les opérations entre apparentés. Des informations à fournir sont requises sur les opérations entre apparentés et les relations sous-jacentes lorsque ces opérations ont été conclues à une valeur différente de celle qui aurait été établie si les parties n'avaient pas été apparentées et ont, ou pourraient avoir, une incidence financière importante sur les états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2018

(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars)

SP 3210 - ACTIFS

Le 1^{er} avril 2017, l'Autorité a adopté prospectivement le chapitre SP 3210 - Actifs. Ce nouveau chapitre fournit des indications sur l'application de la définition des actifs énoncée dans la norme SP 1000 - Fondements conceptuels des états financiers, et établit des normes générales d'informations à fournir à leur sujet. Des informations doivent être fournies sur les grandes catégories d'actifs non constatés. Lorsqu'un actif n'est pas constaté parce que le montant en cause ne peut faire l'objet d'une estimation raisonnable, il faut mentionner les motifs sous-jacents.

SP 3320 - ACTIFS ÉVENTUELS

Le 1^{er} avril 2017, l'Autorité a adopté prospectivement le chapitre SP 3320 - Actifs éventuels. Ce nouveau chapitre définit et établit des normes relatives aux informations à fournir sur les actifs éventuels. Des informations doivent être fournies sur les actifs éventuels s'il est probable que l'événement futur déterminant se produira.

SP 3380 - DROITS CONTRACTUELS

Le 1^{er} avril 2017, l'Autorité a adopté prospectivement le chapitre SP 3380 - Droits contractuels. Ce nouveau chapitre définit et établit des normes relatives aux informations à fournir sur les droits contractuels. Des informations doivent être fournies sur les droits contractuels et comprendre une description de la nature et de l'ampleur des droits contractuels ainsi que de leur échéancier.

SP 3420 - OPÉRATIONS INTERENTITÉS

Le 1^{er} avril 2017, l'Autorité a adopté prospectivement le chapitre SP 3420 - Opération interentités. Ce nouveau chapitre établit des normes de comptabilisation et d'information applicables aux opérations conclues entre des entités du secteur public qui sont comprises dans le périmètre comptable d'un gouvernement, tant du point de vue du prestataire que de celui du bénéficiaire.

L'adoption de ces normes n'a eu aucune incidence sur les résultats et sur la situation financière de l'Autorité. Les incidences se limitent, le cas échéant, à des informations présentées dans les notes complémentaires.

4 - REVENUS DE PLACEMENTS

	2018			2017		
	OPÉRATIONS COURANTES	FONDS D'ASSURANCE- DÉPÔTS	TOTAL	OPÉRATIONS COURANTES	FONDS D'ASSURANCE- DÉPÔTS	TOTAL
Intérêts sur placements	1 465	12 599	14 064	1 083	11 379	12 462
Gains (pertes) sur disposition de placements		(1 900)	(1 900)		1 252	1 252
	1 465	10 699	12 164	1 083	12 631	13 714

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2018

(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars)

5 - CONTRIBUTIONS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

	2018	2017
Lutte contre l'évasion fiscale	2 325	2 011
Entreprises de services monétaires		142
Administration du registre des entreprises autorisées	2 344	1 377
Loi sur les mesures de transparence dans les industries minière, pétrolière et gazière	46	194
	4 715	3 724

6 - SANCTIONS ADMINISTRATIVES ET AMENDES

Les revenus de sanctions administratives et amendes sont composés de sanctions administratives imposées par l'Autorité, de pénalités administratives imposées par le Tribunal administratif des marchés financiers et d'amendes pénales imposées par la Cour du Québec. Conformément à la méthode comptable sur les revenus de sanctions administratives et amendes, seuls les revenus pour lesquels une

assurance raisonnable de recouvrabilité existe ont été constatés. Les sanctions et amendes imposées au cours de l'exercice totalisent 46 867 000 \$ (13 642 000 \$ en 2017); de cette somme, des montants de 2 217 000 \$ (949 000 \$ en 2017) pour les opérations courantes et de 6 757 000 \$ (994 000 \$ en 2017) pour le Fonds pour l'éducation et la saine gouvernance (FESG) ont été constatés, puisque nous avons

l'assurance raisonnable de recouvrer ces créances. Le recouvrement des sanctions administratives et amendes imposées est incertain puisque les actifs des intimés sont souvent insuffisants pour permettre le remboursement. De plus, le recouvrement des amendes pénales est fait par le Bureau des infractions et amendes, un organisme public indépendant.

7 - AUTRES REVENUS

	2018			2017		
	OPÉRATIONS COURANTES	FONDS D'ASSURANCE-DÉPÔTS	TOTAL	OPÉRATIONS COURANTES	FONDS D'ASSURANCE-DÉPÔTS	TOTAL
Remboursement des coûts engagés pour le compte des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (ACVM)						
Secrétariat des ACVM	1 111		1 111	1 072		1 072
Redéveloppement des systèmes des ACVM	1 190		1 190	1 349		1 349
Vente de manuels	581		581	523		523
Vente de licences liées au programme de formation et d'examen	529		529	2 161		2 161
Autres	913	224	1 137	1 083		1 083
	4 324	224	4 548	6 188		6 188

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2018

(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars)

8 - FRAIS RELATIFS À L'APPLICATION DES LOIS

L'Autorité est responsable des frais engagés par le gouvernement du Québec pour l'application des lois administrées par l'Autorité. En 2017-2018, le gouvernement du Québec a engagé des frais pour l'application des lois suivantes : Loi sur les

valeurs mobilières (RLRQ, chapitre V-1.1), Loi sur les instruments dérivés (RLRQ, chapitre I-14.01), Loi sur les coopératives de services financiers (RLRQ, chapitre C-67.3), Loi sur les assurances (RLRQ, chapitre A-32), Loi sur la distribution de produits et

services financiers, Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne (RLRQ, chapitre S-29.01) et Loi sur les entreprises de services monétaires.

9 - FRAIS DE GESTION ATTRIBUÉS AUX FONDS

L'Autorité a mis à la disposition du Fonds d'assurance-dépôts et du Fonds d'indemnisation des services financiers des ressources humaines, des immobilisations et des espaces locatifs. Au cours de

l'exercice, l'Autorité a chargé une somme de 744 000 \$ (602 000 \$ en 2017) et de 1 101 000 \$ (1 147 000 \$ en 2017) respectivement pour l'utilisation de ces ressources. Ces opérations ont été conclues dans le

cours normal des activités et ont été mesurées à la valeur d'échange, conformément à l'entente conclue entre les parties.

10 - OPÉRATIONS DU FONDS POUR L'ÉDUCATION ET LA SAINE GOUVERNANCE

Comme prévu à l'article 38.1 de la Loi sur l'Autorité des marchés financiers, l'Autorité constitue, à son actif, le FESG. Les opérations de l'exercice se détaillent comme suit :

	2018		2017
	BUDGET	RÉEL	RÉEL
Solde au début		42 861	43 925
Opérations du FESG			
Revenus de sanctions administratives et amendes	1 104	6 757	994
Intérêts sur placements	897	804	739
Gains sur disposition de placements		237	350
Autres revenus		52	
Contributions du fonds	(2 950)	(1 798)	(2 954)
Salaires et avantages sociaux	(252)	(142)	(187)
Autres dépenses	(8)	(3)	(6)
Excédent (déficit) de l'exercice	(1 209)	5 907	(1 064)
Solde à la fin		48 768	42 861

Parmi les placements de l'Autorité présentés à la note 11, un montant de 45 845 000 \$ (42 526 000 \$ en 2017) est affecté au FESG. Au 31 mars, le FESG devait une somme de 746 000 \$ (947 000 \$ en 2017) à l'Autorité et avait des revenus de placements à recevoir de la Caisse de dépôt

et placement du Québec (CDPQ) de 80 000 \$ (95 000 \$ en 2017). De plus, l'Autorité avait une somme de 3 436 000 \$ (186 000 \$ en 2017) à transférer au FESG pour des revenus de sanctions administratives et amendes.

Le solde du FESG est inclus dans l'excédent cumulé sous le libellé « Opérations courantes ».

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2018

(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars)

11 - PLACEMENTS

	2018			2017		
	OPÉRATIONS COURANTES	FONDS D'ASSURANCE-DÉPÔTS	TOTAL	OPÉRATIONS COURANTES	FONDS D'ASSURANCE-DÉPÔTS	TOTAL
Fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec						
Dépôts à participation	45 845	676 949	722 794	42 526	652 416	694 942
Fonds confiés à d'autres institutions						
Certificats de dépôts garantis	56 369		56 369	40 671		40 671
	102 214	676 949	779 163	83 197	652 416	735 613

Les certificats de dépôts garantis portent intérêt à des taux se situant entre 1,5 % et 2,45 % (entre 1,53 % et 1,80 % en 2017), échéant à différentes dates jusqu'en mars 2019. La juste valeur des certificats de dépôts garantis est de 56 369 000 \$ (40 671 000 \$ en 2017).

La juste valeur des unités de dépôts à participation dans les fonds confiés à la CDPQ est de 781 302 000 \$ (744 497 000 \$ en 2017).

12 - CRÉANCES

	2018			2017		
	OPÉRATIONS COURANTES	FONDS D'ASSURANCE-DÉPÔTS	TOTAL	OPÉRATIONS COURANTES	FONDS D'ASSURANCE-DÉPÔTS	TOTAL
Droits, cotisations et primes	32 987		32 987	33 568		33 568
Autres						
À recevoir de sociétés sous contrôle commun						
Agence du revenu du Québec	123		123	273	1	274
Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles	65		65	194		194
Secrétariat du Conseil du trésor	1 560		1 560	367		367
Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur				2		2
Autres	2 414		2 414	2 085	18	2 103
	37 149		37 149	36 489	19	36 508

Les créances comprennent des montants à recevoir en vertu de lois de 34 334 000 \$ (34 395 000 \$ en 2017).

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2018

(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars)

13 - CHARGES À PAYER

	2018			2017		
	OPÉRATIONS COURANTES	FONDS D'ASSURANCE- DÉPÔTS	TOTAL	OPÉRATIONS COURANTES	FONDS D'ASSURANCE- DÉPÔTS	TOTAL
Comptes fournisseurs et frais courus	4 886		4 886	5 123	336	5 459
À payer au Fonds d'indemnisation des services financiers	421		421	535		535
Comptes fournisseurs et frais courus de sociétés sous contrôle commun						
Ministère des Finances	1 289		1 289	1 510		1 510
Centre de services partagés du Québec	448	124	572	495	75	570
Ministère de la Sécurité publique	56		56	43		43
Sûreté du Québec	114		114	30		30
Société québécoise d'information juridique	14		14	14		14
École nationale de police du Québec				26		26
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale	121		121	80		80
Secrétariat du Conseil du trésor				152		152
Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	23		23	33		33
Rémunération et vacances à payer	15 301		15 301	14 181		14 181
	22 673	124	22 797	22 222	411	22 633

Les charges à payer contiennent des montants à payer en vertu de lois de 2 556 000 \$ (1 509 000 \$ en 2017).

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2018

(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars)

14 - AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

PROVISION AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

	2018	2017
Provision pour vacances		
Solde au début	1 018	853
Provision supplémentaire constituée au cours de l'exercice	775	818
Diminution de la provision existante au cours de l'exercice	(754)	(653)
Solde à la fin	1 039	1 018
Provision pour congés de maladie		
Solde au début	10 081	10 028
Provision supplémentaire constituée au cours de l'exercice	2 746	2 128
Diminution de la provision existante au cours de l'exercice	(2 190)	(2 075)
Solde à la fin	10 637	10 081
Provision pour allocations de transition et autres avantages		
Solde au début	1 548	1 011
Provision supplémentaire constituée au cours de l'exercice	1 773	1 548
Diminution de la provision existante au cours de l'exercice	(2 280)	(1 011)
Solde à la fin ¹	1 041	1 548
Provision au titre des avantages sociaux futurs	12 717	12 647

1 Les montants de la provision pour allocations de transition, indemnités de départ, invalidité et maternité sont de 749 000 \$ (1 260 000 \$ en 2017).

PROVISION POUR CONGÉS DE MALADIE

L'Autorité dispose de programmes de congés de maladie pour ses employés. Le programme pour les emplois de soutien et techniques syndiqués et certains non syndiqués est non cumulable. Quant au programme pour les emplois professionnels syndiqués et non syndiqués ainsi que pour certains emplois de soutien et techniques non syndiqués, celui-ci est cumulable et donne lieu à des obligations à long terme.

Ce programme d'accumulation des congés de maladie permet à des employés d'accumuler les journées non utilisées des congés de maladie auxquelles ils ont droit annuellement. Ces congés peuvent être monnayés à 50 % en cas de cessation d'emploi, de départ à la retraite ou de décès, et cela jusqu'à concurrence d'un montant représentant l'équivalent de 66 jours. Les employés peuvent également faire le choix d'utiliser ces journées accumulées comme journées d'absence pleinement rémunérées dans un contexte de départ en préretraite.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2018

(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars)

La provision pour congés de maladie est évaluée selon une méthode de calcul qui tient compte de la répartition des prestations constituées. La base des estimations et des hypothèses économiques à long terme est la suivante en fonction des différents groupes d'âge et du régime de retraite :

	2018	
	RREGOP	RRPE
Taux d'inflation	Entre 2,00 % et 2,25 %	Entre 2,00 % et 2,25 %
Taux de croissance de la rémunération net d'inflation	0,50%	0,50%
Taux d'actualisation	Entre 2,30 % et 3,09 %	Entre 2,30 % et 3,09 %
Durée moyenne estimative du reste de la carrière active	Entre 3 et 36 ans	Entre 1 et 27 ans

	2017	
	RREGOP	RRPE
Taux d'inflation	Entre 2,00 % et 2,25 %	Entre 2,00 % et 2,25 %
Taux de croissance de la rémunération net d'inflation	Entre 0,50 % et 0,80 %	Entre -0,25 % et 0,50 %
Taux d'actualisation	Entre 1,40 % et 3,44 %	Entre 0,94 % et 3,44 %
Durée moyenne estimative du reste de la carrière active	Entre 3 et 37 ans	Entre 1 et 27 ans

OBLIGATION POUR RÉGIME DE RENTES D'APPOINT

Les responsabilités de l'Autorité à l'égard du régime de rentes d'appoint consistent à assumer entièrement les prestations au moment de la retraite du bénéficiaire.

Ainsi, aucune cotisation n'est payée par les employés ni par l'employeur. Par conséquent, aucune caisse de retraite n'a été constituée. Le taux de mortalité

après la retraite est établi selon la table recommandée par l'Institut canadien des actuaires.

ÉVOLUTION DE L'OBLIGATION POUR RÉGIME DE RENTES D'APPOINT

	2018	2017
Obligation au début	3 156	2 774
Coût des prestations acquises	229	216
Pertes actuarielles	107	75
Coût des services passés découlant des modifications apportées au régime	(29)	
Pertes actuarielles découlant des modifications apportées au régime	15	
Intérêts sur l'obligation	80	93
Charges de l'exercice	402	384
Prestations versées au cours de l'exercice	(972)	(2)
Obligation à la fin	2 586	3 156

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2018

(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars)

Cette obligation a fait l'objet d'une évaluation actuarielle au 31 mars et la valeur de l'obligation actuarielle est établie selon les principales hypothèses suivantes :

	2018
Taux d'inflation	2,00 %
Taux de croissance de la rémunération net d'inflation	3,50 %
Taux d'actualisation	2,85 %
Durée moyenne estimative du reste de la carrière active	9 ans
	2017
Taux d'inflation	2,00 %
Taux de croissance de la rémunération net d'inflation	3,50 %
Taux d'actualisation	2,80 %
Durée moyenne estimative du reste de la carrière active	10 ans

L'obligation pour régime de rentes d'appoint s'établit comme suit :

	2018	2017
Obligation au titre des prestations constituées	2 461	3 240
Pertes actuarielles non amorties	(641)	(735)
Gains actuariels non amortis	766	651
Obligation pour régime de rentes d'appoint	2 586	3 156

RÉGIMES DE RETRAITE

Les membres du personnel de l'Autorité participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1^{er} janvier 2018, les taux de cotisation de certains régimes de retraite ont été modifiés. Ainsi, le taux pour le RREGOP est passé de 11,05 % à 10,97 % de la masse salariale admissible et le taux pour le RRPE et le RRAS qui fait partie du RRPE est passé de 15,03 % à 12,82 % de la masse salariale admissible.

Les cotisations versées par l'employeur sont équivalentes aux cotisations des employés, à l'exception d'un montant de compensation prévu dans la loi du RRPE de 2,97 % au 1^{er} janvier 2018 (4,94 % au 1^{er} janvier 2017) de la masse salariale admissible qui doit être versé par l'employeur, pour les participants au RRPE et au RRAS et un montant équivalent pour la partie à verser par les employeurs. Ainsi, l'Autorité verse un montant supplémentaire pour l'année civile 2018 correspondant à 5,94 % de la masse salariale admissible (9,88 % de la masse salariale admissible pour l'année civile 2017).

Les cotisations de l'Autorité, incluant le montant de compensation à verser au RRPE et au RRAS, imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 8 059 000 \$ (7 807 000 \$ en 2017). Les obligations de l'Autorité envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2018

(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars)

15 - REVENUS REPORTÉS

Les rentrées grevées d'une affectation d'origine externe, suite à la signature par l'Autorité d'une convention de services concernant la mise en œuvre d'un programme pancanadien de qualification en assurance de personnes avec les régulateurs en assurance de chaque province et territoire canadien, sont constatées à titre de revenus, dans l'exercice au cours duquel les ressources sont utilisées aux fins prescrites. Les revenus reportés grevés d'une affectation d'origine externe sont les surplus dégagés par les ventes de licences réalisées dans les différentes provinces et territoires pour un total de 647 000 \$ (22 000 \$ en 2017). Au cours des exercices 2018 et 2017, les revenus reportés grevés d'une affectation d'origine externe n'ont fait l'objet d'aucun virement à titre de revenus à l'état des résultats et de l'excédent cumulé.

16 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Opérations courantes				Fonds d'assurance-dépôts			2018
	AMÉLIORATIONS LOCATIVES	MATÉRIEL ET ÉQUIPEMENT	DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE ¹	SOUS-TOTAL	MATÉRIEL ET ÉQUIPEMENT	DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE ¹	SOUS-TOTAL	TOTAL
Coût								
Solde au début	8 607	21 613	42 610	72 830	12	2 834	2 846	75 676
Acquisitions	66	1 121	7 303	8 490		1 149	1 149	9 639
Dispositions et ajustements	[665]	[3 688]		[4 353]				(4 353)
Solde à la fin	8 008	19 046	49 913	76 967	12	3 983	3 995	80 962
Amortissement cumulé								
Solde au début	6 282	19 018	16 724	42 024				42 024
Amortissement	783	1 472	4 113	6 368	5	142	147	6 515
Dispositions	[530]	[3 686]		[4 216]				(4 216)
Solde à la fin	6 535	16 804	20 837	44 176	5	142	147	44 323
Valeur comptable nette à la fin	1 473	2 242	29 076	32 791	7	3 841	3 848	36 639

¹ Les projets en cours pour le développement informatique s'élèvent à 3 954 000 \$ pour les opérations courantes et 552 000 \$ pour le Fonds d'assurance-dépôts. L'amortissement débutera lorsque les projets seront terminés.

Aux fins des informations concernant les acquisitions d'immobilisations corporelles dans les flux de trésorerie, un montant de 1 096 000 \$ pour les opérations courantes et 79 000 \$ pour le Fonds d'assurance-dépôts est inclus dans les comptes fournisseurs.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2018

(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars)

	Opérations courantes				Fonds d'assurance-dépôts			2017
	AMÉLIORATIONS LOCATIVES	MATÉRIEL ET ÉQUIPEMENT	DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE ¹	SOUS-TOTAL	MATÉRIEL ET ÉQUIPEMENT	DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE ¹	SOUS-TOTAL	TOTAL
Coût								
Solde au début	8 972	20 687	36 409	66 068		604	604	66 672
Acquisitions		982	6 201	7 183	12	2 230	2 242	9 425
Dispositions	(365)	(56)		(421)				(421)
Solde à la fin	8 607	21 613	42 610	72 830	12	2 834	2 846	75 676
Amortissement cumulé								
Solde au début	5 506	17 544	13 246	36 296				36 296
Amortissement	776	1 530	3 478	5 784				5 784
Dispositions		(56)		(56)				(56)
Solde à la fin	6 282	19 018	16 724	42 024	-	-	-	42 024
Valeur comptable nette à la fin	2 325	2 595	25 886	30 806	12	2 834	2 846	33 652

¹ Les projets en cours pour le développement informatique s'élèvent à 3 231 000 \$ pour les opérations courantes et 2 834 000 \$ pour le Fonds d'assurance-dépôts. L'amortissement débutera lorsque les projets seront terminés.

Aux fins des informations concernant les acquisitions d'immobilisations corporelles dans les flux de trésorerie, un montant de 863 000 \$ pour les opérations courantes et de 525 000 \$ pour le Fonds d'assurance-dépôts est inclus dans les comptes fournisseurs.

17 - RÉSERVE POUR ÉVENTUALITÉS

Comme prévu à l'article 38.3 de la Loi sur l'Autorité des marchés financiers, l'Autorité peut, pour la réalisation de sa mission, constituer à son actif une réserve pour éventualités. Cette réserve a été constituée afin de pallier une variation imprévue des revenus ou des charges attribuables à cette loi. La réserve est de 60 000 000 \$ en 2018 (12 930 000 \$ en 2017). L'évaluation du niveau de réserve requis a été révisée au cours de l'exercice 2017-2018 en vue de considérer des risques majeurs auxquels

l'Autorité est exposée. La réserve est incluse dans l'excédent cumulé sous le libellé « Opérations courantes ».

18 - DÉPÔTS GARANTIS

Les primes prélevées des institutions inscrites sont basées sur les sommes garanties que celles-ci ont en dépôt au 30 avril de chaque année.

Les dépôts garantis au Québec au 30 avril 2017 par le Fonds d'assurance-dépôts s'élevaient à 101,4 milliards de dollars (98,4 milliards de dollars au 30 avril 2016), dont 14,8 milliards de dollars (15,1 milliards de dollars au 30 avril 2016) sont détenus par des sociétés de fiducie ou d'épargne constituées en corporation en vertu d'une loi fédérale pour lesquelles aucune prime n'est exigible.

En vertu d'un accord conclu avec la Société d'assurance-dépôts du Canada, celle-ci indemniserait et tiendrait quitte l'Autorité de toute responsabilité résultant de quelque garantie par cette dernière de dépôts reçus par une société de fiducie ou une société d'épargne constituée en corporation en vertu d'une loi fédérale.

19 - OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

L'Autorité s'est engagée jusqu'en 2036, en vertu de contrats échéant à différentes dates pour des services et la location de ses bureaux et d'appareils multifonctions pour un montant cumulatif de 130 841 000 \$ (50 128 000 \$ en 2017). Les paiements minimums exigibles pour les prochains exercices s'élèvent à 8 808 000 \$ en 2018-2019, 6 758 000 \$ en 2019-2020, 8 470 000 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2018

(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars)

en 2020-2021, 8 482 000 \$ en 2021-2022, 8 573 000 \$ en 2022-2023 et 89 750 000 \$ pour les exercices suivants.

Les montants cumulatifs des obligations contractuelles relatives aux contributions du FESG échéant à différentes dates jusqu'en 2022 sont de 4 253 000 \$ (4 938 000 \$ en 2017). Les paiements minimums exigibles pour les prochains exercices s'élèvent à 2 913 000 \$ en 2018-2019, 743 000 \$ en 2019-2020, 472 000 \$ en 2020-2021 et 125 000 \$ en 2021-2022.

20 - ÉVENTUALITÉS

POURSUITES ET LITIGES

L'Autorité fait actuellement l'objet de diverses poursuites judiciaires en dommages et intérêts à l'égard de ses activités. À la date de préparation des états financiers, la direction estime que l'issue de ces poursuites est indéterminée. Par conséquent, aucune provision n'a été constituée dans les états financiers. Par ailleurs, la direction n'est pas en mesure d'évaluer raisonnablement l'ampleur des montants que l'Autorité pourrait être appelée à payer compte tenu de la nature de ces poursuites.

SYSTÈMES NATIONAUX DES AUTORITÉS CANADIENNES EN VALEURS MOBILIÈRES (ACVM)

Les ACVM sont un regroupement des autorités en valeurs mobilières de chaque province et territoire canadien. Leurs objectifs sont d'améliorer, de coordonner et d'harmoniser la réglementation des

marchés de valeurs canadiens. Parmi ces autorités, quatre ont été désignées autorités principales (AP), soit l'Autorité, la British Columbia Securities Commission, l'Alberta Securities Commission et l'Ontario Securities Commission (OSC).

La gestion des systèmes nationaux (SEDAR, SEDI, BDNI) est effectuée par les AP comme convenu avec l'ensemble des membres des ACVM. Celle-ci est encadrée par une entente, conclue le 2 avril 2013, entre ces AP. L'exploitation des systèmes a été confiée à une société spécialisée dans les services conseils en technologie de l'information.

Le mandat des AP, à titre de comité de gouvernance, est de superviser l'exploitation et la refonte des systèmes nationaux pour le compte des ACVM. L'entente entre les AP prévoit notamment qu'elles sont membres à part égale de ce comité. En tant qu'administrateurs, les AP sont responsables envers les tiers. Si les excédents accumulés sont insuffisants, les AP doivent payer une part égale du montant en souffrance. En vertu de l'entente, l'OSC est l'AP désignée exploitation et est responsable de la gestion financière des systèmes nationaux, incluant la garde et la gestion des excédents. Les fonds des systèmes nationaux sont détenus dans des comptes bancaires distincts auprès d'une institution financière.

Les excédents générés par la gestion des systèmes nationaux doivent servir exclusivement à l'exploitation et l'amélioration des systèmes, entre autres, à la réduction des droits payables par les participants nationaux ainsi qu'au paiement ou au financement des frais et dépenses de développement, d'amélioration ou de remplacement des systèmes nationaux.

La direction de l'Autorité a déterminé que les soldes des systèmes nationaux ne doivent pas être comptabilisés dans ses états financiers, mais plutôt présentés par voie de note, considérant que les critères pour une telle comptabilisation ne sont pas atteints.

La refonte des systèmes nationaux s'échelonne sur plusieurs années et sera financée à même les excédents accumulés. Le comité de gouvernance a approuvé que l'Autorité assume la gestion de la refonte des systèmes. Elle sera remboursée pour les dépenses engagées en lien avec cette refonte.

Les états du résultat global et de la situation financière des systèmes nationaux des ACVM sont présentés ci-dessous.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2018

(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars)

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

	2018	2017
Produits		
Droits relatifs aux systèmes de la BDNI	14 180	14 293
Droits relatifs aux systèmes de SEDAR	10 455	10 697
Frais de services pour la distribution des données	724	705
Produits d'intérêts	1 959	1 710
Total des produits	27 318	27 405
Charges		
Services professionnels	12 531	11 690
Salaires et avantages sociaux	2 546	2 565
Amortissement	294	483
Autres	743	790
Total des charges	16 114	15 528
Excédent des produits sur les charges	11 204	11 877

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

	2018	2017
Actif		
À court terme		
Trésorerie	22 564	19 886
Placements	115 262	115 000
Comptes clients et autres débiteurs	3 524	4 494
Charges payées d'avance	4 760	1 953
Total - actif à court terme	146 110	141 333
Immobilisations incorporelles	18 413	14 637
Actif total	164 523	155 970
Passif		
À court terme		
Comptes fournisseurs et autres créditeurs	1 517	4 187
Revenus reportés	70	51
Total - passif à court terme	1 587	4 238
Passif total	1 587	4 238
Excédent		
Solde d'ouverture	151 732	139 855
Excédent des produits sur les charges	11 204	11 877
Excédent à la fermeture	162 936	151 732
Total du passif et de l'excédent	164 523	155 970

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2018

(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars)

21 - ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DES ÉTATS FINANCIERS

Le 13 juin 2018, l'Assemblée nationale a adopté le projet de loi 141, loi visant principalement à améliorer l'encadrement du secteur financier, la protection des dépôts d'argent et le régime de fonctionnement des institutions financières. L'adoption et la sanction de cette loi entraîne des changements impactant les opérations et les états financiers de l'Autorité. Les principaux changements sont résumés dans la présente note.

Le Fonds pour l'éducation sur la saine gouvernance est aboli dans sa forme législative et la répartition des amendes, sanctions et pénalités y étant associés est modifiée. L'impact de ce changement est une diminution de revenus, les revenus préalablement attribuables au FESG seront désormais versés au fonds consolidé du revenu. L'Autorité continuera sa mission de prêter assistance aux consommateurs par l'éducation financière en matière de consommation de produits et services financiers. L'Autorité aura maintenant un pouvoir de sanctions administratives pécuniaires pour certains manquements aux obligations déterminées par la Loi sur les coopératives de services financiers. Ces changements entreront en vigueur le 13 juillet 2018.

La nouvelle loi prévoit également le transfert des frais imputables en vertu de la Loi sur l'Assurance-dépôt (LAD) à la Loi sur les institutions de dépôt et la protection des dépôts (LIDPD), la LAD étant modifiée pour devenir la LIDPD. L'Autorité aura dorénavant la possibilité de facturer d'autres frais liés à l'application de la LIDPD pour des dépenses qui visent l'ensemble des institutions de dépôts autorisées.

De plus, les manquements aux obligations prévues dans la Loi sur les assurances (LA), la Loi sur les sociétés de fiducie et sociétés d'épargne (LSFSE) et la LAD, de même que les sanctions administratives pécuniaires qui y sont associées, ne font plus l'objet d'un pouvoir discrétionnaire de l'Autorité, mais sont maintenant prévues dans ces lois. L'Autorité pourra aussi exiger le remboursement de frais d'inspection en vertu de la LA. Ces changements entreront en vigueur le 13 juin 2019.

Finalement, les responsabilités inhérentes à la supervision du courtage hypothécaire sont transférées à l'Autorité. Cette nouvelle responsabilité aura pour conséquence d'augmenter les revenus et les charges de l'Autorité, puisque le courtage hypothécaire constituera une nouvelle discipline pour l'Autorité. Ce changement entrera en vigueur le 1^{er} mai 2020.

L'impact global de ces changements ne peut faire l'objet d'une estimation. En effet, les niveaux de sanctions, d'amendes et de pénalités varient lors de chaque exercice. De plus certains tarifs seront prévus dans un règlement du gouvernement qui n'a pas encore été adopté. Finalement, l'impact de l'ajout de nouvelles activités liées au courtage hypothécaire ne peut être estimé puisque l'information nécessaire à l'établissement d'une estimation n'est pas disponible à ce jour.

22 - OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

L'Autorité est apparentée avec toutes les entités contrôlées par le gouvernement du Québec ou soumis à son contrôle conjoint. L'Autorité est également apparentée à ses principaux dirigeants, leurs proches parents, ainsi qu'avec les entités pour lesquelles une ou plusieurs de ces personnes ont le pouvoir d'orienter les

décisions financières et administratives. Les principaux dirigeants sont composés des membres du comité de direction ainsi que du président directeur-général de l'Autorité. L'Autorité n'a conclu aucune opération importante avec des apparentés à une valeur différente de celle qui aurait été établie si les parties n'avaient pas été apparentées.

23- GESTION DES RISQUES ASSOCIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

Dans le cours normal de ses activités, l'Autorité est exposée à différents risques. La direction a mis en place des politiques et procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers.

RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. L'exposition maximale de l'Autorité au risque de crédit correspond à la valeur comptable de ses actifs financiers à son état de la situation financière.

Le risque de crédit associé à l'encaisse, aux placements et aux revenus de placements à recevoir est essentiellement réduit au minimum en s'assurant que les excédents de trésorerie sont investis dans des placements très liquides. La politique de l'Autorité est d'investir les excédents de trésorerie auprès d'institutions financières réputées qui offrent ce type de placements. La direction juge que le risque de perte est négligeable.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2018

(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars)

Le risque de crédit associé aux créances (à l'exception des montants à recevoir en vertu de lois) concerne notamment les montants à recevoir d'organismes gouvernementaux et d'employés de l'Autorité. Les créances d'organismes gouvernementaux sont généralement encaissées dans un délai de 90 jours. L'Autorité n'est pas exposée à un niveau de risque de crédit significatif à l'égard de ceux-ci.

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité est le risque que l'Autorité ne soit pas en mesure de satisfaire ses obligations financières lorsqu'elles viennent à échéance. L'Autorité gère ce risque en tenant compte des besoins opérationnels.

Elle établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations. Par conséquent, l'Autorité juge qu'elle est peu exposée au risque de liquidité. Généralement, les fournisseurs sont payés dans un délai de 30 jours.

RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché est le risque que le cours du marché ou que les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations du prix du marché. Le risque de marché comprend trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix.

En ce qui concerne les fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec, l'Autorité est exposée aux trois types de risque de marché en raison des investissements sous-jacents effectués principalement dans des placements à revenu fixe et en actions. Bien qu'une analyse de sensibilité soit préparée par la Caisse de dépôt et placement du Québec pour ces fonds, elle n'est pas représentative de l'exposition au risque de marché de l'Autorité étant donné que les placements

sont comptabilisés au coût; la fluctuation du cours de marché de ces placements n'a pas d'impact direct sur les résultats de l'Autorité.

L'Autorité gère le risque de marché en s'assurant que la politique de placement en vigueur pour ces fonds présente un risque conforme aux attentes de la direction.

En ce qui concerne les fonds confiés à d'autres institutions, l'Autorité n'est exposée qu'au risque de taux d'intérêt en raison des investissements effectués principalement dans des placements à revenu fixe. L'Autorité estime que le risque de taux d'intérêt est minime étant donné que ces fonds sont comptabilisés au coût et que l'Autorité prévoit les conserver jusqu'à l'échéance.

24 - GESTION DU FONDS FIDUCIAIRE

L'Autorité est fiduciaire du Fonds d'indemnisation des services financiers. Ce fonds n'est pas consolidé avec l'Autorité puisqu'il constitue un patrimoine fiduciaire distinct en vertu de l'article 258 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers tel que modifié par l'article 424 de la Loi sur l'Autorité des marchés financiers. Le tableau suivant présente un sommaire de l'état de la situation financière du fonds.

	2018		2017
	ACTIF	PASSIF	EXCÉDENT CUMULÉ
Fonds d'indemnisation des services financiers	70 730	20 200	50 530
			44 527

ÉTATS FINANCIERS AU 31 MARS 2018

Aucune opération n'a été effectuée dans cette entité en 2017-2018.

